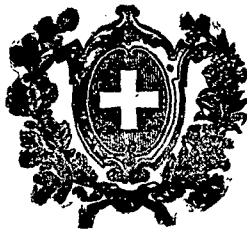


Amtliches
stenographisches Bulletin



BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL

der
schweizerischen Bundesversammlung

N^o 4

DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 2. — für die Schweiz, Fr. 4. — für das übrige Postversinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse fr. 2. —, Union postale fr. 4. —. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Revision des Art. 32^{bis} Bundesverfassung.

Entwurf des Bundesrates.
Vom 15. März 1901.

Bundesbeschluss

betreffend

Abänderung des Art. 32^{bis} der Bundes-
verfassung.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates
vom 15. März 1901,

beschliesst:

1) Der Satzungssatz des Al. 2 des Art. 32^{bis} der
Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält folgenden
Wortlaut:

«Jedoch bleiben hierbei in betreff des Betriebes
von Wirtschaften und des Kleinverkaufs von Quan-
titäten unter 10 Litern die den Kantonen nach Art. 31
zustehenden Kompetenzen vorbehalten.»

2) Diese Verfassungsänderung ist der Abstimmung
des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

3) Der Bundesrat ist mit der Vollziehung dieses
Beschlusses beauftragt.

Anträge der Kommission des Nationalrates.
27. Februar 1903.

Mehrheit.

(HH. Fonjallaz, Bioley, Calame-Coffin, Ming, Rossel,
Vigier.)

Zustimmung zum Bundesrats-Entwurf.

Minderheit.

(HH. Eugster, Geschwind, Hess.)

Nichteintreten.

Revision de l'article 32^{bis} constitution fédérale.

Projet du conseil fédéral.
15 mars 1901.

Arrêté fédéral

portant
modification de l'article 32^{bis} de la constitution fédérale.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

vu le message du conseil fédéral du 15 mars 1901,

arrête:

1) L'art. 32^{bis} de la constitution fédérale du 29 mai 1874 est modifié, dans son alinéa 2, ainsi qu'il suit:

«Restent toutefois réservées, en ce qui concerne l'exploitation des auberges et la vente au détail de quantités inférieures à dix litres, les compétences attribuées aux cantons par l'art. 31.»

2) Le présent arrêté sera soumis au vote du peuple et des cantons.

3) Le conseil fédéral est chargé de prendre à cet effet les mesures nécessaires.

Propositions de la commission du conseil national.
27 février 1903.

Majorité.

(MM. Fonjallaz, Bioley, Calame-Colin, Ming, Rossel, Vigier).

Adhésion au projet du conseil fédéral.

Minorité.

(MM. Eugster, Gschwind, Hess.)

Ne pas entrer en matière.

Nationalrat. — Conseil national.

Sitzung vom 19. März 1903, vormittags 8^{1/2} Uhr. — Séance du 19 mars 1903, à 8^{1/2} heures du matin.

Vorsitz: } Hr. Zschokke.
Présidence: }

Tagesordnung: — Ordre du jour:

Revision des Art. 32^{bis} der Bundesverfassung.

Revision de l'article 32^{bis} de la constitution fédérale.

M. Fonjallaz, rapporteur français de la majorité de la commission: Le 4 juin 1895, M. le conseiller national Steiger (St-Gall) et 17 de ses collègues déposaient une motion dont il est bon de rappeler ici le texte:

«Le conseil fédéral est invité à présenter un rapport et des propositions sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de porter de 2 à 10 litres la quantité minimum fixée à l'art. 32^{bis}, alinéa 2, de la constitution fédérale pour la vente libre des

boissons alcooliques non distillées, et de donner, en conséquence, à la dernière partie de cet alinéa la teneur suivante: «Restent toutefois réservées, en ce qui concerne l'exploitation des auberges et la vente au détail de quantités inférieures à dix litres, les compétences attribuées aux cantons par l'article 31.»

Cette motion fut renvoyée, après longue discussion, au conseil fédéral, lequel, avant de se déterminer sur cet objet fit une enquête auprès des

cantons pour savoir ce qu'ils pensaient de cette motion. Il va sans dire que cette enquête n'a pas pu se faire d'un jour à l'autre, il a fallu laisser le temps nécessaire aux cantons pour qu'ils puissent faire des recherches, des études et se former une opinion, avant de transmettre leur réponse au conseil fédéral. C'est ce qui explique pourquoi, depuis 1895, l'affaire a traîné jusqu'à aujourd'hui et vient en délibération maintenant devant le conseil national. Cette consultation eut pour effet de faire constater que 15 cantons sont favorables à la modification demandée par le motionnaire et ses co-signataires, tandis que le reste des cantons est hostile à cette modification. J'y reviendrai tout à l'heure. Il faut nous placer directement au point de vue auquel se sont placés les motionnaires pour discuter cette question, c'est-à-dire que cette motion n'a pour but que l'intérêt matériel et moral, de continuer la lutte contre l'alcoolisme, en un mot, de compléter la législation sur ce point, dans le but de venir en aide aux cantons qui ne pouvaient pas collaborer efficacement à cette lutte, prévue en 1885. En effet, le monopole de l'alcool fut introduit en 1885 dans la pensée qu'il empêcherait une consommation par trop grande des boissons spiritueuses et distillées; on pensait bien faire en facilitant la vente en détail des boissons non distillées: vin, cidre, bière, etc.

Messieurs, aujourd'hui vous constatez — et nous reviendrons plus tard là-dessus — que ce but très louable n'a pas été atteint par les restrictions en renfermant la vente en détail dans des limites trop serrées; en un mot, en restreignant la compétence des cantons dans l'exercice de leur surveillance sur cette vente.

Vous me permettrez de rappeler ce que disait le message du conseil fédéral du 20 novembre 1884 concernant la question de l'alcool, dans le titre 2, Mesures à prendre par l'état, c'est-à-dire par les cantons.

«Il est généralement reconnu que l'état a aussi une mission à remplir dans cette question; mais avec notre système constitutionnel, la lutte contre l'alcoolisme doit rester et restera un des principaux objets de la sollicitude des cantons, même si elle est entreprise avec le concours de la Confédération.»

Un des devoirs des autorités cantonales et communales, c'est l'exercice de la police des auberges.

La commission du conseil national, chargée d'examiner le projet de monopole de l'alcool, était présidée par M. Stössel, lequel s'exprimait en ces termes dans son rapport: «La majorité de la commission croit enfin pouvoir faire appel au patriotisme des cantons.»

Vous voyez, messieurs, que là encore, la commission du conseil national reconnaît que la Confédération dans ce domaine n'était pas suffisamment armée, mais qu'il lui appartenait de veiller à cette lutte contre l'alcoolisme, véritable plaie que nous voulions guérir.

Et plus loin la commission disait encore ceci: «Mais le conseil fédéral fait encore un pas de plus. Il renvoie aux cantons et à l'initiative privée la mission de combattre l'ivrognerie. Un certain nombre de cantons et de particuliers qui concourent à ce but prétendent que l'art. 31 de la constitution les gêne pour s'acquitter de leur mandat. Le plus grand mal serait causé par le nombre trop considé-

rable d'auberges et l'art. 31 interdit précisément de le diminuer.»

Puis: «Elle estime que si les cantons établissent des prescriptions sévères sur la situation et l'état du local et sur les qualités personnelles du débitant et qu'ils les fassent observer, s'ils ont une police sévère sur les auberges et les boissons, ce qui du reste est déjà dans leur compétence à teneur de l'art. 31 actuel, on obtiendra de cette façon une réduction notable dans le nombre des auberges. D'autre part, si toutes ces conditions sont rigoureusement observées, il n'y aura pas grand danger à ce qu'il existe quelques bonnes auberges de plus ou de moins.»

La minorité craint que dans d'autres cas, les cantons ne puissent croire avoir assez fait en supprimant un certain nombre d'auberges inutiles et ne négligent ensuite de remplir le devoir bien plus important de surveiller la qualité des auberges.»

Vous voyez, messieurs, que la commission du conseil national d'alors avait soin, presque à chaque page de son rapport, de rappeler qu'il appartenait aux cantons de veiller à ces prescriptions. Et en terminant son rapport, elle disait ceci:

«Nous voulons donner aux cantons un droit de plus; celui de pouvoir, par la législation, soumettre l'exercice de l'industrie des auberges et du commerce en détail des boissons spiritueuses aux restrictions commandées par le bien public.»

Tel est le point de vue auquel on se plaçait alors.

Sitôt que le monopole de l'alcool fut établi en Suisse, sitôt que l'art. 32bis, dernier alinéa, de la constitution fédérale put être appliqué, on vit éclore une foule de ces débits soi-disant en gros, où l'on vendait par quantité de 2 litres et au dessus. Le nombre de ces débits a augmenté, ainsi que vous pouvez vous en convaincre en consultant la statistique qui m'a été fournie par le conseil fédéral. Cette statistique n'est pas très complète, attendu que beaucoup de cantons ne connaissent pas même tous les débits qui se trouvent sur leur territoire; elle n'est complète que pour le canton de Berne où le nombre des débits depuis 1887 a passé de 137 à 1089; pour Lucerne, à peu près dans la même proportion, ainsi que pour Zoug, Fribourg, Argovie et Zurich.

Eh bien, on a constaté que cette augmentation des débits de deux litres constituait une facilité par trop grande de se procurer du vin et partant favorisait l'extension de l'alcoolisme dans certains cantons, je dis dans certains cantons, parce que tous ne sont pas frappés au même point. Il est des cantons où ces débits existent en moins grand nombre que dans d'autres, mais en ce qui concerne la Suisse centrale précisément, où déjà en 1884 nous avons constaté que l'alcool faisait le plus de mal, c'est là que la consommation des eaux de vie et boissons distillées cause encore le plus de mal et que le nombre des débits en gros par deux litres est le plus grand.

Vous avez tous lu probablement la brochure rédigée par M. le Dr. Tschumi, inspecteur des denrées alimentaires du canton de Berne, et vous aurez pu remarquer que dans ces débits on vend de jour ou de nuit, sans aucun contrôle, des marchandises absolument falsifiées, mauvaises, nuisibles à la santé, favorisant ainsi les beuveries. Ces boissons, vins,

cidres sont, dis-je, de très mauvaise qualité, attendu qu'elles sont quelquefois réduites dans une arrière-boutique où se trouvent les provisions de pétrole, de benzine, de fromage et d'où viennent toutes sortes d'émanations qui certes n'aident pas à la conservation des boissons alcooliques non distillées. Du reste, M. le professeur Furrer, chimiste cantonal de Soleure, dit ceci :

«Ensuite des facilités accordées au commerce du vin en détail, on boit, on joue maintenant dans les maisons particulières, loin de tout contrôle, on favorise aussi de cette manière l'intempérance chez les femmes et les enfants.»

Effectivement, chez les femmes et chez les enfants, je vous prie de retenir ces mots. Il arrive trop souvent qu'en l'absence du mari, qui travaille à l'atelier, la femme et les enfants s'en vont chercher dans un de ces débits à deux litres une certaine quantité de vin qu'ils emportent dans un petit panier recouvert d'un linge, la boisson étant consommée à la maison à l'insu du mari! On ne paie pas ces consommations comptant, elles sont inscrites dans le carnet de livraison où, au lieu de les faire figurer sous leur vrai nom, elles sont remplacées par les mots «café, chocolat, sucre», que sais-je encore, de façon à cacher au mari ces manoeuvres indécrites. Et le mal est d'autant plus grand que fréquemment on va demander, non pas deux litres et au dessus ainsi que la constitution le prévoit, le prescrit et le permet, mais un litre et moins, de façon qu'acheteur et vendeur contreviennent aux dispositions de l'art. 32bis de la constitution fédérale.

Je pourrais citer nombre d'exemples, mais le rapport du conseil fédéral est si clair et si bien fait, vous l'avez tous sous les yeux, que tout ce que je pourrais y ajouter ne ferait que le déparer.

Je me permettrai cependant de traiter d'autres points que ceux dont je viens de parler. J'attirerai l'attention de l'assemblée sur les raisons fournies, non pas par tous les cantons, mais par ceux qui ont répondu aux questions adressées par le gouvernement de la Confédération, respectivement le département fédéral de l'intérieur :

«L'encouragement donné à la vente au détail du vin et de la bière devait servir à combattre la consommation des eaux-de-vie et, partant, l'alcoolisme sous sa forme la plus nocive. Mais la vente au détail a pris des proportions telles qu'elle contribue, à son tour, à favoriser l'alcoolisme et il est dès lors, dans l'intérêt public, de ne pas laisser cette vente se développer indéfiniment. Même si l'on se place au point de vue certainement très juste que l'on doit faciliter l'usage des boissons alcooliques non distillées afin de lutter, le plus possible, contre la consommation des eaux-de-vie, force est de reconnaître que la limite établie par l'art. 32bis de la constitution fédérale est trop étroite. La quantité de 2 litres est si petite qu'il est très difficile, dans la pratique, d'établir une distinction entre les débits libres et les débits soumis aux droits de patente et qu'il est à peine possible d'organiser le contrôle efficace de ces derniers. C'est pourquoi, tous les efforts des cantons en vue d'empêcher, en édictant des prescriptions plus sévères, en faisant dépendre la concession de certains besoins, en aggravant les conditions relatives aux personnes et aux locaux, resteront sans effet aussi longtemps que la quantité

à partir de laquelle la vente libre est permise, ne sera pas élevée de façon qu'il soit possible de réglementer réellement la vente au détail.

Aussi, considérons-nous le but auquel tend la motion Steiger comme absolument légitime, et nous nous permettons de rappeler qu'en 1884 déjà, lorsque nous fûmes appelés à donner notre avis sur le projet de révision de la constitution, nous nous sommes prononcés dans le même sens.»

Le canton de Vaud s'est déterminé aussi sur cette demande de révision de l'art. 32bis de la constitution; avant même que M. Steiger eût déposé sa motion, une motion semblable était déposée au sein du Grand conseil de ce canton pour demander que le gouvernement cantonal veuille bien intervenir auprès du conseil fédéral pour proposer la révision de l'art. 32bis de la C. F. qui nous occupe maintenant. La même motion fut déposée à Zurich, et renvoyée à l'examen du conseil d'état, c'est le canton de Zurich lui-même qui le dit: il reconnaît l'urgence d'une révision de l'art. 32bis. Les cantons de Fribourg et Lucerne signalent les abus auxquels donnent lieu dans la pratique ces débits. A Lucerne, on donne à boire aux enfants en bas âge; le vin constitue même le repas du matin, avec un peu de pain et de fromage, le vin a remplacé le lait; il se commet de tels abus dans les débits qui ne sont pas surveillés, parce qu'ils sont éloignés de toute police, qu'il devient urgent de modifier cet article.

Dans la première enquête, car il y en a eu deux, deux cantons, Valais et Thurgovie, avaient répondu négativement, puis se sont ralliés à la motion lors de la deuxième enquête, en disant qu'ils n'avaient pas suffisamment étudié cette question, mais qu'il résultait de rapports récents qu'il fallait procéder aussi vite que possible à cette révision de l'art. 32bis de la constitution fédérale, si l'on voulait enrayer dans une certaine mesure les abus, les progrès de l'alcoolisme.

Ce qui a retenu également les cantons du Valais et de Schaffhouse, c'est le fait que la question, telle qu'elle a été posée, n'a pas été fort bien comprise. On a laissé croire que le projet du conseil fédéral forcerait les cantons à frapper toute vente de boissons alcooliques non fermentées jusqu'à 10 litres, et que par conséquent dans les cantons viticoles les propriétaires vigneron ne pourraient plus vendre leur vin, même par 2 litres, sans payer une patente. Ce n'est pas le cas avec ce que proposent de décider la majorité de la commission et le conseil fédéral, qui veulent accorder de nouveau aux cantons les compétences qu'ils possédaient précédemment pour lutter contre l'alcoolisme même. Cette compétence allait beaucoup plus loin que le chiffre proposé par le conseil fédéral. Elle allait dans certains cantons jusqu'à 20 litres; ce n'était qu'à partir de ce chiffre-là que l'on considérait la vente comme une vente en gros, en dessous c'était la vente au détail. Le conseil fédéral a choisi un moyen terme, il propose le chiffre de 10 litres. Est-ce à dire que les cantons qui voudront vendre au-dessous de cette quantité de 10 litres seront forcés de frapper d'un droit de patente les débits, les sociétés de consommation, épiceries, en un mot de leur interdire la vente sans qu'elles aient payé patente? Non, messieurs, ces cantons, si les chambres fédérales votent notre proposition et si le peuple suisse la sanctionne, resteront libres de frapper ou de ne pas frapper

d'un droit d'accise la vente de ces consommations. Ainsi, à Bâle-ville, qui possède une grande société de consommation rondant certainement des services en livrant de bonnes marchandises à bon marché, eh bien, ce canton aura soin de ne pas frapper d'un droit d'accise les sociétés de consommation; il se bornera à exiger que ces sociétés se munissent d'une autorisation officielle et gratuite ou d'une très légère finance qui serait versée à la caisse de l'état. C'est dire que les cantons reprendront les compétences qu'ils avaient avant: ils pourront frapper ou ne pas frapper, il est dans l'intérêt de tous les cantons de faciliter, cela va sans dire, la vente à bon marché au travailleur, à l'ouvrier; mais les cantons doivent être armés pour refuser, cas échéant, de ces autorisations-là à des personnes qui ne présentent aucune moralité.

Un fait ordinaire, c'est que l'aubergiste pour un motif ou un autre, pour des actes d'indélicatesse ou contre les moeurs, ne pourrait plus obtenir une patente d'auberge, eh bien il s'en moque, il ouvre tout simplement un débit en gros à deux litres et vend tout tranquillement sa marchandise, on pourrait dire, sans que l'autorité puisse intervenir.

Je crois que dans cette situation le devoir du législateur est d'enrayer un mal semblable, de guérir en un mot le pays de la plaie de l'alcool dont il souffre. On m'objectera peut-être que si la proposition du conseil fédéral est acceptée, on verra s'accroître de nouveau la consommation de l'alcool, du Schnaps, de façon que l'art. 31bis de la constitution fédérale resterait lettre morte, et que nous détruirions ses bons effets. Messieurs, je n'en crois rien du tout, car aujourd'hui vous pouvez constater que si la vente de l'alcool a diminué dans une certaine mesure, ce n'est pas à ces débits en gros à deux litres que nous en sommes redevables, mais plutôt au prix élevé de l'eau-de-vie. Doublez le prix du Schnaps et vous verrez que sa consommation diminuera encore. Mais je ne crois pas, étant donné les quantités d'alcool qui entrent en Suisse, que sa consommation ait diminué, je crois au contraire avec le conseil fédéral que nous avons fait fausse route en voulant lutter contre l'alcoolisme et en rédigeant le dernier alinéa de l'art. 32bis de la constitution de la manière suivante: restent toutefois réservées, en ce qui concerne l'exploitation des auberges et la vente en détail de quantités inférieures à 10 litres, les compétences attribuées aux cantons par l'art. 31. Nous avons simplement remplacé l'abus de l'alcool provenant de boissons distillées par l'abus des boissons non distillées.

Messieurs, la preuve que la consommation de l'alcool n'a pas beaucoup diminué, peut-être pas diminué du tout depuis 1885, je la trouve dans le rapport présenté en décembre dernier par la commission sur l'emploi du 10 % des recettes de l'alcool, pour combattre l'alcoolisme dans ses causes et ses effets. M. le rapporteur constatait avec plaisir que depuis le moment où le monopole a été introduit, on a déjà dépensé à cet effet plus de 6 millions. Il critiquait cependant (ce qui se fait presque chaque année) le fait que les cantons appliquent ces sommes dans la lutte contre l'alcoolisme dans ses effets et fort peu dans ses causes.

Est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que la consommation de l'alcool a diminué en Suisse? Non, messieurs, elle a plutôt augmenté!

Voilà, messieurs, les résultats dus en partie à cette vente en gros par deux litres.

Les cantons qui ont répondu négativement au conseil fédéral feront bien de se joindre et d'appuyer les revendications des quinze cantons favorables. Le gouvernement d'Appenzell' lui-même, quand le monopole de l'alcool fut créé, disait ceci:

«On ne peut ni attendre un remède des propositions du conseil fédéral, ni espérer une efficacité suffisante des proscriptions dans le domaine des auberges. La cause du mal social est, d'une manière générale, dans la soif des jouissances, qui a fréquemment sa source dans la tendance malsaine à une liberté illimitée. Vis-à-vis de ce fléau, l'état doit dans la loi fondamentale, en opposition à une émancipation contre nature, assigner à la liberté la limite de l'ordre public». Il ajoutait dans sa réponse au conseil fédéral: «Si nous sommes opposés à la motion Steiger, nous nous y rallierions cependant si d'autres cantons ou la majorité d'entre eux avaient eu à enregistrer des expériences malheureuses.»

Il ne faut pas craindre d'apporter certains tempéraments à la liberté de vendre les boissons alcooliques, tant qu'ils ne constituent pas une entrave à la liberté du commerce et de l'industrie. Une trop grande liberté est voisine de la licence et c'est le cas ici.

Messieurs, en consultant la liste des cantons qui se montrent sympathiques à la revision, nous y voyons: Berne, Lucerne, Obwald, Fribourg, Soleure, Bâle-ville, Thurgovie, Tessin, Vaud, Appenzell R.-I. et Valais, avec une population de 2,285,000 habitants. Bâle-campagne voudrait élever les 2 litres à 5 litres et non jusqu'à 10.

Schwyz, Glaris, Schaffhouse, Appenzell R.-E., St-Gall, Grisons, Argovie, Neuchâtel et Genève sont hostiles, il faut y ajouter Zoug, bien que son gouvernement ne se soit pas prononcé, soit 1,028,000 habitants.

Voilà, messieurs, la situation actuelle: Dans des cantons qui représentent une population de 2,285,000 âmes, on a reconnu qu'il y avait des mesures à prendre pour lutter contre ces débits clandestins et contre l'alcoolisme, qu'il fallait relever ce chiffre de 2 litres, certainement dérisoire, à 10 litres, si on veut considérer réellement la vente en gros comme telle.

Messieurs, je le répète, c'est à titre de solidarité que je prie les cantons négatifs de se joindre aux autres qui se sont mis en tête du mouvement, de leur venir en aide pour compléter notre législation et permettre aux cantons de collaborer par cette lutte contre l'alcoolisme au bien matériel, au bien moral du pays.

Messieurs, j'ai pleine confiance: la majorité de cette assemblée votera la modification proposée, surtout si elle a lu le message et s'est bien pénétrée de l'importance de la question.

Ming, deutscher Berichterstatter der Kommissionenmehrheit: Am 4. Juni des Jahres 1895 wurde die Motion der Herren Steiger und Genossen vom Nationalrat erheblich erklärt, dahin gehend, es solle der Bundesrat eingeladen werden, den Art. 32bis der

Bundesverfassung in dem Sinne in Wiedererwägung zu ziehen, dass das in seinem 2. Absatz enthaltene Grossverkaufsminimum von 2 auf 10 Liter erhöht werde. Der Rat hat dannzumal mit 71 gegen 13 Stimmen diese Motion erheblich erklärt. Als man im Jahre 1885 gegen die damals sog. Branntweinpest durch eine Verfassungsrevision gesetzliche Massregeln ermöglichen wollte, erblickte man in dem Art. 32bis eines der besten Mittel zur Bekämpfung der sog. Branntweinseuche. Man sagte sich, um den Branntwein gründlich bekämpfen zu können, sei es nötig, an dessen Stelle ein weniger schädliches Getränk zu setzen, und als solches betrachtete man damals den Wein und das Bier, überhaupt die nicht gebrannten geistigen Getränke. Allein schon kurz nachdem diese Massregel getroffen war, machten sich Stimmen laut, dass man damit doch vielleicht nicht ganz das richtige getroffen habe und mit der Zeit würden diese Stimmen immer lauter und immer zahlreicher. Sie kamen aus gemeinnützigen Vereinen, aus den kantonalen Behörden, aus den Reihen gemeinnütziger Privaten, die sich mit dieser Frage beschäftigten und gingen dahin, man habe mit der getroffenen Massregel es nur dazu gebracht, an die Stelle der sog. Branntweinseuche eine andere Seuche zu setzen, nämlich die Wein- und Bierseuche.

Die Motion Steiger wurde unterstützt durch die Gutachten von Kantonsregierungen. Schon im Jahre 1896 hat der Bundesrat durch Zirkularschreiben die Gutachten der kantonalen Regierungen einverlangt und zwei Jahre später erging ein ferneres Zirkular, um noch weitere statistische Erkundigungen einzuziehen. Es haben sich bei diesem Anlasse 15 Kantone und Halbkantone für die Motion erklärt, die übrigen Kantone blieben schwankend, teils haben sie sich direkt gegen die beantragte Massregel ausgesprochen. Die Kantone, welche sich für die Motion aussprachen, weisen eine Bevölkerungszahl von zirka $2\frac{1}{2}$ Millionen Einwohnern auf, gegen 1,10 Millionen Einwohner der gegnerischen Kantone. Aus diesen Gutachten der Kantone geht hervor, dass dasjenige, was man im Jahre 1885 angestrebt hat, nicht in Erfüllung gegangen ist. Schon im Jahre 1887 hatte sich gezeigt, dass die sog. Kleindebitgeschäfte für nicht gebrannte Getränke sehr im Zunehmen begriffen waren. Der Kanton Bern hatte damals im ganzen 137, die ganze Schweiz 878 derartige kleine Verkaufsstellen. Das kam aber im Verlauf der nächsten 10 Jahre ganz anders, indem einzig im Kanton Bern die Zahl dieser Geschäfte sich von 137 auf 1089 erhöhte. In 6 Kantonen (Bern, Luzern, Zug, Freiburg, Aargau und Zürich), aus denen vollständige Statistiken eingelangt sind, hat sich die Zahl dieser Geschäfte von 778 auf 2343 vermehrt. Wenn wir die Botschaft und auch die gleichzeitig erschienene Literatur nachlesen, so sehen wir, dass dieser Kleinverkauf in alle möglichen Geschäfte eingedrungen ist und von allen möglichen Persönlichkeiten betrieben wird, die zum Getränkehandel ursprünglich gar keinen Beruf hatten. Der Getränkehandel wird nicht nur in Verbindung mit Drogerien, Spezereihandlungen, Konsumgenossenschaften, ja sogar Milchläden betrieben, sondern hat sich bis in die Bauerngehöfte hinaus verbreitet. Bauern die gewiss nicht den Beruf hatten, mit diesen fremdländischen Produkten ihren eigenen Produkten Konkurrenz zu machen, haben sich billige Ita-

liener- und Spanierweine verschafft und damit Handel getrieben. Der Konkurrenzkampf zwischen den Konsumvereinen einerseits und den Kleinkrämerelen und Spezereihandlungen andererseits, wurde sehr häufig dadurch geführt, dass die beiden Geschäfte sich diese billigen Weine verschafft haben, um damit Kunden anzulocken und auf diese Weise den Gegner aus dem Felde zu schlagen. Es ist allerdings zu jener Zeit ein Umstand eingetreten, der sehr dazu gedient hat, diese Getränke zu möglichst niedrigen Preisen unter das Volk zu bringen. Dies ist der gewaltige Preissturz, den die Spanier- und Italienerweine damals erfahren haben. Es ist ja bekannt, dass es möglich ist, wenigstens zu gewissen Zeiten, im Süden von Italien den Hektoliter Wein für 7—10 Fr. zu kaufen. Diese Weine, gleich wie die sehr stark alkoholhaltigen Weine aus Spanien wurden in die Schweiz gebracht und dienten hauptsächlich dazu, den Getränkehandel der Konsumgenossenschaften und Spezereihandlungen so auszudehnen. Auch ist nicht zu vergessen, dass hauptsächlich während dieser Zeit, zum Teil auch schon vorher die Bierbrauerei gewaltigen Aufschwung genommen hat. Die Einführung der Patentflaschenverschlüsse hat es ermöglicht, Bier in kleinsten Quantitäten zu verkaufen, ohne dass dieses Getränk dabei der Gefahr der Verderbnis ausgesetzt war und es wurden diese Patentflaschen massenhaft in einer Art und Weise vertrieben, die dem Hausierhandel ähnlich ist, wie ein Ei dem andern. Also auf der einen Seite der billige Preis und auf der andern Seite die Möglichkeit, in jedem Spezereiladen, in den Drogerien, ja sogar in Milchläden und Bauerngehöften diese Getränke sich verschaffen zu können, hat dazu geführt, dass der Wein- und Bierkonsum in ungeahnter Weise gestiegen ist. Während z. B. im Jahre 1840 in der Schweiz bloss 50 hl. Bier konsumiert wurden, ist dieser Konsum im Jahre 1902 auf 2 Millionen hl. gestiegen, und während im Jahre 1870 der Konsum auf den Kopf der Bevölkerung nur 14,5 Liter ausmachte, kommt heute auf den Kopf der Bevölkerung ein Konsum von 65—70 Liter. Dabei ist nicht zu vergessen, dass 32—33 % unserer Bevölkerung Kinder unter 14 Jahren sind, die an diesem Konsum nicht teilnehmen, wenigstens nicht teilnehmen sollten. Auch der Weinkonsum ist von 50 Liter im Jahre 1870 auf 75—80 Liter gestiegen. Diese statistische Angabe ist indessen keineswegs vollständig. Es sind dabei nur die Importzahlen, sowie die im Inland produzierten Weine in Betracht gezogen, dagegen sind die enormen Mengen von Kunstweinen, die in der Schweiz da und dort fabriziert werden und dem Naturwein grosse Konkurrenz machen, nicht berücksichtigt. Ueberdies ist zu bemerken, dass mehr als $1\frac{1}{4}$ Millionen hl. Obstwein konsumiert wird, ein Getränk, das allerdings keinen so hohen Alkoholgehalt besitzt, wie der Wein, aber immerhin in den Quantitäten genommen, wie die schweizerische Bevölkerung es hier und da liebt, in seinen Folgen nicht ohne Schaden ist.

Man hat gesagt, diese Konsumzunahme habe nicht nur Schattenseiten, sondern auch eine gute Seite, indem die Volkswirtschaft unseres Landes dadurch ganz entschieden gewonnen habe. Dabei ist indessen doch nicht zu vergessen, dass die Rohstoffe zur Fabrikation der grossen Quantitäten Bier, die konsumiert werden, fast ausschliesslich aus dem Aus-

lande kommen und die Löhne, die im Inland verdient werden, nur verhältnismässig kleine Summen ausmachen. Was den schweizerischen Weinbau anbelangt, so haben seine Vertreter noch nie behauptet, dass ihnen aus diesem grossartigen Weinkonsum irgend ein Nutzen erwachsen sei. Von den konsumierten Weinen stammen eine Million Hektoliter aus Spanien, Italien, Griechenland, Oesterreich-Ungarn. Der gesamte Import an solchen fremdländischen Weinen beziffert sich auf eine Summe von zirka 20 Millionen Liter. Von einem volkswirtschaftlichen Nutzen, den die Schweiz aus dieser Entwicklung des Genusses gebrannter Getränke ziehen könnte, kann also nicht die Rede sein.

Die Ersten, welche sich über diese Verhältnisse beklagten, waren die Wirte. Sie fanden, es sei eine grosse Ungerechtigkeit, dass neben ihnen jeder Spezereihändler und Bauer, jeder zum Getränkehandel gar nicht qualifizierte Mensch ein Wein- oder Biergeschäft eröffnen könne, sie müssen gesundheitspolizeilich in jeder Beziehung richtige Lokale beschaffen, ein grosses Personal anstellen, ihr Geschäft einer strengen sanitarischen Kontrolle unterziehen, die Polizeistunde beobachten und vor allem zum Teil recht hohe Patentgebühren bezahlen, und trotzdem mache man ihnen in dieser Weise Konkurrenz. Man hat allerdings schon im Jahre 1885 vorgesehen, dass die Dinge, wenigstens in Bezug auf das Wirtgewerbe so kommen werden, allein man hat sich damals gesagt, es sei das kleinere Uebel, es sei immerhin besser, wenn der Mann zu Hause in seiner Familie trinke. Heraus aus dem Wirtshaus! war damals das Losungswort, gleich wie ein anderes Losungswort lautet: Kampf dem Branntwein. Wären die Sonnenseiten dieser Verhältnisse so licht, wie man sich damals einbildete, so könnte man den Schaden wohl verschmerzen, der dem Wirtgewerbe dadurch verursacht wurde, und auch die Herren Wirte würden wohl so patriotisch sein, dieses Opfer zu bringen. Leider sind aber diese Lichtseiten durchaus nicht in dem Masse vorhanden, wie man sie zu schildern pflegt. Man behauptet nämlich — es ist das auch heute von meinem Herrn Vorredner geschehen, mit dessen Ausführung ich sonst einverstanden bin — der Branntweingenuss habe in ganz enormer Weise abgenommen. Ich glaube, man befindet sich in dieser Beziehung in einem Irrtum. Als man anlässlich der Enquete zu gunsten einer Bundesgesetzgebung statistisch das Mass des Branntweingenusses festsetzte, hat man auch die inländische Produktion mitgezählt. Man ist, wie ich persönlich weiss, in den Kantonen damals sehr ins Detail eingegangen, man hat sehr genaue Aufnahmen gemacht und hat so eine vollständigere Statistik zusammengebracht, als dies auf diesem Gebiete je der Fall gewesen ist. Wenn man aber heute von einer Verminderung des Konsums spricht, so zieht man immer nur die Zahlen in Betracht, mit denen das eidg. Alkoholamt arbeitet. Dabei wird nur die Inlandproduktion an Monopolsprit in Betracht gezogen, der Import aus dem Auslande dazu gerechnet und dann der Konsum pro Kopf der Bevölkerung festgestellt. Auf diese Weise gelangt man allerdings zu kleinern Ziffern, indem dabei das Produkt der Tausende von Brennshäfen nicht in Betracht fällt, welche überall im Lande herum noch immer ihre schädliche Wirkung ortsetzen. Diese Produktion hat seit dem Bestehen

des Alkoholgesetzes jedenfalls nicht abgenommen. Ich behaupte sogar, sie hat in gewissen Gegenden in erschreckender Weise zugenommen. Der Obstbau hat zugenommen und da die Brennerei durch das Alkoholgesetz rentabler geworden ist, so hat auch die Verwendung des Obstes zu gebrannten Getränken im gleichen, wenn nicht in steigendem Verhältnis zugenommen. Wenn übrigens auch der Branntweingenuss abgenommen hätte, so dürften wir wohl behaupten: Es ist nicht sowohl der Art. 32bis, welcher diese Erscheinung herbeigeführt hat, sondern in eben so hohem Masse die Tätigkeit der gemeinnützigen Vereine, welche sich mit der Bekämpfung des Alkoholgenusses befassen, und es ist ferner, wir wollen das zugestehen, der hohe Ernst, mit dem seinerzeit das Alkoholmonopol und die Folgen des Alkoholgenusses in der Schweiz für Behörden und Privaten anlässlich der Agitationen für das Alkoholgesetz besprochen wurden. Dass der Art. 32bis einen grossen Einfluss auf den Branntweingenuss gehabt hat, will mit dem Hinweis darauf bewiesen werden, dass gleich in den ersten Jahren nach Einführung des Monopols die Menge des pro Kopf der Bevölkerung genossenen sofort auf 6 Liter heruntergefallen ist. Allein schon damals beging man den Rechnungsfehler, bezw. den grundsätzlichen Fehler, nur den eingeführten und den im Lande gebrannten Monopolsprit in Rechnung zu ziehen. Dazumal, als der Branntweinkonsum auf 6 Liter gesunken war, waren die Zweiliterwirtschaften noch gar nicht so verbreitet. Erst vom Jahre 1887 an hat deren Verbreitung in diesem starken Masse zugenommen, als sie infolge des Preissturzes der Spanier- und Italienerweine in den Stand gesetzt worden, billige Weine zu liefern. Auch der Biergenuss ist in den 90er Jahren verhältnismässig ebenso stark gestiegen, als vom Jahre 1886 an, ein Beweis, dass es nicht der Art. 32bis der Bundesverfassung war, der diesen grossen Einfluss hatte, sondern dass diese Verhältnisse auf die zunehmende Sucht nach Betäubung zurückzuführen sind. Man hat sich gewöhnt, schon zur Zeit, als die eidgenössische Alkoholgesetzgebung adoptiert wurde, wie auch seither, von Wein und Bier als von gesunden Getränken zu sprechen. Dadurch ist eine falsche Anschauung ins Volk gedrungen: die Meinung, dass ein guter Geist den Wein geschaffen habe, dagegen ein böser Geist den Branntwein, eine Anschauung, die von Deutschland herüberkam und dort hauptsächlich von theologischer Seite in den Kampf gegen den Alkoholismus getragen wurde, hat auch in der Agitation für das Alkoholgesetz ihren Ausdruck gefunden und hat auch seither ihre Bedeutung nicht ganz verloren. Seither sind wir wissenschaftlich mehr und mehr zur Ansicht gelangt, dass der Alkoholismus eben vom Aethylalkohol in allen seinen Formen herkommt; ob dieser Aethylalkohol im Weine, im Bier oder im Branntwein vorkomme und mehr oder weniger durch Fusel verunreinigt sei, ist von nebensächlicher Bedeutung. Sobald wir aber die Wahrheit dieses Satzes ansehen, müssen wir uns fragen: Wie steht es denn mit dem Konsum von Aethylalkohol in der Schweiz? Darauf geben uns die zur Verfügung stehenden statistischen Zahlen die Antwort, dass der Konsum von Aethylalkohol in der Schweiz noch immer 14 bis 16 Liter per Kopf der Bevölkerung beträgt, Kinder vom ersten Lebensjahre an einge-rechnet. Ich muss dabei bemerken, dass es nicht

etwa die Spitzen des Blauen Kreuzes oder des Guttemplerordens sind, welche diese Zahlen zusammengestellt haben, um damit ihre Agitation zu nähren, sondern es ist Herr Alkoholdirektor Milliet, der in einer seiner verdankenswerten Schriften schon im Jahre 1895 diese Zahlen festgestellt hat, und Herr Milliet steht der Propaganda gegen den Alkoholismus so vorurteilslos gegenüber, dass wir ihm diese Zahlen wohl glauben können. Wenn wir nun diesen Konsum der Schweiz mit dem Alkoholkonsum in andern Ländern vergleichen, so stehen wir keineswegs in der hintersten Reihe, im Gegenteil, wir stehen zwar nicht an der Spitze, aber wir nähern uns der Spitze der Reihe eher als der Mitte derselben. Dass ein derartiger Alkoholgenuss nicht ohne Folgen auf die Gesundheit und die Moral der Bevölkerung sein kann, ist klar. Die Lebensweise breiter Bevölkerungsschichten wurde durch die Möglichkeit, sich um einen billigen, beinahe lächerlichen Preis Wein und Bier verschaffen zu können, total verändert. An Stelle von Milch, Milchkaffee, Suppe etc., überhaupt der nahrhaften Getränke ist vielerorts das Bier und dieser billige Wein getreten. Nun wissen wir schon aus der Agitation für das Alkoholgesetz, dass es gerade der Genuss in den nüchternen Magen ist, der am meisten schadet und am meisten dazu geeignet ist, die Sucht nach Alkohol, das erste Sympton des chronischen Alkoholismus hervorzurufen. Es haben dann auch hauptsächlich Frauen die leichte Möglichkeit, sich solche Getränke zu verschaffen, sich zu Nutzen gemacht, um ihrer Trägheit zu frönen. Statt für ihren Ehemann und ihre Kinder ein nahrhaftes Mittag- oder Abendessen zu bereiten, sagten sie häufig, wir mögen nicht kochen, wir wollen uns Wein oder Bier verschaffen nebst etwas kalten Speisen, und so trat an die Stelle einer gesunden Ernährung eine absolut falsche. Welche grosse Rolle der Alkoholgenuss heutzutage bei den Zwischenmahlzeiten spielt, dass wissen Sie, die Sie alle im Getriebe des täglichen Lebens stehen, zur Genüge. Ich mache aufmerksam auf die verhängnisvolle Rolle, welche heutzutage das Flaschenbier auf den Bauplätzen spielt, wo es soweit kommt, dass Aufseher die Arbeiter sogar zwingen, von ihnen Flaschenbier zu kaufen und auf diese durchaus falsche Ernährung 20—30 % ihres Taglohnes zu verwenden. Man hat allerdings je und je die Wahrheit der Behauptung nachzuweisen versucht, dass der Alkohol eben doch ein Nahrungsmittel sei; aber so oft man diese Behauptung aufstellte, ist immer und immer wieder die Wahrheit des alten Satzes, den Liebig schon in seinen «Chemischen Briefen» aufgestellt, dass in einer Messerspitze voll Mehl mehr Nahrungsstoff enthalten sei, als in einem Liter bairischen Bieres, bewiesen worden, und wenn in letzter Zeit aus der Schule von Pasteur wieder für den Wein Reklame gemacht wurde, so ist aus der gleichen Schule sofort die Reaktion gekommen, indem eine grosse Anzahl sehr gelehrter und erfahrener Männer dieser Schule diese Behauptung energisch bekämpft und die Gefahren des Weingenusses in einer Weise dargestellt haben, wie es die überzeugtesten Kämpfer gegen den Alkoholismus nicht deutlicher tun könnten. Wenn wir übrigens diesem billigen Wein auch einen Nährwert zuschreiben wollten, so dürfen wir doch nicht vergessen, dass der Preis desselben im Verhältnis zu demjenigen

wirklicher Nahrungsmittel, z. B. der Milch, immer noch zu hoch ist, und dass der Arbeiter, der mit seinem kargen Lohne meist nicht auf Rosen gebettet ist, besonders wenn er eine Familie zu ernähren hat, schon aus diesem Grunde diese Getränke möglichst vermeiden sollte.

Am allergefährlichsten ist aber diese Ueberschwemmung mit gegorenen geistigen Getränken für die Kinder. Es ist konstatiert, und Sie haben es in der Botschaft selbst lesen können, dass in vielen Familien den kleinen, noch nicht schulpflichtigen Kindern solche italienische Weine verabfolgt werden, ja ich könnte Ihnen aus eigener Erfahrung sagen, dass solche Weine den Kindern sogar in die Schule mitgegeben werden, damit sie sich dort in den Zwischenpausen damit stärken können. Es hat ein bedeutender Wiener-Kliniker, Professor Nottmangel, seinerzeit den Ausspruch getan: Es ist eine Sünde, Kindern geistige Getränke zu verabfolgen. Gerade die Billigkeit dieser Getränke und die Reklame, die allseitig dafür gemacht wird, hat es dazu gebracht, dass dieser Unfug in unserm Schweizerlande sehr verbreitet ist. Ich will keineswegs auf die statistischen Zahlen eintreten, welche den Beweis leisten, dass der chronische Alkoholgenuss, trotzdem durch das Alkoholgesetz der Branntweingenuss so sehr zurückgedrängt worden ist, hier steigende Verwüstungen anrichtet. Tatsache ist — es ist das durch das schweizerische statistische Bureau festgestellt worden — dass von den zwischen dem 20. und 40. Lebensjahre gestorbenen Männern volle 10,5 % direkt oder indirekt den Folgen des Alkoholismus erlegen sind, und dass von den zwischen dem 40. und 60. Altersjahre verstorbenen Männern die Sterblichkeit infolge von Alkoholismus sogar 15,5 % beträgt. Die Tuberkulose ergreift in unserm Lande alljährlich auf 10,000 Lebende ungefähr 26. Im Jahre 1901 sind in der Schweiz 8951 Personen an Tuberkulose gestorben. Es ist Ihnen so gut wie mir bekannt, wie sehr gemeinnützige Männer dafür kämpfen, dass die Tuberkulose in unserm Lande zurückgedrängt und wenn möglich unterdrückt werde. Wir wissen aber aus den Untersuchungen verschiedener Gelehrter, deutscher wie französischer, dass die Tuberkulose gerade im Alkoholgenuss eine der stärksten Wurzeln hat. Die Unfallstatistik, die aufgenommen wurde, um für unsere Schweiz der Unfall- und Krankenversicherung die nötige Grundlage zu liefern, hat ergeben, dass es der «blaue Montag» ist, welcher die meisten Unfälle herbeiführt und dass ferner auch die Nacht vom Sonntag auf den Montag auf die Häufigkeit der Unfälle von bedeutendem Einfluss ist. Wenn wir also daran denken wollen, eine Unfall- und Krankenversicherung einzuführen, so dürfen wir nicht vergessen, welch wesentlichen Einfluss der Alkoholgenuss auf die Häufigkeit der Unfälle und auch der Krankheiten hat. Der Alkoholgenuss wird aber zum wesentlichsten durch die Leichtigkeit herbeigeführt, sich zu Schundpreisen Wein und Bier verschaffen zu können.

Ich will keineswegs die moralischen Folgen des Alkoholgenusses in den Familien weiter auseinandersetzen. Man hat seinerzeit bei der Agitation für das Alkoholgesetz sowohl wie in den amtlichen Botschaften eine eigentliche Idylle des Zustandes gezeichnet, der eintreten werde, wenn es möglich

sei, in der Familie um billigen Preis Wein und Bier zu trinken. Da bleibe der Familienvater zu Hause im Kreise seiner Familie und labe sich an einem unschädlichen Getränke; der Wein und das Bier werden das Band und der Kitt eines neu aufblühenden Familienlebens sein. Wir müssen heute bekennen, dass man sich damals schwer getäuscht hat. Der Familienvater trinkt allerdings in seiner Familie, aber die Familie trinkt mit. Während früher der Familienvater berauscht nach Hause kam und vielleicht den Kindern und seinem Weibe ein abschreckendes Beispiel geboten hat, betrinkt er sich heute in der Familie und die ganze Familie mit ihm, und das abschreckende Beispiel ist nicht mehr da, sondern es ist im Gegenteil die Erscheinung zu konstatieren, dass die ganze Familie am gleichen Uebel leidet. Und dabei kann man gewöhnlich nicht sagen, dass der Familienvater, der sich in der Familie solche Getränke zuführt, daneben nicht auch noch die Kneipe besucht, wenigstens haben wir in dieser Beziehung keine Besserung gesehen. Es ist wohl nicht nötig, sich zu vergegenwärtigen, wie viel Lieblosigkeit gegen die Kinder und die Gattin, wie viel Unfrieden und Armut in solchen Familien einzieht und wie nötig es also ist, die Ursache dieser Erscheinungen so rasch wie möglich zu heben. Ich brauche Sie, die Sie für die Erscheinungen des täglichen Lebens ein offenes Auge haben, auch nicht auf die hohen Zahlen aufmerksam zu machen, die in der Kriminalistik dem Konsum geistiger Getränke zugeschrieben werden müssen; ich brauche Sie nicht aufmerksam zu machen auf die Schäden, welche die Kindererziehung und überhaupt die ganze Volksmoral durch diese Uebelstände erfährt.

Wenn wir uns nun die Frage stellen: Was sollen wir tun, um diesem Uebel abzuhelfen? so müssen wir sofort darauf die Antwort geben: Wir müssen vor allem aus mit dieser theoretischen Hypothese aufräumen, dass der Alkohol nur in gebrannten Getränken schädlich sei. Wir wissen ja ganz wohl, dass die nicht gebrannten Getränke schliesslich sehr häufig doch zum Branntwein führen, dass wir also mit ihnen den Branntweingenuss nicht bekämpfen, sondern ihn geradezu herbeiführen. Sie alle haben schon oft den Satz aufstellen gehört, dass schwache nicht gebrannte Getränke blähen und den Magen erkälten, weshalb es nötig sei, etwas Starkes darauf zu nehmen, einen Rum, einen Cognac oder was der gewöhnliche Mann tun wird, einen Schnaps, und schliesslich kommt man wieder zum Alkoholismus in der Form, wie wir ihn verpönt haben. Und wenn auch der durch Wein oder Bier herbeigeführte Alkoholismus nicht so ekelhaft ist, wie der durch Branntwein herbeigeführte, so müssen wir uns sagen, dass die Alkoholfrage für uns keine Frage der Aesthetik, sondern eine solche der Volksgesundheit, der Volksmoral, des Volkswohles ist.

Wir müssen also die Alkoholeuche bekämpfen, welche seit Einführung des Branntweinmonopols ebenso gut vorhanden ist, wie vorher, und da glauben wir, dass eines der besten Mittel, das wir vorläufig wählen können, das ist, den Zweiliterhandel, diesen sog. Grosshandel mit nicht gebrannten geistigen Getränken aufzugeben. Wenn man einem Handel mit 2 Litern den Namen Grosshandel beilegt, so ist das nicht nur ein Widerspruch in sich, sondern es ist die reine Lächerlichkeit, und wenn

wir diese Lächerlichkeit aus unserer Verfassung ausmerzen, so haben wir jedenfalls schon in formeller Beziehung etwas Gutes getan. Diejenigen Herren, welche theoretisch starke Anhänger der Gewerbefreiheit sind und dieselbe hauptsächlich von der Doktrinärseite auffassen, wehren sich allerdings häufig sehr stark gegen solche Massregeln, allein die Gewerbefreiheit soll nach der Ansicht des Schweizervolkes und seiner Behörden nur dort ihre volle Wirksamkeit entfalten, wo dies zum Wohl des Volkes ist. *Salus publica suprema lex!* Wir haben, gestützt auf die gleiche Erwägung, die Gewerbefreiheit eingeschränkt durch das Fabrikgesetz und das Haftpflichtgesetz, ebenso angesichts der bedeutenden Verheerungen, die auch heute wieder Gegenstand unserer Besprechung sind, in starkem Masse durch die Einführung des Alkoholmonopols. Ebenso bedeutet das Zündhölzchenmonopol eine solche Einschränkung der Gewerbefreiheit im Interesse des Volkswohles, allerdings nicht eines so grossen Teiles unseres Volkes, wie er heute in Frage steht. Wir beschränken übrigens durch eine solche Massregel durchaus nicht die wahre Freiheit, es gibt nichts, was die wahre, die innere Freiheit des Menschen so sehr beschränkt wie die Vernichtung des Gehirns, die Degeneration des edelsten Organs, das der Mensch besitzt und wenn wir für die Jugendbildung und die Aufklärung unseres Volkes und die wahre Kultur arbeiten sollen, so muss unsere erste Sorge die sein, dass das edelste Organ des Menschen, das Organ, an das sich seine geistige Tätigkeit knüpft, gesund und arbeitsfähig bleibe. Nur in der Gesundheit dieses Organs ist seine wahre, seine innere Freiheit garantiert.

Ein grosser Teil unseres Volkes, lebt unter einer verhängnisvollen Suggestion und diese besteht in der falschen Ueberzeugung, dass man ohne diese Getränke nicht leben könne und dass sie zur Erhaltung von Gesundheit und Kraft absolut nötig seien.

Man sagt uns freilich, man könne in anderer Weise helfen, eine strenge Sanitätskontrolle werde mit einem Schläge eine grosse Menge der genannten Geschäfte unterdrücken. Nun hat man eine solche strenge Sanitätskontrolle in den Kantonen Bern und Luzern, die in Bezug auf die Sanitätspolizei vielen andern Kantonen vorbildlich sein können; allein gerade diese zwei Kantone sagen in ihren an den Bundesrat eingesandten Berichten: es ist uns unmöglich, mit unserer Sanitätskontrolle etwas auszurichten, die Zahl dieser Zweilitergeschäfte ist eine viel zu grosse, und das Quantum, mit dem sie sich abgeben, ist ein sehr kleines. Irgend ein Grosskaufmann schickt diejenigen Gebinde, welche eine Ware enthalten, die er nicht absetzen kann, derartigen kleinen Geschäften, und wenn die Sanitätskontrolle erscheint, sind sie ausverkauft. Also, diese beiden Kantone, deren guter Wille, eine richtige Getränke- und Lebensmittelkontrolle auszuüben, unbestritten ist, haben sich ohnmächtig erklärt, durch die Sanitätskontrolle Abhilfe zu schaffen. Sollen wir sie nun aufs neue auf Massregeln verweisen, deren Unwirksamkeit sie bereits eingesehen haben?

Man hat auch gesagt: Beschränket die Verkaufszeit. Einige Kantone haben dies getan und z. B. erklärt, nach 8 Uhr abends solle das Geschäft ge-

geschlossen sein. Allein wer will das kontrollieren? Angesichts des Umstandes, dass jeder Bauer auf seinem Gehöfte einen solchen Handel eröffnen kann, ist dies unmöglich. Ueberhaupt sage ich: Wenn ein Uebelstand in dem Masse verbreitet ist, wie wir dies nun soeben gesehen haben, sollen wir uns dann auf Polizeimassregeln verlegen? Meine Herren, die Polizeimassregeln sind beim Schweizervolke durchaus nicht beliebt, und wenn auch in der Theorie das Volk sich manchmal für eine solche Massregel ausspricht, so wissen die Administrativbehörden, wie schwierig es ist, jeweilen nur eine richtige Beweisaufnahme zu stande zu bringen. Ueberdies haben unsere Behörden auf dem Gebiete des Volkswohles so viel nützliche Arbeit zu bewältigen, dass wir besser tun, sie nicht in die Lage zu versetzen, sich mit derartigen gehässigen Dingen, wie Polizeikontrolle, etc., mehr als absolut nötig ist, abgeben zu müssen, sondern ihnen zu ermöglichen, durch Massregeln gründlicherer Art Abhilfe zu schaffen. Man hat uns seinerzeit nachgewiesen, dass es gar nicht nötig wäre, das Zündhölzchenmonopol einzuführen, da die Möglichkeit vorliege, durch eine strenge Kontrolle und minutiöse Durchführung der Vorsichtsmassregeln die Phosphornekrose zum Verschwinden zu bringen. Darauf hatte man geantwortet: Das mag in der Theorie richtig sein, aber so wie das Volk ist und die Verhältnisse nun einmal liegen, ist eine derartige Durchführung in der Praxis nicht möglich, und so beschloss man dann einen Eingriff in die Gewerbefreiheit, der nach meiner Ansicht sehr nützlich ist ja äusserst notwendig war, der aber einen Uebelstand bekämpfen wollte, der zu den Uebelständen, um die es sich heute handelt, in keinem Verhältnis steht.

Man sagt uns ferner, wir sollen einmal die Brennhäfen in den Bauerngewerben bekämpfen, das sei viel zweckmässiger als diese Massregel in Bezug auf die Zweiliterwirtschaften. Allein, meine Herren, eine Motion betr. die Beschränkung der Brennerei in landwirtschaftlichen Kreisen ist heute noch gar nicht gestellt und statt jahrelang zu warten, bis eine solche Motion gestellt und diskutiert ist, während unterdessen das Uebel weiter wuchert, wollen wir auf dem Gebiete arbeiten, wo uns die Möglichkeit dazu geboten ist. Wir dürfen nicht nur über die Uebelstände jammern und periodisch dasjenige besprechen, was dagegen geschehen könnte, sondern wir müssen da wirken, wo die Möglichkeit des Wirkens gegeben ist.

Dass durch die vorgeschlagene Massregel den Rechten des Bundes irgendwie Abbruch getan werde, kann nicht gesagt werden. Allerdings verleihen wir den Kantonen Kompetenzen auf einem Gebiete, wo sie viel besser arbeiten und sorgen können, als dies der Bund je zu tun vermöchte. Die Kantone haben die Pflicht, auf dem Gebiete der Armen- und Krankenpflege zu arbeiten. Ich habe es unterlassen, Ihnen darzulegen, welchen grossen Einfluss der Alkoholismus auf den Pauperismus und die Morbilität hat. Alle diese Verhältnisse sind Ihnen ja bekannt. Wenn aber die Kantone auf diesem Gebiete arbeiten und ihre Pflicht tun sollen, dann soll man sie nicht an der Einführung von Massregeln hindern, von denen sie wissen, dass sie sehr nötig

sind, wenn nicht ihre Arbeit auf den genannten Gebieten fruchtlos bleiben soll. Es ist übrigens kein Kanton gezwungen, eine Massregel in dem beantragten Sinne durchzuführen, sondern es kann nach wie vor jeder Kanton auf seinem Territorium schalten und walten wie er will. Der Kanton Tessin hat sich in dieser Beziehung auf einen sehr verständigen Boden gestellt, indem die dortige Regierung antwortete: Wir finden es für unsern Kanton nicht nötig, eine solche Massregel zu ergreifen; wenn aber die Mitstände in ihr einen Nutzen erblicken, so sind wir gerne bereit, dabei mitzuhelfen. Das ist die richtige Haltung, und es ist zu hoffen, dass auch alle andern Stände, welche diese Massregel für ihre Verhältnisse nicht nötig finden, deren Einführung denjenigen Kantonen ermöglichen helfen, welche sie nötig finden.

Ich will Ihre Geduld nicht länger in Anspruch nehmen. Der heutige Antrag ist nichts anderes als die Konsequenz des Entschlusses, den wir in der Mitte der 80er Jahre gefasst haben, die unser Volk bedrohende Alkoholgefahr mit allen Mitteln zu bekämpfen. Ein grosser, idealer Zug ist damals durch das Schweizervolk gegangen, und wir dürfen hoffen, dass dieser ideale Zug sich auch heute noch nicht ausgelebt hat, sondern dass die Ueberzeugung wachgeblieben ist, dass es nötig ist, alles zu bekämpfen, was die Gesundheit des Volkes, seine Moral und den wahren Kulturfortschritt bedroht. Diesen Kampf zu kämpfen ist wahrhaft eine der schönsten Aufgaben der Demokratie. Wir sind es allerdings nicht gewohnt, in unserm Lande soziale Fortschritte sprungweise einzuführen, wir gehen langsam und bedächtig vor. Auch die Massregel, die der h. Bundesrat Ihnen heute vorschlägt, gestützt auf die in der Botschaft ausgesprochenen Erwägungen, wird keineswegs alle Uebelstände zum Verschwinden bringen, die in der besprochenen Gefahr für unser Land und unser Volk bestehen. Aber wir können nur in dem Verhältnis vorgehen, wie das Volk Verständnis dafür zeigt, und wir dürfen hoffen, dass die bestehenden Uebelstände das Volk in seiner Mehrheit zur Ueberzeugung gebracht haben, dass hier etwas geschehen müsse und dass vorläufig die vorgeschlagene Massregel die richtige sei. Diese Erwägungen sind es, welche die Kommission bestimmt haben, Ihnen Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates vorzuschlagen.

Gschwind, Berichterstatter der Minderheit der Kommission: Namens der Minderheit der Kommission empfehle ich Nichteintreten auf den Antrag des Bundesrates; ich beantrage Ihnen, die Motion der Herren Steiger und Konsorten abzulehnen. Sie werden es zwar etwas kurios finden, dass gerade mein Kollege, Herr Dr. Ming, der ebenfalls wie ich Abstinenz ist, den gegenteiligen Standpunkt einnimmt. Ich teile zwar im grossen und ganzen alle die Ausführungen, die Herr Ming gemacht hat in Bezug auf das Schlimme des Alkoholismus; ich teile aber nicht die Schlüsse, die er zieht und nament-

Ich nicht die Ansicht, dass durch Gewährung der Forderung der Herren Steiger und Konsorten und des Bundesrates dem Alkoholismus auf den Leib gerückt wird, sondern ich bin im Gegenteil der Meinung, dass die schlimmste Seite des Alkoholismus dadurch gefördert werden wird.

Es sind bei Behandlung dieser Frage zwei Momente zu beachten, in erster Linie das moralische Moment und in zweiter Linie das volkswirtschaftliche. Die Freunde der Motion glauben, dass durch die Erledigung derselben in zustimmendem Sinne der Alkoholismus bekämpft werde. Wenn wir — ich darf das im Namen der Minderheit sagen — diesen Glauben auch hätten, wenn wir der gleichen Meinung wären, würden wir wahrscheinlich auch zugestimmt haben. Weil wir aber der bestimmten Meinung sind, dass das nicht zutrifft, so möchten wir dem Rate empfehlen, wegen dieser simplen Frage des Doppelliters jedenfalls nicht auf die Revision der Bundesverfassung einzutreten.

Erinnern wir uns noch der Zeiten vor dem Alkohol-Monopol. Wie sah es damals in der Schweiz aus und namentlich in den Kantonen, in denen der Verkauf von nicht gebrannten Wassern durch Ohmgelder und Steuern stark belastet war? Es betrifft dies namentlich die Kantone Bern, Solothurn und auch Baselland. Damals hatten wir gerade in diesen Kantonen die scheusslichen Schnapsintin und das gerade im Berner Jura, wo infolge grosser Ohmgelder von Wein und Bier fast gar keine Spur war, wo man in den meisten Dörfern an Sonntagen den Liter Sprit auf dem Tische sah und den Liter Wasser daneben, womit sich dann die Leute selber, gerade auf dem Tische, das nötige Gebräu zusammenbrauten. Ich erinnere Sie an das Bild von Anker, das in dem Geschichtswerke von Curti zu finden ist, «die Schnapspest», das in drastischer Weise uns die damaligen Verhältnisse vor Augen führt. Wie wurde diese Schnapspest aus unserem Lande hinausgetrieben, wenigstens zum grossen Teil hinausgetrieben? Nicht etwa dadurch, dass wir den Alkohol verteuert haben, wenigstens nicht dadurch allein, sondern wesentlich dadurch, dass wir die leichteren alkoholischen Getränke verbilligt haben, und das haben wir dem Doppelliter zu verdanken, der es ermöglicht, dass die Leute ohne Steuern und ohne Abgaben, möglichst zum Engrospreise diese Getränke sich verschaffen können. Man spricht nun allerdings auch davon, dass an die Stelle der Schnapspest eine Bierpest getreten sei. Ich gebe zu, dass auch das sehr schlimm ist, aber jedenfalls noch lange nicht so schlimm, wie die Schnapspest. Wer die Zeiten miterlebt hat, wer sie gesehen hat jene Familien, Männer, Frauen und Kinder, die von der Seuche angesteckt waren, wer gesehen hat, wie ganze Gegenden, Ortschaften und Talschaften, durch den Schnaps und den Fusel ruiniert wurden, der kann jedenfalls jene Zeiten nicht mehr zurückwünschen, sondern er muss Gott danken, dass wir durch das Mittel, das wir in Art. 32bis geschaffen haben, diese Pest zum grossen Teil zum Lande hinausgebracht haben. In der Ostschweiz hat man von einer eigentlichen Schnapspest nichts gewusst; dort waren die leichteren geistigen Getränke stets ohne wesentliche Abgaben; sie waren leicht zu einem relativ billigen Preise zu bekommen. Ich erinnere an den klassischen Kanton in dieser Richtung, an den Kan-

ton Appenzell-Ausserrhoden. Dort existiert nicht bloss die Freiheit des Doppelliters, sondern die Freiheit überhaupt jeden Masses von alkoholischen Getränken. In Appenzell-Ausserrhoden ist alles frei, der Liter, der halbe und Viertel-Liter u. s. w. Haben Sie nun gehört, dass dort die Sache schlimmer ist als in andern Kantonen? Logischerweise müsste ja dort die Sache schlimmer sein, müsste dort alles versumpft und verpestet sein, weil dort die Freiheit des Alkoholverkaufes vollständig zu Recht besteht. Aber das ist nicht der Fall. Es ist auch in andern Kantonen, die keine Wirtschaftspatente kennen, nicht der Fall, sondern merkwürdigerweise haben wir die Alkoholpest gerade dort, wo man früher die leichteren Getränke am stärksten belastet hat. Durch den Doppelliter ist das alles anders geworden in den betr. Kantonen, und auch der Bundesrat hat diese Ansicht gehabt. In seinem Geschäftsbericht von 1898, glaube ich, hat er diese Tatsache lobend erwähnt, hat dem Doppelliter das Lob gesungen, hat ausgeführt, wie es möglich gewesen sei, gerade durch diesen Doppelliter, durch den Art. 32bis den Alkoholverbrauch, den Schnapsverbrauch von 11 auf 6 Liter herunterzubringen. Man darf sich deshalb billig wundern, wie der gleiche Bundesrat 3 Jahre später uns in einer Botschaft empfiehlt, diese wohltätige Einrichtung ~~zu~~ abzuschaffen und diese 2 Liter auf 10 Liter zu erhöhen.

Was hält man nun diesem bösen Doppelliter alles vor? Einmal sagt man, es sei schwer, in diesen Doppelliterwirtschaften die Kontrolle zu üben. Nach meiner Meinung nun ist es durchaus falsch, hier das Wort Wirtschaft zu gebrauchen; wir kennen keine Doppelliterwirtschaften, und wenn solche existieren, soll sie die Polizei aufheben; sie hat das Recht dazu. Man habe keine Kontrolle. Ja, die Polizei hat doch die Aufgabe, die Kontrolle zu üben. Ueber die Produkte selber, die dort zum Verkaufe kommen, können die Gemeinden oder die Kantone Lebensmittelverordnungen erlassen, und tatsächlich besteht eine ganz ausgebildete starke Lebensmittelkontrolle gerade im Kanton Appenzell-Ausserrhoden, und diesem Umstande haben wir es jedenfalls mit zu verdanken, dass die üblen Verhältnisse dort nicht existieren.

Nun wird weiter gesagt und ist auch vom deutschen Referenten der Mehrheit gesagt worden, wie durch diese Doppelliterwirtschaft schlechte Ware auf den Markt gebracht werde. Ja, sind denn die Weine, die in den Wirtschaften verkauft werden, alle so gut? Sind Sie sicher, dass z. B. der Hallauer aller in Schaffhausen gewachsen ist oder dass der Goldwändler aller je einmal die Bäder-Stadt Baden gesehen hat? Ich glaube es nicht. Oder wird der Italiener-Wein und der billige Spanier-Wein nur in diesen sog. Doppelliterwirtschaften verkauft? Gewiss nicht, sondern die Wirte und Hoteliers kaufen auch von diesen billigen Weinen. Aber Tatsache ist das, dass der heute schon angeführte Konsumverein von Basel sehr wenig von diesen fremden Weinen kauft, dagegen meistens Waadtländer und Walliser Weine, und zwar kauft er dieselben jeweilen von den Bauern direkt und um sehr grosse Summen.

Dann wird dem Doppelliter wieder vorgehalten, er diene dazu, die Hausfrauen zu veranlassen, anstatt Brot, Kaffee oder andern Spezereien Wein einzukaufen. Es ist nun vielleicht auch einmal vor-

gekommen, dass ein liederliches Weib dies getan; es ist vielleicht auch vorgekommen, dass mehrere Personen das getan haben. Aber glauben Sie im Ernste, dass Frauen, die zu einer solchen Handlung fähig sind, wenn Sie den Doppelliter abschaffen, nicht doch Wein und Bier trinken können? Es ist lächerlich, wenn Sie das glauben. Frauen, die soweit gesunken sind, bekommen ihre alkoholischen Getränke auch nach wie vor, namentlich, weil es so sehr viele Wirte gibt, die gern ihren Wein und ihr Bier verkaufen. Sollen wir nun deshalb, weil es ein paar liederliche Weiber gibt, die das Geld, das sie für ihre Familie verwenden sollten, für übermässigen Alkohol ausgeben, Hand dazu bieten, die hunderte von soliden Arbeiterfamilien, die mit den Batzen rechnen müssen, diese Leute alle in die Hände der Wirte zu treiben, wo sie für ihre Getränke wesentlich mehr bezahlen müssen, als wenn sie dieselben im Laden oder von der Genossenschaft kaufen?

Dann heisst es wieder, diese Zweiliterwirtschaften seien dazu angetan, die Trunksucht zu fördern. Ich glaube, Ihnen den Beweis liefern zu können, dass das nicht zutrifft. Das Polizeigericht von Basel hat im Jahre 1902 Erhebungen darüber gemacht, wo sich die Betrunknen, die vor das Gericht kamen, betrunken haben, und es steht nun im Amtsbericht der Regierung von Basel folgender Passus: Im Berichtsjahre wurde zu ermitteln versucht, ob die Fälle betr. Trunkenheit auf Alkoholgenuss in Wirtschaften, im Haushalt oder in kleinen Verkaufsstätten zurückzuführen seien, es liess sich dagegen nur in Ausnahmefällen (meistens Italiener) feststellen, dass die Verzeigten sich zu Hause oder in Kosthäusern oder bei unberechtigten Wirten betrunken hatten. Das Präsidium des Gerichtes, unter dem diese Erhebungen gemacht worden sind, schreibt dann am Schlusse des Briefes: Ich kann also den vielfach aufgestellten Satz, dass die Kleinverkaufsstellen eine Zunahme der Trunkenheitsfälle bewirkt haben, aus meiner langjährigen Erfahrung am Polizeigericht nicht als begründet ansehen. Sie sehen also, hier ist das, was schon längst behauptet worden ist, dass nämlich die sog. Zweiliterwirtschaften die Trunkenheit fördern und dass die Wirte da ganz unschuldig seien, Lügen gestraft.

Es sind, was man gegen den Doppelliter vorbringt, alles nur Scheingründe, auf die mein Freund, Herr Dr. Ming aufbaut. Die wahren Gründe liegen ganz anderswo. Der Umstand, dass man dem Doppelliter an den Hals will, hat seinen Ursprung in den Sonderinteressen unserer Wirte. Die Inhaber der Wirtschaften, bzw. die Besitzer von Liegenschaften, in denen Wirtschaften betrieben werden, sind die Urheber dieser Bestrebungen, und sie haben dann die Abstanten auf die Beine gebracht, die gutmütig genug gewesen sind, alles das zu glauben, was die Wirte ihnen vorgebracht haben. Nach Art. 31^{bis}, litt. c., der Bundesverfassung ist es den Kantonen wieder gestattet worden, die Ausübung des Wirtschaftsgewerbes den durch das öffentliche Wohl geforderten Beschränkungen zu unterwerfen. Also das Wirtschaftsgewerbe wurde aus dem Prinzip der Gewerbefreiheit herausgeschält, und es wurde den Kantonen überlassen, darüber selbst zu legislieren. Baselstadt war nun meines Wissens der erste Kanton, der von diesem Rechte Gebrauch gemacht und

zwar speziell auf Drängen des damaligen Wirtvereins von Basel. Baselland ist auch gleich gefolgt; es hat einen ziemlich gleich lautenden Paragraphen in sein Wirtschaftsgesetz aufgenommen, der folgenden Wortlaut hat: Aus Gründen des öffentlichen Wohles kann da, wo das Bedürfnis einer Wirtschaft nicht nachweisbar ist oder für abgelegene Orte, die der polizeilichen Aufsicht nicht zugänglich sind, die Erteilung einer Wirtschaftsbewilligung verweigert werden. Das ist im grossen und ganzen das Prinzip, das im Wirtschaftsgesetz von Baselland und Baselstadt aufgenommen worden ist, wo es also den Administrativbehörden überlassen worden ist, zu bestimmen, ob eine neue Wirtschaft solle bewilligt werden oder nicht. Das ist die unglücklichste Bestimmung, die man sich denken kann, und an dieser Bestimmung werden wir jedenfalls noch sehr lange herumzulaborieren haben, bis wir wieder auf dem richtigen Wege sind. Mit dieser Bestimmung, die natürlich ziemlich strenge ausgeführt worden ist, haben die Inhaber der bestehenden Wirtschaften ein sog. Privilegium bekommen, auf einem gewissen Gebiete allein den Beruf eines Wirtes auszuüben. Dadurch ist selbstverständlich der Wert dieser Wirtschaften gestiegen; denn, wenn man überhaupt einen Beruf privilegiert, so ist immer die Folge die, dass der betr. Beruf sein Produkt teurer an den Mann bringen kann, weil er keine Konkurrenz hat. So ist es auch mit den Wirtschaften gegangen. In Baselstadt ist jede Wirtschaft wenigstens um Fr. 30,000 gestiegen; die Herren von Basel werden das bestätigen. Es ist sogar wahrscheinlich, dass die Wertsteigerung im Durchschnitt eher höher ist; es gibt solche mit Fr. 60,000 Mehrwert, wo man ganz genau nachweisen kann, Grund und Boden ist so viel, die Brandschätzung ist so viel, das macht für die Wirtschaft so viel. Diese Mehrwerte machen für Basel allein eine Summe von 12 Mill. Fr. Diese 12 Millionen müssen aber doch auch verzinst werden, und das müssen selbstverständlich die Wirte auf die Konsumation schlagen, und infolge dessen werden die Getränke und das Essen teurer verkauft. In Baselland haben wir nun hier offizielle Zahlen, die sehr interessant sind. Da ist nach einem offiziellen Berichte der Regierung die interessante Tatsache konstatiert worden, dass in der zehnjährigen Periode von 1890 bis 1900 trotz des Bedürfnisartikels, den wir eingeführt haben, die Wirtschaften von 424 auf 464 an Zahl gestiegen sind, also um 40, während in der Zeit von 1879 bis 1890, also die 10 Jahre vor Erlass des Wirtschaftsgesetzes mit dem Bedürfnisartikel die Wirtschaften um 50 abgenommen hatten. Also in der Zeit, wo die freie Konkurrenz waltete, haben die Wirtschaften abgenommen, und in der Zeit, wo man sie eingeschränkt hat, haben sie zugenommen. Wie ist das zugegangen? In der Zeit vor Aufstellung des Bedürfnisartikels hat eben die freie Konkurrenz alles, was nicht gesund war, hinweggeräumt; wie aber der Bedürfnisartikel da war, ist nicht eine einzige Wirtschaft mehr eingegangen. Wo der Besitzer durch Tod abging, wurde die Wirtschaft eben doch weiter geführt, während sie früher in einem solchen Falle oft einging. Die Erben sagten sich eben: wir haben das Recht, eine Wirtschaft zu betreiben, und dieses Recht, das der andere nicht hat, repräsentiert für uns einen gewissen Wert. So kam es, dass gar keine Wirtschaften

mehr wegfielen; dagegen sind aber 40 neue entstanden. Wie kam das trotz dem Bedürfnisartikel? Das erste Mal, wenn ein Gesuch an die Regierung kam, wurde es abgewiesen, indem die Regierung sagte: es ist kein Bedürfnis vorhanden. Die Wirte in der Umgebung haben sich dagegen gesträubt und Petitionen an die Regierung gerichtet, es sei kein Bedürfnis vorhanden. Das zweite Jahr kamen die betr. Leute wieder mit einem Gesuch und vielleicht das dritte Jahr wieder, und schliesslich bekommen sie das Patent doch. Tatsächlich haben wir also unter dem Bedürfnisartikel mehr Wirtschaften bekommen als unter der Freiheit. Nun mussten infolge dessen, wie ich bereits ausgeführt habe, viel höhere Zinsen bezahlt werden. Die Wirte konnten nicht gut mit dem Preis ihrer Konsumationsartikel viel höher heraufgehen, und da war es selbstverständlich, dass sie jede Konkurrenz, die ihnen noch gemacht wurde, schwer empfanden, und das war eben die Konkurrenz der sog. Zweiliter-Wirtschaften. Für diese Zweiliter-Wirtschaften hat sich, weil eben die Preise durch die Privilegierung heraufgetrieben worden sind, ein Bedürfnis gezeigt; dadurch haben die Zweiliter-Verkaufsstellen eine weitere Verbreitung gefunden, und so kam es, dass der Schweiz. Wirteverein und die kantonalen Wirtevereine sich die grösste Mühe gaben, diesen Doppelliter aus der Welt zu schaffen, nicht deshalb, damit weniger getrunken wird, sondern deshalb, weil nur sie diese Ware an die Leute verkaufen wollen.

Was würde nun die Folge sein, die eine Annahme der Motion Steiger nach sich ziehen würde? In erster Linie würden die Wirtschaften, die jetzt schon alle ins Immense gesteigert worden sind, nochmals steigen. Jeder Wirt würde sich sagen: von dem Momente an, wo das Gesetz in Kraft tritt, kann mein Nachbar diese Zweiliter nicht mehr verkaufen, sondern die Leute, die Durst haben, müssen zu mir kommen. Infolge dessen wird mein Umsatz grösser, ich kann aus meiner Liegenschaft mehr Pacht heraus schlagen, und sie ist so und soviel tausend Franken mehr wert. Ich habe die vollendete Ueberzeugung, dass die Aufhebung des fraglichen Artikels für Basel z. B. jede Wirtschaft mindestens um Fr. 5000 bis 10,000 steigern müsste. Das wird nun nicht der Fall sein, wenn die sog. kleinen Patente, die in einigen Kantonen eingeführt sind, weiter bestehen würden. Aber wir haben da gar keine Garantie, dass diese kleinen Patente eingeführt werden, wo sie noch nicht bestehen oder weiter bestehen, wo sie jetzt schon sind. In Basel ist z. B. der Versuch gemacht worden, die kleinen Patente auch unter das Prinzip des Bedürfnisses zu stellen in der Weise, dass man auch der Regierung das Recht in die Hand geben wollte, zu sagen: hier ist kein Bedürfnis, wir geben kein Patent mehr. Das Gesetz ist dann freilich vom Volke in Basel mit grossartigem Mehr verworfen worden. Die Kommission hat sich bemüht, bei den Kantonen Umfrage zu halten, ob sie geneigt wären, für den Fall, dass der Doppelliter fielen, sog. kleine Patente einzuführen? Was hat diese Enquete für ein Resultat ergeben? 10 Kantone haben mit ja geantwortet, die eben zum grössten Teile diese kleinen Patente schon haben, 15 Kantone wollen aber nichts davon wissen. Andere Kantone sind unentschieden, wie z. B. der Kanton Baselland, von dem man ja behauptet, man

könne dort überhaupt nicht ja und nicht nein sagen. Am besten ist die Antwort der Regierung von Luzern ausgefallen. Auf die Frage, ob die Wirtschaftsgesetze sog. Kleinverkaufspatente für Wein und Bier über die Gasse vorsehen, ja oder nein, schreibt die Regierung: grundsätzlich nicht; Ausnahmen nur für feine Flaschenweine. Also dort macht man eine Ausnahme für diejenigen, die feine Weine kaufen. Wenn wir Garantien hätten, dass diese kleinen Patente eingeführt würden, so könnte man sich unter Umständen dazu verstehen, diesen Art. 32bis zu ändern. Aber die Garantie fehlt durchaus. Denn der Einfluss unserer Wirtevereine ist so gross, dass ich fast fürchte, dass dort, wo diese Kleinverkaufspatente schon bestehen, sie auch noch eingeschränkt bzw. unter die Bedürfnisfrage gestellt werden.

Wenn wir also dieser Forderung der Motion Steiger Folge geben würden, würden wir unter allen Umständen den Preis der geistigen Getränke erhöhen, weil wir die Konsumenten in die Wirtschaften hineintreiben würden, die ja unter keinen Umständen so billig verkaufen können wie diejenigen, deren Verkauf nicht besteuert wird. Wer ist es nun, der davon betroffen wird? Das ist im grossen und ganzen die Arbeiterbevölkerung, das sind die Kleinbauern, d. h., alles Leute, die nicht in der Lage sind, sich ein kleineres oder grösseres Fass Wein, oder ein grösseres Quantum Bier anzuschaffen, sei es, dass ihnen die Mittel dazu fehlen, oder dass sie die entsprechenden Kellerräumlichkeiten nicht haben. Alle andern, die reichen Leute, die grösseren Bauern, die gossenteils selbst Wein und andere alkoholische Getränke produzieren, dann der ganze gewerbliche Mittelstand, diese alle sind in der Lage, sich die nötigen Quantitäten Alkohol zu verschaffen; dagegen die Arbeiter und Kleinbauern nicht. Bei uns haben sich die Kleinbauern zu helfen gewusst, nachdem der Weinbau eingegangen ist; sie haben sich in Konsumgenossenschaften organisiert und beziehen nun Tag für Tag denjenigen Wein und das Bier, die sie für ihren Haushalt notwendig haben, und sie sind durch diese Organisation in der Lage, nur so viel für diese Getränke bezahlen zu müssen, als sie eben wert sind, und das nur dadurch, dass sie eben im Grossen kaufen können. Wenn wir nun das aufheben, so liefern wir diese Leute wieder an die bestehenden Wirtschaften aus, den Wirtschaften, die sonst schon in die Höhe getrieben worden sind und infolge der grossen Zinsbelastung höhere Preise verlangen müssen. Wenn wir also der Motion Steiger Folge geben, so schaffen wir ein Gesetz, das in seinen Folgen nur die breitesten Schichten des Arbeitervolkes trifft, und das sollte man nicht tun, schon deswegen nicht, weil wir damit sicherlich die Arbeiter in den Steinbrüchen, die Holz- und Bauarbeiter u. s. w., die wir mit grosser Mühe vom Schnaps mehr oder weniger losgelöst haben, wieder in die Arme des Fusels hineintreiben.

Ist es denn auch der Mühe wert, dass wir wegen diesem Doppelliter nun die grosse Verfassungsfrage stellen? Lohnt es sich wirklich, dass wir wegen diesen sog. Zweiliter-Wirtschaften vor das Schweizervolk treten und ihm sagen: du musst deine Verfassung ändern? Ich glaube es nicht. Klingt es nicht wie Hohn, dass wir nun an diese sog. Zweiliter gehen wollen, während wir nicht den Mut haben, die 35,000 Brennshäfen unter Kontrolle zu stellen. 35,000 Brenn-

hären haben wir noch in der Schweiz, die ganz unkontrollierbar ihr Wesen treiben. Hat man den Mut, an den Doppelliter zu gehen, der nichts schlimmeres gestiftet hat, und den Brennhaufen lassen wir ruhig seines schlimmen Werkes walten. Wenn wir die Schnapspest, den Alkohol mit Erfolg bekämpfen wollen, so müssen wir jedenfalls eine andere Richtung einschlagen; das ist nicht der richtige Weg, der uns heute vorgeschlagen wird, das sind zu kleinliche Mittel, die nach meiner Ueberzeugung vollständig den Zweck verfehlen werden. Wenn wir den Alkohol wirklich treffen wollen, so müssen wir daran denken, das Alkoholmonopol konsequenter auszubauen und müssen nicht Halt machen bei den Kartoffeln, beim Weizen u. s. w., sondern müssen auch die andern Artikel einbozieren, und wir können das mit grossem Erfolg machen, ohne die Landwirtschaft zu schädigen. Ich weiss wohl, es braucht Zeit dazu, und es wird heute und morgen nicht möglich sein. Aber die Frage kann gelöst werden, und sie kann nur befriedigend gelöst werden, wenn wir das Alkoholmonopol in konsequenter Weise ausbauen, wenn wir das einmal erreicht haben, was im Jahre 1885 noch nicht gemacht werden konnte. Aber daran sollte man einmal gehen, dass diese Brennhaufen verschwinden und dass alles unter das Monopol gestellt wird. Wir wissen ganz gut und haben Beweise dafür zur Genüge, dass die ganze Frage von den Wirten in Fluss gebracht worden ist, die Sonderinteressen bei der Geschichte haben. Ich habe heute ein Zirkular vom Vorstand des aargauischen Wirtevereins gelesen, worin sie die Herren Nationalräte bitten, heute bei der Behandlung dieser Zweilitermotion ihre Interessen zu wahren; sie seien ja so gut und lieb Kind gewesen und hätten für den Zolltarif gestimmt. Die basellandschaftliche Regierung hat anfänglich, als man die Frage an sie stellte, wie sie sich zu diesem Art. 32bis stelle, eine eher ablehnende, nicht ganz klare Haltung eingenommen; sie hat durchblicken lassen, dass hier Sonderinteressen mitunterlaufen. Aber mit der Zeit hat sie doch diesen Halt verloren und hat auch zugestimmt, dass diese sog. Zweiliterwirtschaften doch auch ihre grossen Mängel hätten, etc. Sie hat sogar ein besonderes Schreiben an das Departement des Innern ergehen lassen, worin sie auch dringend auffordert, die Frage zu lösen. Sie ist dazu angespornt worden vom Gemeinderat von Binningen, und wenn ich Ihnen sage, dass dort im Gemeinderat von 7 Mitgliedern 3 Wirte waren, so werden Sie begreifen, dass die Herren bei der Regierung vorstellig geworden sind. Es wären noch viele Beweise zu erbringen. Auch die Resolutionen, die an schweizerischen und kantonalen Wirtetagen gefasst worden, Resolutionen, die strenge forderten, diesem schlimmen Uebel, das sich in diesen Doppelliter-Verkaufsstellen bemerkbar mache, entgegenzuwirken, sind nur als Ausflüsse des Interessenstandpunktes aufzufassen.

Ich bin am Ende meiner Ausführungen angelangt und möchte Sie dringend bitten, die grosse Frage einer Verfassungsrevision dieser kleinen Geschichte wegen nicht aufzurollen. Ich denke, wir haben in der nächsten Zeit genug zu tun, und wenn wir an den Alkoholismus, wenn wir an diese schlimmste Krankheit — ich bin darin mit Herrn Ming vollständig einig — unseres Volkes und der ganzen

Kulturwelt einmal herantreten wollen und sie beseitigen wollen, so müssen wir andere Mittel ergreifen und ich habe diese angedeutet.

Zum Schlusse bemerke ich noch, dass von der Minderheit kein Mitglied in der Lage wäre, französisch zu referieren. Herr Dr. Brüstlein hat deshalb die Freundlichkeit gehabt, das französische Referat zu übernehmen.

Vigier: Ich könnte eigentlich mit Fug und Recht dem Referenten in französischer Sprache das Wort abtreten; allein als Mitglied der Kommission erlaube ich mir doch, von meinem Rechte Gebrauch zu machen und vor einem andern Mitgliede zu sprechen, sofern der Referent in französischer Sprache einverstanden ist.

Herr Gschwind hat in seinem Votum die Behauptung aufgestellt, die ganze Frage lasse sich von ihrer moralischen Seite und von ihrer wirtschaftlichen Seite aus berücksichtigen. Ich bin nun in dieser Richtung mit Herrn Gschwind vollständig einverstanden, allein ich habe beim Votum des Herrn Gschwind vermisst, wie er die moralische Seite auffasst. Seine ganze Argumentation von Anfang bis zu Ende hat sich lediglich auf der volkswirtschaftlichen Seite bewegt, und die moralische Seite der ganzen Frage hat er nach meiner Auffassung vollständig unberücksichtigt gelassen. Die beiden Herren Referenten der Mehrheit haben allerdings diese moralische Seite schon einigermaßen betont; ich erlaube mir nach dieser Richtung hin nur noch einige kurze Angaben.

Die Beurteilung einer Frage wie der vorliegenden, welche nicht gerade so hohe Wellen treiben wird wie die Frage über den Zolltarif und derartiges, hat doch auch eine gewisse Bedeutung, wenn man sie nach ihrer geschichtlichen Entwicklung prüft, und da möchte ich nun gerade Herrn Gschwind antworten, dass allerdings hier die Wirte zu den ersten Interessenten gehört haben. Aber ausser ihnen ist noch ein grosser Teil der Bevölkerung dieser Bewegung beigetreten. Darüber nur einige kurze Angaben, welche bis jetzt noch nicht mitgeteilt worden sind. Bekanntlich ist das Alkoholgesetz 1885 erlassen worden und bereits nach Inkrafttreten des Gesetzes hat sich eine gewisse Bewegung geltend gemacht; sie hat sich dann gesteigert und immer grössere Wellen getrieben, wie es von Herrn Ming gesagt worden ist, bis zum Jahre 1893. In diesem Jahre ist dann der Wirteverein mit einer Petition aufgetreten. Allein im Jahre 1894 hat bereits der Kanton Bern in wohlervogener Erkenntnis der Verhältnisse, wie sie sich in diesem Kanton gestaltet haben, eine Gesetzgebung erlassen, um der Pest, die sich aus dieser Zweiliterwirtschaft entwickelt hat, zu steuern, und im Jahre 1895 kam dann nebst dieser Gesetzgebung eine Petition des ökonomischen Vereins des Kantons Bern. Also immer zuerst aus dem Kanton Bern kam die Bewegung. Im Jahre 1895 ist ferner die Broschüre von Tschumi erschienen, und im gleichen Jahre ward die Motion Steiger, die uns gegenwärtig beschäftigt, gestellt. Sie sehen, dass nicht nur die Wirte sich mit dieser Frage befassen haben, sondern dass sie aus der Bevölkerung

hervorgegangen ist, und dass sie unterstützt wurde von Behörden, Gemeinden, Vereinen und von der ökonomischen Gesellschaft des Kantons Bern. Die ganze Bevölkerung hat an dieser Bewegung teilgenommen und hat in Erkenntnis der Uebelstände, welche die Zweiliter-Wirtschaften gebracht haben, Abhülfe verlangt. Aber nicht nur durch die geschichtliche Entwicklung der ganzen Frage, sondern auch durch die zunehmende Zustimmung der Bevölkerung lässt sich beweisen, dass diese Bewegung immer mehr an Boden gewinnt. Es ist Ihnen bereits gesagt worden, dass in den Jahren 1896 und 1898 zwei Enqueten stattgefunden haben. 1896 waren 11 Kantonsregierungen dafür, 11 dagegen und 3 neutral, 1898 aber 15 dafür und 10 dagegen.

Ich erlaube mir nun noch, auf einige Details einzutreten. Im Kanton Bern waren nach Angabe der Kommission und verschiedenen Berichten 24 Regierungsstatthalter für Erheblicherklärung der Motion, 3 neutral und 3 dagegen. Es liegt doch in dieser Manifestation der Regierungsstatthalter ein klarer und deutlicher Beweis, wie weit schon die nachteiligen Folgen dieser Zweiliter-Wirtschaft im Kanton Bern gedeihen sind. Ich möchte gleich hier beifügen, dass Herr Gschwind darauf hingewiesen hat, Solothurn gehöre auch zu diesen Schnapskantonen. Leider Gottes ist es so, und das ist auch ein Grund, warum ich mir erlaubt habe, als Kommissionsmitglied hier das Wort zu verlangen. Nun ist bereits mitgeteilt worden, dass die Kantone, welche zugestimmt haben, eine Bevölkerung von 2,384,000 Seelen umfassen, diejenigen, die sich dagegen ausgesprochen haben, 1,028,000 Seelen. Es ist also bereits durch die Regierungen derjenigen Kantone, welche sich dafür ausgesprochen haben, eine Majorität der Bevölkerung — allerdings steht diese nicht immer hinter der Regierung — von 1,256,000 für Unterstützung dieser Motion. Daraus geht deutlich hervor, dass nicht nur die Wirte, sondern die ganze Bevölkerung und die Behörden einig gehen.

Nicht nur zeitlich, sondern auch mit Rücksicht auf die Bevölkerung lässt sich konstatieren, dass die Bewegung immer grösseren Umfang gewonnen hat. Ein dritter Umstand, der uns veranlassen muss, hier einzugreifen, ist die enorme Entwicklung der Zweiliter-Wirtschaften. Es sind in dieser Beziehung schon einige Angaben gemacht worden, nämlich, dass im Kanton Bern diese Wirtschaften, seit sie eingeführt worden sind, von 1887 bis 1897 um 952 zugenommen haben. Der Kanton Bern kann da nämlich nach seinem Gesetze eine gewisse Kontrolle ausüben, und er verlangt die Einschränkung dieser Zweiliter-Wirtschaften. 1897 nun waren im Amte Burgdorf 24 derartige Wirtschaften eingeschrieben und kontrolliert; bis 1898, also in einem Jahre, sind sie von 24 auf 39 gestiegen, im Amte Laupen von 5 auf 12. Sie sehen daraus, wie enorm rasch diese Vermehrung der Zweiliter-Wirtschaften vor sich geht. In erster Linie durch die geschichtliche Entwicklung der ganzen Frage, die uns beschäftigt, zweitens durch die stets zunehmende Zustimmung von Bevölkerung und Behörden und drittens durch den Umstand, dass wir nun seit 9 Jahren diese Verhältnisse haben und dass sie sich seither jedenfalls noch enorm verschlimmert haben, glaube ich, den Beweis geleistet zu haben, dass nicht nur die Wirte dabei beteiligt sind, sondern

dass wir vor einer Frage stehen, deren Lösung zur absoluten Notwendigkeit geworden ist.

Nun die Einwände! Wir haben sie gehört. Ich habe mir erlaubt, einige Notizen darüber zu machen. Ich glaube, dass wir in der ganzen Angelegenheit einen Umstand zu wenig berücksichtigen, und das gilt auch für den Vorredner, Herrn Gschwind. Es handelt sich hier um eine Frage, welche vielleicht zu jenen gehört, von denen man sagen kann: in unserm Lande herrschen in dieser Beziehung die allerverschiedensten Verhältnisse. Ein Beweis. Es ist der Kanton Appenzell angeführt worden. Wir kennen ja alle die Westschweiz mit ihren Reben; wir in der Mittelschweiz, Bern, Solothurn und teilweise auch Freiburg, haben die Reben nicht, wenigstens nicht im Mittelland und nicht im grössten Teil des Kantons Solothurn. Wir haben auch nicht die üppigen Weiden des Kantons Appenzell und die prachtvollen Hofstätten der Ostschweiz, sondern die Pflanze, die bei uns gedeiht, ist die Kartoffel; sie ist das Hauptprodukt und die vorzüglichste Pflanze, welche den Bauern etwas eingetragen hat. Nun dürfen wir diese verschiedenartigen Verhältnisse der Kultur unserer Bauern bei der Beurteilung unserer Frage nicht vergessen. Wenn damit argumentiert wird, der Kanton Appenzell habe keine Patentgebühren und jeder könne wirteln, wie er wolle, so ist auch das eine Folge dieser verschiedenartigen Bodenverhältnisse, Kulturverhältnisse und der Landwirtschaft treibenden Bevölkerung selbst. Uebrigens möchte ich beifügen, dass unter der Aegide dieser Gesetzgebung im Kanton Appenzell-Ausserrhoden, was Sie in der Botschaft auf Seite 38 finden, auf 88 Köpfe eine Wirtschaft kommt. In anderen Kantonen ist dieses Verhältnis ganz anders und sogar in Kantonen, die in dieser Beziehung nicht die besten Noten erhalten. Und wenn sie nun im Kanton Appenzell die Branntweinpest nicht haben, so waren daran wieder die verschiedenen Verhältnisse des Bodens schuld. Appenzell hat eine sehr entwickelte Milchwirtschaft, hat Most auch in der Nähe. Die Kartoffeln gedeihen dort nicht, und darum wird dort kein Branntwein getrunken. In Bern und Solothurn haben wir die Kartoffel; daher haben wir auch die grösste Branntweinproduktion, und wenn nun der Branntweinkonsum sich infolge des Gesetzes von 1885 vermindert hat, so ist es nicht deshalb, weil das Ohmgeld aufgehoben wurde — das wäre ein Trugschluss — sondern deshalb, weil die ganze Kartoffelbrennerei aufgehoben wurde und weil in den Bauernhäusern, wo die Kartoffeln gebrannt wurden und wo oft Vater, Mutter, Kinder, alles mitgetrunken hat, diese Branntweimbrennereien komplett verschwunden sind.

Aber ich möchte Sie nun daran erinnern, was der verehrte Referent der Majorität der Kommission gesagt hat. Ein gewisses Quantum Alkohol, ob in Wein, Bier oder Schnaps getrunken, hat immer dieselben schädlichen Wirkungen. Es ist möglich, dass der Kartoffelbranntwein infolge Fuselgehalt verderblicher gewirkt hat als ein Qualitätsalkohol; allein das gleiche Quantum in Alkohol, ob nun in Bier oder in Wein oder in Branntwein genossen, hat immer dieselbe schädliche Wirkung. Was ist die Folge der Zweiliter-Wirtschaft gewesen? Auf der einen Seite haben wir im Grundsatz die Brennereien durch das Alkoholmonopol von den Privathäusern ent-

fernt, auf der andern mit vollem Bewusstsein und gestützt auf die Forderung des Art. 32 diese Brenn- häfen durch die Zweiliter-Wirtschaft ersetzt. Ich will nun in keiner Weise die Diskussion verlängern und von den vielen Beispielen, wie diese Zweiliter- Wirtschaften geführt werden, sprechen. Allein ich fahre fort mit den Entgegnungen auf die Einwände des Herrn Gschwind. Er hat ein sehr drastisches Bild von der Branntweinpest, wie sie sich seinerzeit entwickelt hat, entworfen. Durch dasjenige, was ich ihm zu sagen mir erlaubte, glaube ich bewiesen zu haben, dass wir nun ganz dasselbe Bild auch erhalten werden, wenn in der Weise mit den Zwei- liter-Wirtschaften fortgewirtschaftet wird, wie bis jetzt. Ich stütze mich dabei eben auf die Behauptung, dass ein Quantum Alkohol, ob in Wein oder Bier oder Schnaps genossen, gleich schädlich ist, sowie auf die Tatsache, dass wir nun statt den Brenn- häfen die Zweiliter-Wirtschaften in allen Winkeln haben. Der Jura, hat Herr Gschwind behauptet, habe auch die Schnapspest gehabt, ohne dass er Kar- toffeln produzierte. Das ist ein Irrtum; in gewissen Gegenden des Jura gedeiht die Kartoffel sehr gut und abgesehen davon ist es doch klar, dass, wenn in einem Kanton wie Bern oder Solothurn sich in jedem Winkel Brenn- häfen finden, dann der Schnaps von hier, natürlich ohne Gebühr und Zoll und ohne eine andere erschwerende Besteuerung, auch zum Vetter Hans Jakob im Jura gebracht und dort ver- kauft wird. Weil also im Jura die Kartoffel auch gedeiht und weil in den Kantonen Bern und Solo- thurn keine Zollgebühr, kein Ohmgeld und nichts dergleichen bestand, so ist es gekommen, dass der in der Hochebene gebrannte Schnaps im Jura auch getrunken wurde.

Nun noch ein Wort über die Kontrolle. Es wurde auch angeführt, es sei möglich, die Kontrolle in anderer Beziehung auszuüben. Allein gerade was die Kontrolle anbelangt, haben wir in unserm Kan- ton den besten Beweis. Man hat als Grenze die zwei Liter angenommen, und das ist das schwie- rigste, dass diese Grenze eingehalten wird. Es wird eben auch darunter verkauft, und es wird gekneipt in einzelnen derartigen Zweiliter-Wirt- schaften. Diesem Umstand kann keine Polizei steuern, und auch die Kontrolle der Getränke selbst voll- ständig durchzuführen ist unmöglich. Das ist der schwache Punkt jeder Kontrolle: es kann immer betrogen werden. Heute wird ein Fass Getränke eingeführt; wenn es aber auch nicht getrunken wird, ist es doch immer abends schon verteilt. Wie weit das geht, darüber gibt die Broschüre Tschumi ein klares Bild, aus welcher ich nur eine Stelle ver- lesen will: «Deshalb liegt darin nichts Erstaun- liches, wenn jene Weine, deren Heimat in so vielen Fällen der warme Süden sein soll, in Wirklichkeit aber in den Kunstweinfabriken gewisser Schweizer- städte zu finden wäre, im Zweiliterverkaufe eine grosse Rolle spielen, und ebensowenig darin, dass sie so auffällig billig sind. Kommen wirklich noch Südweine in diese Geschäfte zur Abgabe, so sind sie sehr oft bis zu jenem Grade hinunter verdünnt und dafür alkoholisiert, wo an den Lebensmittelbeamten die Frage der Beanstandung herantritt.» Das schreibt der Lebensmittelchemiker des Kantons Bern, eines Kantons, der in dieser Beziehung zu den ausgesetz- testen gehört; er gibt Ihnen ein klares und deut-

liches Bild, wie schwierig die Kontrolle durchzu- führen ist. Wenn Herr Gschwind ein anderes Mittel weiss, heraus damit! Allein alle Kantonsregierungen haben ein solches Mittel gesucht, und es wurde ihnen nicht möglich, in derartigen Geschäften eine bessere Kontrolle auszuüben.

Es könnten noch verschiedene Einwände des Herrn Gschwind widerlegt werden; ich will Sie in- dessen nicht zu lange aufhalten. Allein ich ersuche Sie, bei der Beurteilung der vorliegenden Frage zu berücksichtigen, dass wir in der Schweiz eben unter sehr verschiedenen Bodenverhältnissen leben, und dass, je nachdem die eine oder die andere Gegend Schnapsbrennergegend war oder Weingegend oder Milchgegend, auch die ganze Frage beurteilt werden muss. Wenn nun in den Kantonen, zu denen ich zu gehören die in diesem Falle zweifelhafte Ehre habe, gestützt auf vielfache Erfahrung verlangt wird, es müsse Wandel geschaffen werden, dann ist es doch sicherlich nicht an den übrigen Kantonen, zu sagen: wir haben keine Uebelstände, und jenen Kantonen nicht zu helfen. Ich glaube, es sei absolut notwendig, einem Uebel zu steuern, welches an allen andern Orten konstatiert ist, und zwar nicht nur durch die Wirte, sondern auch durch die Regierungen, die Vereine, etc. Wenn wir diesem Gesuch der sog. Kartoffel- und Schnapskantone entsprechen, so werden wir erst das Alkoholgesetz von 1885 in seinem vollen Umfange durchführen. Wenn wir diese Revision der Verfassung nicht vornehmen, so ist nach meiner Auffassung das Alkoholgesetz von 1885, wie es Herr Gschwind gesagt hat, in wirtschaft- licher Beziehung von einer gewissen Bedeutung. Es bleibt vom ganzen Alkoholgesetz, von dem grossen idealen Zug, der dann zumal durch die Schweiz ging, das fiskalische Interesse. Wir haben eine Einnahme; aber die ethischen Gründe sind dahingefallen. Wir haben vom Alkoholgesetz nichts als eine bessere Einnahme; allein eine Schaffung besserer Zustände haben wir dadurch nicht erreicht, weil wir an die Stelle der Schnapsbrennereien die Zweiliter-Wirt- schaften gesetzt haben. Darum habe ich mir erlaubt, nach ziemlich einlässlichem Studium der Frage, ge- stützt auf Erkundigungen in unserm Kanton, meine ursprüngliche Meinung zu ändern und mit der Mehr- heit der Kommission Ihnen Annahme der Vorschläge der Mehrheit zu empfehlen.

M. le conseiller fédéral Buchet: La question de l'art. 32bis de la constitution me paraît avoir été suffisamment discutée par messieurs les membres de la commission, et je pourrais me dispenser de prendre la parole, car je n'ai pas la prétention de vous apporter un argument nouveau.

Je ne puis cependant laisser passer sans le relever et le combattre le principal argument em- ployé par l'honorable rapporteur de la minorité de la commission, M. Gschwind. Pour défendre son point de vue, il a déplacé la question de son vérita- ble terrain, en en faisant l'objet d'une lutte d'intérêts entre les aubergistes et le petit consom- mateur. Or, ce n'est pas le point de vue auquel se sont placés soit le conseil fédéral soit la majorité

de la commission. Le conseil fédéral et la majorité de la commission se sont placés à un point de vue plus élevé. Ils ont examiné la question de savoir si les plaintes formulées contre l'art. 32bis actuel de la constitution étaient fondées. Ces plaintes n'émanaient point seulement des aubergistes, mais aussi des sociétés d'utilité publique et de gouvernements cantonaux. Il est possible qu'en l'espèce les intérêts de MM. les aubergistes suisses soient les mêmes que ceux qui veulent réagir contre l'alcoolisme. Tant mieux pour eux. D'autre part je ne saurais critiquer MM. les aubergistes quand ils se plaignent de devoir payer de fortes patentes pour vendre leur vin, alors qu'à côté d'eux certains individus qui ne sont soumis à aucune surveillance, à aucun contrôle peuvent, sans payer la moindre somme à l'état, débiter toutes espèces de liqueurs qu'ils vendent sous le nom de vin. Nous ne saurions leur faire un reproche de se défendre de ce côté-là.

Devant les plaintes formulées non-seulement par les aubergistes, mais par les sociétés d'utilité publique ou les cantons, on s'est demandé si vraiment l'art. 32bis actuel ne répondait plus, ainsi qu'on le prétendait, à ce qu'on avait attendu de lui au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme pour réprimer la concurrence déloyale des débitants de vins en gros.

Chacun reconnaît que depuis l'application de l'art. 32bis actuel de la constitution, la consommation des boissons distillées a diminué dans une certaine mesure. Dans quelle mesure, nul ne peut le dire, mais je crois que cette diminution n'est pas aussi accentuée que certaines personnes veulent bien le prétendre.

Que voulait l'art. 32bis? Il voulait favoriser la consommation de boissons saines et non distillées; il voulait d'autre part éloigner l'ouvrier de l'auberge et lui permettre, en lui fournissant à bon compte des boissons saines, de prendre ces consommations en famille. Il paraît avoir répondu dans une certaine mesure au premier but, puisque la consommation des boissons alcooliques aurait subi, semble-t-il, une diminution. Mais d'autre part, il n'a que trop réussi à engager l'individu, le consommateur, à boire des liqueurs fermentées.

D'après la statistique, les vins étrangers importés en 1887 se montaient à 664,000 hl, en 1899 ce chiffre est de 1,238,000 hl, donc près du double. D'après les tabelles ayant servi à l'élaboration du tarif douanier qui vient d'être voté, la moyenne de ces vins étrangers importés de 1897 à 1900 ascende à 1,357,300 hl. Vous voyez donc que l'importation étrangère des vins a plus que doublé, et nous parlons seulement du vin étranger en fût; à cela vient s'ajouter le vin fabriqué dont la fabrication a été énorme ces dernières années. Je ne parle pas de la consommation de la bière, boisson dont l'industrie s'est beaucoup développée depuis ces dernières années. Et tout cela sous l'empire de l'art. 32bis de la constitution, auquel je ne veux pas jeter la pierre, car il faut tenir compte aussi de l'augmentation de la population depuis 1887, alors qu'on importait la moitié moins de vin qu'aujourd'hui.

Nous devons donc reconnaître que le but visé par l'art. 32bis de la constitution n'a pas été atteint, il faut avoir le courage de le dire et de revenir en arrière.

Mais, nous dit-on, la mesure prise pour permettre la vente libre des 2 litres et au-delà l'a été en faveur du petit consommateur, et si vous supprimez

cet article, c'est léser le petit consommateur. Il y a quelque chose de vrai dans ce raisonnement. Si l'on ne vendait que du vin pur — que ce fût du vin du pays ou du vin étranger — dans ces débits à 2 litres, le raisonnement serait bon dans une certaine mesure. Mais dans ces débits à 2 litres on vous vend, sous la dénomination de vin, une foule de liqueurs malfaisantes, nocives. Permettez-moi de vous donner lecture d'un extrait du rapport présenté au Grand conseil vaudois, alors que cette autorité, qui n'est pas composée d'aubergistes, discutait une demande à adresser à l'assemblée fédérale pour la prier de bien vouloir revenir sur l'art. 32bis et qu'elle indiquait 10 ou plutôt 15 litres comme limite de la vente libre:

«Si la consommation des liqueurs fortes a diminué dans une certaine mesure, en revanche, la population s'est mise à faire usage des vins alcoolisés, plâtrés, colorés artificiellement, en un mot, nuisibles à la santé et cela dans de grandes proportions, grâce à la liberté que donne l'article constitutionnel de vendre sans patentes toutes espèces de boissons non distillées, par deux litres et en sus, sans qu'un contrôle efficace puisse être exercé. Bien vite on reconnut dans les laboratoires cantonaux pour la vérification des boissons et denrées qu'on avait fait fausse route au point de vue hygiénique. Voici ce qu'écrivait le chimiste cantonal de Zurich: «La liberté de la vente au détail des boissons, rend le contrôle difficile, sur 478 épiceries que nous avons dans notre ville, 414 vendent aussi du vin; comme les plus petites d'entr'elles le tirent on ne sait d'où et qu'elles n'ont pour le renfermer que des locaux impropres, on peut se représenter quelle bouillie le public boit pour 40 centimes le litre.»

Les chimistes cantonaux de Lucerne, Berne et Soleure s'expriment aussi dans le même sens. Le compte rendu du département de l'intérieur de notre canton pour l'année 1893 indique que, sur 139 vins analysés, 25 ont été reconnus falsifiés!

Nous possédons bien une loi cantonale disant qu'il ne peut être ouvert des établissements publics pour la vente au détail de boissons alcooliques sans l'autorisation des autorités; ceci est applicable pour autant qu'il s'agit d'auberges, mais sitôt qu'il vient à l'idée d'une personne de débiter du vin, il profite de la liberté que lui donne la constitution fédérale et, ici il peut se passer d'un acte de bonnes moeurs, pour ouvrir un débit qui profitera à sa bourse, mais fera le malheur des consommateurs.»

On s'est effrayé dans le canton de Vaud, comme aussi dans les autres cantons, des conséquences déplorables qu'avait cette vente libre de liqueurs, servies sous le nom de vin et qui sont contraires à l'hygiène, dangereuses pour le consommateur.

Tel est le point de vue du conseil fédéral et de la majorité de la commission. Nous disons mieux: il faut interdire absolument la vente de ces liqueurs, il ne faut pas les tolérer si elles sont dangereuses pour le consommateur. Mais, me répondra-t-on, ne disposez-vous pas des moyens de contrôler ces débitants à deux litres? C'est vrai théoriquement. Certains cantons ont des dispositions à cet égard qui seront reproduites prochainement par la loi concernant les denrées alimentaires. Toutefois, malgré les dispositions législatives que possèdent certains cantons, ces derniers reconnaissent que leur appli-

cation, si elle n'est pas tout-à-fait impossible, est rendue fort difficile; elle est relativement plus facile dans les villes; dans les campagnes c'est autre chose: là si nous voulions exercer une surveillance complète, suffisante, il nous faudrait disposer d'un personnel trop coûteux et qui ne répondrait du reste pas aux besoins, il nous faudrait avoir dans chaque commune un certain nombre de rats de cave qui auraient le droit de se rendre au domicile des débitants à deux litres et y feraient des recherches, lesquelles généralement n'aboutiraient à aucun résultat.

Il ne faut pas oublier qu'en ce qui concerne les débitants à deux litres, le vendeur a pour complice le consommateur, il y a une action commune entre ces deux personnes, ce qui rend la surveillance absolument inutile, tandis que l'aubergiste, qui paie une patente, peut être soumis à une surveillance effective sur les produits qu'il vend au public. L'aubergiste sait très bien que s'il venait à s'esquiver quand l'autorité fait des recherches pour savoir s'il vend de la bonne marchandise, il s'exposerait à se voir retirer sa patente. Et puis, on exige de l'aubergiste un acte de bonnes mœurs, certaines garanties d'honnêteté, de moralité, tandis qu'aucune exigence n'est formulée à l'endroit de celui qui veut débiter deux litres; le débitant est laissé libre de tromper le consommateur. Nous disons qu'il y a là un danger pour l'hygiène publique, danger contre lequel il faut se protéger.

Nous ne voulons pas prétendre que la limite de 2 litres élevée à 10 sera le remède souverain attendu contre l'alcoolisme qui est allé croissant depuis quelques années.

On nous oppose l'alcool du Schnapspest, à celui du vin. Entre l'alcoolisme résultant de l'usage du Schnaps et celui résultant d'une consommation trop forte du vin, la différence est que l'intoxication produite par celle-ci est plus lente, mais elle a dans les deux cas le même résultat final.

Il importe peu par conséquent de savoir s'il s'agit d'alcool de boissons distillées ou de boissons fermentées. Ce n'est pas que nous soyons partisans de ceux qui veulent proscrire l'usage du vin, du cidre et de la bière, dont nous ne voulons pas proscrire l'usage, parce que nous avons le sentiment que ces boissons rentrent normalement dans le domaine de l'alimentation; mais nous voulons en interdire l'abus. Et nous pensons que l'élévation de 2 à 10 litres serait en une certaine mesure le moyen de combattre l'alcoolisme. Nous ne voulons pas dire que ce soit le seul moyen. Un des facteurs de l'alcoolisme résulte en grande partie de la vie intense développée chez nous depuis un certain nombre d'années. Les progrès de l'industrie et de la science ont excité le travail, rendu la concurrence beaucoup plus grande, beaucoup plus vive, le travail de l'individu plus acharné; l'individu est souvent tenté de réparer ses forces par des excitants momentanés; il boit de l'alcool, il absorbe du vin, oubliant qu'il paiera cher plus tard cette surexcitation d'un moment.

Je crois que l'on pourrait combattre l'alcoolisme par une éducation normale. On ne le pourrait mieux qu'en procurant à chacun une nourriture proportionnée à la somme de travail qu'il doit fournir. Il y a là une grosse question économique sur

laquelle je ne veux pas m'étendre, parce qu'elle me ferait sortir des cadres du sujet.

M. le président et messieurs, nous sommes sensibles au reproche qui nous est fait de vouloir faire renchérir pour le petit consommateur les boissons saines et nous nous en défendons. Nous croyons qu'en assurant aux autorités cantonales une meilleure surveillance qu'actuellement des débits à 2 litres, nous aurons rendu service aux petits consommateurs. Au surplus, si les membres de la minorité de la commission étaient logiques, ils devraient demander la suppression même de la quantité prévue aujourd'hui par l'art. 32bis et accorder la vente libre des boissons, peu importe la quantité vendue par le débitant au consommateur, pour pouvoir vendre librement $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{2}$, 1 litre au petit consommateur, plus facilement que 2 litres. Bref, je dis que si l'on permet aux cantons d'exercer une surveillance plus active et facile sur les débitants, on rendra service au petit consommateur et il n'est pas besoin pour cela d'exiger du débitant en dessous de 10 litres, qu'il paie de fortes patentes comme on l'exige des aubergistes, car la police nécessaire pour la surveillance des auberges exige plus d'agents, plus de travail que celle nécessaire pour la surveillance des débits à 2 litres. La Confédération n'impose et ne prétend pas vouloir imposer aux cantons cette mesure, elle leur permet de la prendre. Si certains cantons viennent lui demander de leur permettre la lutte contre l'alcoolisme, la concurrence déloyale faite aux débitants de vin, ils pourront être autorisés à soumettre les débitants à 10 litres à une patente sans les obliger à la payer; ils pourront l'octroyer gratis, mais en revanche elle permettra d'exercer sur eux une surveillance spéciale, de mettre le nez dans leurs affaires, de voir ce qu'ils débitent et comment ils débitent. Certains cantons ont déjà le système des petites patentes, qui n'ont pas contribué à faire renchérir le vin. Je ne sais pas ce qui se passe dans d'autres cantons, mais dans le canton de Vaud toutes les sociétés de consommation, celles qui vendent à pot renversé ont les petites patentes, et ce n'est pas la patente imposée qui renchérira le prix du vin. Les cantons seront juges de ce qu'ils doivent faire et de la question de savoir s'ils veulent exiger la patente pour la vente en dessous de 10 litres. La Confédération ne leur impose rien à cet égard, ces cantons pourront prendre des mesures exceptionnelles pour telle ou telle catégorie de producteurs; c'est ainsi que nous disons dans le message:

«Les cantons auraient de nouveau le droit de réglementer la vente au détail au-dessous de cette limite et dans le sens qui leur paraîtrait le plus conforme à l'intérêt général.

Il leur serait, d'ailleurs, loisible d'accorder aux producteurs indigènes de vin et de cidre toutes les facilités désirables pour la vente au détail de leurs propres produits. Ainsi tombent les objections qu'ont formulées les gouvernements de Schwyz, Valais, Neuchâtel et autres cantons en vue de sauvegarder les intérêts des vigneron.»

Qui empêchera le canton de dire: Mais le propriétaire de la vigne, le vigneron, le producteur de cidre, pourra vendre son vin, le produit de sa vigne, de son verger sans avoir même l'obligation de se procurer une patente qui lui serait délivrée gratis.

On pourra introduire d'autres exceptions pour d'autres catégories de producteurs; tout au moins les cantons seront-ils armés contre ceux qui débitent des boissons nocives ou malsaines. C'est ce que les cantons demandent et nous estimons que la Confédération doit leur donner ce droit, que nous devons revenir en arrière, reconnaître que nous nous sommes trompés, que le but de l'art. 32bis actuel n'a pas été atteint.

Sans doute, certains cantons ne ressentent pas le besoin de la mesure que nous proposons de prendre. On a cité Appenzell R.-I. qui n'a pas de patente du tout, où chacun est d'une sobriété exemplaire. J'en suis heureux, flatté pour la Suisse, mais malheureusement tous les cantons ne se trouvent pas dans le même cas. Il ne faut pas que le fait d'un canton qui se déclare satisfait de l'état de choses actuel empêche d'autres cantons de prendre telle ou telle mesure qui leur paraîtrait utile: ce n'est pas précisément de la solidarité confédérale. Vaud, Berne, Zurich veulent établir une législation en vertu de laquelle le débitant de boissons en dessous de 10 litres devra payer patente pendant un certain temps, cela ne causera aucun préjudice au canton d'Appenzell R.-I. Il faut permettre aux cantons qui le désirent de pouvoir se défendre contre les débitants qui livrent au consommateur des boissons malsaines et sans contrôle quelconque.

Nous croyons enfin devoir répondre au voeu des cantons et des sociétés qui demandent la revision de l'art. 32bis de la constitution fédérale en élevant à 10 litres le minimum de 2 litres. Ce n'est pas un cadeau que nous ferons aux aubergistes, comme on l'a dit, mais un service que nous rendrons au consommateur, c'est une mesure d'intérêt général que nous vous prions de prendre, et c'est pourquoi nous vous recommandons l'adoption des propositions du conseil fédéral.

v. Steiger: Erlauben Sie mir in dieser Angelegenheit, welche seit langen Jahren speziell sowohl die Behörden unseres Kantons als auch die weitesten Kreise der Bevölkerung beschäftigt, einige Worte, in Entgegnung auf die Ausführungen, welche Herr Gschwind gegen den Antrag der Kommission geltend gemacht hat. Es scheint mir in erster Linie, Herr Gschwind habe einen sehr wichtigen Punkt übersehen, nämlich denjenigen, den soeben Herr Bundesrat Ruchet klar dargelegt hat, dass es sich bei den vorgeschlagenen Massnahmen nicht darum handelt, für alle Kantone der Schweiz obligatorisch das Minimum des Verkaufsquantums für Grosshandel auf 10 Liter festzusetzen, sondern dass es sich nur darum handelt, einzelnen Kantonen die Befugnis zu erteilen, für den Verkauf unter 10 Litern die erforderlichen gesetzlichen Vorschriften aufzustellen. Herr Gschwind scheint mir von der Idee befangen zu sein, als ob wir jenen glücklichen Kantonen Appenzell und vielleicht auch Baselland Zwang antun wollen, sie nötigen wollen, nun ebenfalls erst von 10 Litern an den freien Verkauf zu gestatten. Das ist nicht der Fall. Der Artikel soll lediglich lauten: «Jedoch blei-

ben hierbei in betreff des Betriebes von Wirtschaften und des Kleinverkaufs von Quantitäten unter 10 Litern die den Kantonen nach Art. 31 zustehenden Kompetenzen vorbehalten.»

Was also den Verkauf unter 10 Litern betrifft, so wird das als ein Gebiet erklärt, in welchem die Kantone kompetent sein sollen. Nicht mehr und nicht weniger. Nun, meine Herren, wo nehmen Sie das Recht her, uns das zu verweigern, wenn eine Anzahl Kantone — und es haben die Regierungen verschiedener Kantone mit einer Bevölkerung von 2½ Millionen es verlangt — erklären: Wir leiden an diesen Verhältnissen. Wo nehmen die Herren aus Baselland oder aus Appenzell das Recht, uns zu verhindern, da Abhilfe zu schaffen, uns zu sagen: Das Uebel liegt ganz anderswo. Lassen wir doch diejenigen Leute urteilen, die mitten drin stehen! Ich kann Ihnen einiges von solchen Leuten mitteilen. Die bernische Regierung hat auf Anfrage des Bundesrates vom Jahre 1897 sämtliche Regierungsstatthalter über ihre Ansicht befragt. Von den 30 Regierungsstatthaltern haben sich 24 unbedingt für die Motion Steiger ausgesprochen, 3 dagegen und die übrigen 3 sich neutral verhalten, indem sie sagten, sie hätten in ihrer Gegend keine Erfahrungen darüber machen können. Ich will Ihnen zitieren, was der Regierungsstatthalter von Courtelary sagt: «Die Motion würde viele der vorkommenden Gesetzesübertretungen verhindern und auch dem Bestreben des Kampfes gegen den Alkoholismus gute Dienste leisten und wird daher als entschiedener Fortschritt zur Hebung der Volkswohlfahrt begrüsst.» Ein anderer Regierungsstatthalter, ebenfalls aus dem Jura, derjenige von Münster, spricht sich folgendermassen aus: «Fast jedermann beklagt sich über die Verkaufsstellen mit Spirituosen und Wein von 2 Litern an. Diese begünstigen die häuslichen Trinkgelage und üben einen schädlichen Einfluss auf die Kindererziehung aus. Wein sollte nur von 10 oder 20 Litern an ausserhalb der Wirtschaften abgegeben werden dürfen.» Aus dem deutschen Kantonsteil schreibt uns ein Regierungsstatthalter: «Die Zweiliterwirtschaften, deren Zahl viel zu gross ist, entstehen nicht selten auf Anraten von kleinen Weinhändlern. Sowohl die Qualität der Ware, wie die zu deren Besorgung notwendige Geschäftskennntnis wie die Beschaffenheit der Aufbewahrungslokale lassen in den meisten Fällen viel zu wünschen übrig. In abgelegenen Ortschaften bieten die Zweiliterwirtschaften Hand zur Winkelkneiperei. Das längere Fortbestehen der Zweiliterwirtschaften müsste eine Herabsetzung der Wirtschaftspatentgebühren rechtfertigen.» Signau: «Nicht nur etwa die Wirte, sondern auch diejenigen Bürger, welche sich um das Wohl des Landes interessieren, begrüssen die Motion.» Niedersimmental: «Die Motion wird vollauf begrüsst. Durch Platzgeberei zu geheimen Trinkgelagen, an welchen sogar schulpflichtige Kinder teilnehmen, wird Anstand und Sitte schwer verletzt. Der zunehmende Weinkonsum in der Häuslichkeit und Familie muss als eine zweifelhafte Errungenschaft des gegenwärtigen Zustandes bezeichnet werden.» Trachselwald: «Seit der Einführung des freien Verkaufs von Wein von 2 Litern an sind eine Menge neuer Weinhändler entstanden, welche dem Publikum meistens geringwertige Ware leicht zugänglich machen. Wenn auch der Schnapskonsum

etwas abgenommen hat, so ist dagegen die Winkelkneiperei eingerissen,» u. s. w. Das ist der Ausdruck der Erfahrungen, die man sozusagen von einem Ende unseres Kantons bis zum andern in der Sache gemacht hat.

Ich muss ferner ein anderes, ausserordentlich wichtiges Missverständnis des Herrn Gschwind berichten. Es scheint mir, Herr Gschwind habe die ganze Bestrebung aufgefasst als gegen die Genossenschaftsverkaufsstellen, die Konsumvereine u. s. w. gerichtet. Das fällt uns gar nicht ein. Wir erteilen den Genossenschaftsverkaufsstellen schon lange Patente zum Kleinverkauf. Was wir unter Zweiliterwirtschaften verstehen, die im Kanton Bern von 137 im Jahre 1887 in 10 Jahren auf 1089 angewachsen sind, das sind nicht Konsumvereine, sondern das sind die kleinen Depots, die kleinen Niederlagen in allen möglichen Häusern bis in die letzte Hütte des Landes hinaus. Das meinen wir, Herr Gschwind, nicht die Kramläden in den Städten und industriellen Ortschaften, sondern was wir bekämpfen, ist die Möglichkeit, dass jeder auf seiner Bude ein Fass Wein haben und davon seinen Nachbarn abgeben kann. Es hat sich in dieser Beziehung genau dieselbe Gewohnheit entwickelt, wie wir es seinerzeit in Bezug auf die kleinen Brennhäfen beklagten, indem die kleinen bäuerlichen Brennereien in die ganze Nachbarschaft Branntwein abgaben. Es sind vielfach nicht eigentliche Geschäfte, sondern es sind Private, welche diesen Handel treiben, und da trifft alles das zu, was diesem Zustand zum Vorwurf gemacht wird. Ich weiss nicht, ob die basellandschaftliche Polizei ein solches Ideal ist, wie man nach den Ausführungen des Herrn Gschwind glauben sollte, d. h., dass dieselbe in dieser Beziehung eine richtige Kontrolle auszuüben vermag. Die unsrige kann dies nicht. Wir können nicht hinter jeden Baum und jedes Haus einen Landjäger stellen; es ist uns unmöglich, in alle Häuser des Landes hineinzugucken, ob daselbst ein Zweiliterverkauf stattfindet, und noch viel weniger ist es uns möglich, eine beständige Kontrolle über die Beschaffenheit der Ware auszuüben. Wie sieht es mit der Beschaffenheit der Aufbewahrungsorte, dem Weinkeller, an solchen Orten aus? Einer unserer kantonalen Lebensmittelbeamten schreibt uns darüber: «Wie sieht es nun aus mit der Beschaffenheit der Weinkeller in den Zweiliter-Verkaufsgeschäften? Der Umstand, dass bei der derzeitigen ungesunden Konkurrenz unter den Lieferanten für solche Geschäfte viel zu viel derselben bestehen, bewirkt, dass Leute, welche über die geeigneten Kellerräumlichkeiten verfügen, den Weinverkauf häufig aufgeben, weil der Absatz zu gering geworden ist, um einen anständigen Geschäftsgewinn erzielen zu können. Daher kommt es je länger je mehr dazu, dass die Zweiliterhändler sich aus Leuten rekrutieren, welche in sehr dürftigen ökonomischen Verhältnissen leben. Sehr häufig findet man — wenigstens in meinem Inspektionskreis — diese Weine in engen dumpfigen Kellern, die neben Kartoffeln, Rüben, Sauerkrautstanden und einem Haufen Kehrlicht auch noch die Vorräte von Petrol, Salatöl, amerikanischem Fett, Schmierseife, etc. beherbergen. Es kommt sogar vor, dass auch ein derartiger Aufbewahrungsort nicht vorhanden ist, und alsdann müssen Schuppen und mit Brettern eingeschlagene Abteilungen von Viehställen den

Keller ersetzen. (Das ist die prächtige Qualität, die dem Volke geboten wird!) Ich habe schon zu verschiedenen Malen Schafe, Ziegen, Hühner, Kaninchen und anderes mehr mit den Weinfässern in demselben Raume untergebracht vorgefunden. Dass Getränke, die schon an und für sich zweifelhafter Natur sind, in solchen Räumen noch geringwertiger werden, liegt auf der Hand.»

Es scheint mir den Ausführungen des Herrn Gschwind hauptsächlich der Irrtum zu Grunde zu liegen, als ob wir es mit der Frage zu tun hätten, ob überhaupt von Konsumvereinen und ähnlichen Instituten Kleinverkauf geistiger Getränke betrieben werden könne. Darum handelt es sich nicht; es handelt sich darum, ob Sie uns zwingen wollen, in jeder Bude, in jedem Keller des Landes den Weinverkauf von 2 Litern an zu dulden. Man sollte meinen, der Kanton Baselland wisse von diesen Uebelständen gar nichts; aber ich muss doch konstatieren, dass die Ausführungen des Herrn Gschwind im Widerspruch stehen mit demjenigen, was die Regierung von Baselland zu wiederholten Malen an den Bundesrat berichtet hat. In ihrem Schreiben vom 18. Juli 1898 schreibt die Regierung von Baselland: «Da die Verkaufsstellen von 2 Litern und darüber einer Kontrolle nicht unterliegen, können wir darüber, wie hoch sich deren Zahl in den einzelnen Jahren belaufen hat, keine Angaben machen. Wir wissen nur soviel, dass seit Anfang des Jahres 1896, wo ebenfalls eine Zählung stattgefunden hat, also in 2 Jahren, eine Zunahme von zirka 40 zu konstatieren ist. In unserm Berichte vom 17. Februar 1896 an Ihr Departement haben wir uns in einlässlicher Weise über die Zweiliterwirtschaften ausgesprochen, und wir erachten das dort Gesagte auch heute noch im grossen und ganzen für zutreffend. Immerhin soll nicht in Abrede gestellt werden, dass infolge der erheblichen Zunahme der Verkaufsstellen manchenorts nunmehr zu viel Gelegenheit zum Bezuge alkoholischer Getränke geboten ist, sodass man heute, mehr als noch vor ein paar Jahren, und zwar nicht bloss von Wirten — Herr Gschwind — sondern auch von unbeteiligter Seite Klagen über diese unbeschränkte Abgabefreiheit hört.» In einem spätern Schreiben, vom 13. Jan. 1900, erklärt sich der Regierungsrat von Baselland nochmals für Einschränkung des Zweiliterverkaufs, d. h. für Berücksichtigung des Motionsbegehrens. Ich muss also annehmen, Herr Gschwind habe nicht im Sinne der Behörden seines Kantons gesprochen, sondern er habe nur geglaubt, sich hier als Anwalt der Konsumvereine und ähnlicher Genossenschaften für deren Sache wehren zu sollen. Da ist nun aber doch die Fürsorge der Konsumvereine für das allgemeine Wohl nicht so unbedingt anzuerkennen, namentlich dürfte es nicht verlangen, wenn Herr Gschwind in dieser Sache auch die Bauern misstrauisch machen möchte. Er hat uns gesagt: wenn Sie den Antrag der Kommission oder des Bundesrates annehmen, dann können die Kleinbauern die kleinen Quantitäten, deren sie an Wein u. dergl. bedürfen, nicht mehr von den Genossenschaften beziehen. Das trifft nicht zu. Die Bauern werden doch in der Regel etwa 10 Liter zu beziehen vermögen, um während einiger Zeit das nötige Getränk für ihre Arbeiter zu haben. Es ist also der Versuch, in dieser Beziehung den Kleinbauern etwas

bange zu machen, hier gerade so unglücklich, wie der Versuch der Konsumvereine und ihrer Redner verunglückte, in der Zollkampagne die kleinen Bauern gegen die grossen aufzuwiegen. Das grosse Wort des Herrn Baumberger, 100,000 Bauern werden am 15. März gegen den Zolltarif stimmen, ist ja jämmerlich zu schanden geworden. Ich kann Sie versichern, dass die gesamte ländliche Bevölkerung bei uns seit Jahren von den Behörden Abhilfe gegen die unhaltbaren Zustände verlangt, welche durch diesen überall stattfindenden Weinverkauf geschaffen worden sind.

Meine Herren, man hat auch, mit Unrecht glaube ich, mit einer Statistik exemplifiziert, welche ein Gerichtspräsident von Basel — ich nehme an der Stadtgemeinde — darüber aufgestellt habe, wo die Uebeltäter sich ihren Rausch geholt haben. Zunächst will es mir ausserordentlich zweifelhaft erscheinen, ob die Auskunft, die ein solcher Uebeltäter erteilt, auch zuverlässig sei. Ich möchte mich nicht darauf verlassen, dass jeder, der vor den Strafrichter gestellt wird, immer die richtige Quelle seines Rausches angegeben habe. Allein abgesehen hiervon, sind die Verhältnisse einer Stadt wie Basel mit denjenigen eines ländlichen Kantons schlechterdings nicht zu vergleichen. In Basel mag es der Fall sein, dass es keine anderen Kleinverkaufsstellen gibt, als solche von Genossenschaften, Konsumvereinen u. dergl., die natürlich unter öffentlicher Kontrolle stehen, wo die Qualität der Ware kontrolliert werden kann, sodass Basel nichts von dem weiss, was wir in den Kantonen mit einer grossen ländlichen Bevölkerung beklagen.

Zum Schlusse wiederhole ich: Es handelt sich für uns nicht darum, in der ganzen Schweiz, auch dort, wo ein Bedürfnis nicht besteht, eine Beschränkung einzuführen, sondern wir wollen nur denjenigen Kantonen, welche die Notwendigkeit einsehen, auf diesem Gebiete Wandel zu schaffen, die Freiheit geben, dies zu tun. Der eine Kanton wird davon Gebrauch machen, der andere vielleicht nicht. Es handelt sich nicht darum, den Weinbauern oder denjenigen Bauern, die Obstwein bereiten, den Verkauf ihres Produkts zu erschweren. Ich nehme als selbstverständlich an, dass z. B. die in unsern bernischen Wirtschaftsgesetz enthaltene Bestimmung, dass der Kleinverkauf von Wein und Obstwein aus eigenem Gewächs an keine Beschränkung gebunden sei, auch in Zukunft Geltung haben werde. Es ist also auch hier nicht zu befürchten, dass eine ungebührliche Bevormundung der Landwirte stattfindet. Ich bin überzeugt, wenn die Missverständnisse einmal gehoben sein werden, welche noch vielfach die Leute beherrschen und welche besonders das Votum des Herrn Gschwind beherrscht haben — ich behaupte, sein ganzes Votum geht von Missverständnissen aus — so wird das Schweizervolk gewiss mit Ueberzeugung und schöner Mehrheit eine solche Revision beschliessen.

M. Brüstlein: Mon collègue M. Gschwind m'ayant prié d'exprimer en français son point de vue, la

minorité de la commission ne comptant aucun membre de langue française, c'est dans cette langue que je prends la parole.

Nous venons d'assister, messieurs, à ce spectacle piquant d'un marchand de vin défendant la cause de l'antialcoolisme, tandis que d'autre part notre collègue M. Gschwind qui est un partisan convaincu, acharné, et je dirai même un peu fanatique de l'abstinence, s'est opposé à la demande de révision de l'art. 32bis. Cela évidemment est fort singulier, et je crois qu'une proposition présentée de cette façon au milieu de vous représente plus ou moins le bloc enfariné de la fable, et qu'il vaut bien la peine d'examiner la question de savoir s'il n'y a pas des courants, des motifs, des mobiles de dessous, plutôt cachés que montrés par la parole des orateurs, — car vous le savez parfaitement, la parole a surtout été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, surtout dans le domaine politique.

Il s'agit, comme vous le savez, de modifier d'une façon très essentielle le régime de la vente des boissons.

Actuellement, la fabrication et la vente de l'alcool est soumise au monopole, la vente du vin et de la bière est absolument libre, car, et plusieurs orateurs l'ont déjà dit ce matin, une limite de deux litres équivaut en réalité à la liberté absolue.

Dans tous les cantons, en effet, où l'on peut obtenir les patentes à bon marché, les débitants ont généralement préféré payer la petite patente pour être libres et n'avoir pas à redouter la police en vendant du vin par quantités au-dessous de deux litres, et ce n'est que dans les cantons où cette patente ne peut pas être obtenue à bon compte qu'ils s'en sont tenus à cette limite, qui n'en est pas une, car quiconque veut se procurer de la bière ou du vin aura le moyen de s'en procurer deux litres à la fois.

Maintenant, on veut établir une limite réelle jusqu'à 10 litres. La vente du vin, de la bière, dépendra du bon vouloir des cantons et au delà elle sera libre.

C'est une mesure que l'on peut certainement qualifier de réactionnaire, car elle va à l'encontre de tout ce qui a été fait, depuis il y a une quinzaine d'années. Ceux d'entre vous qui alors s'occupaient déjà de politique, se souviendront qu'à l'époque de l'introduction du monopole de l'alcool, nos oreilles ont été rebattues de cet axiome: le but essentiel du monopole devait être de combattre l'alcool, en restreignant l'usage de l'alcool fabriqué, distillé, pour favoriser celui du vin et de la bière. Tel était le programme tracé, programme qui a été réalisé à la lettre et a produit exactement le fruit qu'on en attendait: l'alcoolisme, dans sa forme la plus pernicieuse, a disparu de chez nous. Quiconque a des yeux pour voir peut se convaincre que les spectacles qui s'offraient à nous, il y a quelques années, de ces ivrognes invétérés qui buyaient du Schnaps dans les pintes, ont disparu, que l'alcoolisme tel qu'il existe aujourd'hui, ne revêt plus la forme dégoûtante d'autrefois. Ce résultat a été obtenu par l'abaissement du prix du vin et de la bière et l'abolition à toutes les frontières cantonales de tous les droits fiscaux. Aujourd'hui, que voulez-vous faire? Un travail de Pénélope qui déferait l'oeuvre longuement élaborée pour en revenir à l'ancien état de choses.

Comme l'évêque qui exhortait Clovis à brûler ce qu'il avait adoré et adorer ce qu'il avait brûlé! Seulement il y a une distinction essentielle à faire; les droits auxquels le vin et la bière étaient soumis, il y a quinze ans, reposaient sur l'ensemble de la population. Aujourd'hui, vous voulez faire supporter ce droit exclusivement par la population qui n'a pas le moyen d'acheter 10 litres de vin à la fois. Vous nous demandez non seulement de rétablir l'ancien état de choses, mais de remplir en outre cette condition, qu'au lieu de frapper l'ensemble de la population, nous n'en frapperons qu'une classe! Et la loi que vous êtes sur le point d'adopter porte le stigmate d'une loi de classe. L'opposition socialiste, je puis vous en donner l'assurance, combattra cette revision constitutionnelle avec toute l'ardeur dont elle est susceptible. Ce n'est que de haute lutte que vous obtiendrez la victoire — si vous l'obtenez.

On parle de rétablir la liberté des cantons et pour ceux qui veulent sauvegarder les compétences de ceux-ci, l'argument est tentant, tous les fédéralistes s'en empareront, je le veux bien. Seulement, tout en étant moi-même, très fédéraliste, j'avoue que mon fédéralisme s'arrête à un point; il s'arrête au point où je commence à me méfier des cantons. Dans ces matières, les cantons ne m'inspirent pas confiance, car je ne crois pas qu'ils sauvegardent l'intérêt public seul, je crois au contraire qu'ils subiront sur ce point l'influence d'intérêts particuliers et non de l'intérêt général.

Et je crois que l'on peut invoquer ici l'expérience. Nous savons que les cantons sont guidés par deux considérations essentielles, l'une fiscale, car tandis que la Confédération est riche, les cantons sont pauvres, et voilà pourquoi les cantons, quand ils ont l'occasion d'augmenter leurs recettes, ne sont pas difficiles sur le choix du moyen.

C'est ainsi que nous voyons que le canton de Neuchâtel semble, du moins dans ses régions officielles, avoir fait volte-face. Ce n'est pas que l'alcoolisme s'y soit accru ces dernières années, depuis que le gouvernement neuchâtelois a fait parvenir sa réponse au conseil fédéral et qu'il ait pris dès lors des proportions colossales, mais c'est parce que le canton de Neuchâtel a besoin d'argent. Il s'est donc proposé d'introduire le système des patentes qu'il n'avait pas jusqu'à présent. Naturellement, pour pouvoir établir une échelle des patentes aussi élevée que possible, il est obligé d'offrir un don de joyeux avènement aux aubergistes. Et alors, il s'est dit: nous allons régler aussi la vente au détail et nous pourrions ainsi accorder aux aubergistes un monopole ou un privilège pour la vente.

Voilà l'explication logique de la volte-face du gouvernement de Neuchâtel. Et ces volte-faces sont d'autant plus à craindre que dans nombre de cantons un élément de la population exerce dans un intérêt personnel une très grande influence — j'ai nommé les aubergistes, grands électeurs des députés. Nous savons parfaitement que les débitants de boisson ont sur les gouvernements, sur les grands conseils une influence bien au-delà de leurs forces numériques. C'est un fait acquis. Et si M. de Steiger s'est prévalu du fait que dans le canton de Berne 24 préfets se sont montrés favorables à la mesure proposée, je vous rappellerai que les préfets bernois sont nommés par le peuple, lequel est influencé

par les aubergistes, et qu'un député français a dit un jour à ses collègues récalcitrants: Messieurs, songez à vos circonscriptions. Si dans le canton de Berne nous avons 24 préfets, à qui le devons-nous? Est-ce que le canton de Berne a besoin de 24 préfets? N'est-ce pas un non-sens à l'époque actuelle? Mais parce que nous avons 32 chefs-lieux de district et que dans tous les chefs-lieux de district ce sont les aubergistes de l'endroit qui tiennent le haut du pavé, nous n'oserions toucher à cette arche sainte! Cette argumentation, tirée de l'opinion des préfets, n'est donc pas concluante; il faut aller au fond des choses. Il existe dans un certain nombre de cantons la tendance que voici, tendance créée par des besoins fiscaux d'une part et l'intervention de l'aubergiste d'autre part: ce serait d'accorder le plus possible le monopole de la vente en détail de la bière aux seuls aubergistes et de pouvoir en échange de ce privilège leur imposer des droits de patente plus élevés.

Ce but a beau être drapé de toutes les idées de philanthropie et d'hygiène; si vous déchirez ce vêtement et cette draperie par trop translucide, vous trouverez au fond l'égoïsme brutal de l'aubergiste. C'est à cet égoïsme que nous voulons sacrifier l'égalité des citoyens dont nous jouissons heureusement encore dans ce domaine. Et nous voyons bien ici que nous sommes dans une période plutôt réactionnaire, car c'est bien la caractéristique des efforts de la réaction que les intérêts particuliers savent se donner l'air d'intérêts généraux; les intérêts particuliers se coalisent pour faire croire qu'ils représentent l'intérêt général: je crois que cette opinion peut bien être émise le lendemain du vote sur le tarif douanier.

On vous a déjà cité l'exemple du canton d'Appenzel qui jouit dans ce domaine de la liberté la plus absolue. Est-ce que les Appenzellois sont faits d'une autre pâte que nous? Sont-ils de meilleurs citoyens que les autres Suisses? Nullement. S'ils sont moins alcoolisés que les autres, c'est que le nombre des débits est absolument indifférent dans la lutte contre l'alcoolisme. Le canton de Neuchâtel non plus jusqu'à présent n'a pas donné dans le panneau. Les Neuchâtelois ne sont ni plus ni moins alcoolisés que les Appenzellois. Si vous accordez à l'aubergiste le privilège qu'il réclame, je suis certain que nombre de cantons céderont à la tentation de faire usage de ce droit. Et qu'arrivera-t-il? Il se produira ce phénomène bien connu: c'est que chaque fois que le propriétaire d'un immeuble obtient une patente d'auberge, la valeur de son immeuble est augmentée de fr. 10,000, 20,000, 50,000. Et actuellement nous sommes dans cette situation dont les gouvernements cantonaux ont bien le sentiment que l'octroi d'une patente d'auberge donne une énorme plus-value au bâtiment. Prenez par exemple le café Bubenbergr, à Berne, café très bien achalandé que vous connaissez tous. Eh bien, ce café n'a pu s'ouvrir que grâce à la bonne volonté du gouvernement bernois qui pouvait refuser ou accorder l'autorisation demandée par le propriétaire de l'immeuble. Et suivant qu'il la refusait ou l'accordait, il refusait ou il accordait au propriétaire un cadeau de fr. 50,000. Cela est certainement un état de choses malsain, parce qu'il ouvre la porte à toutes sortes de mesures vexatoires, permet au gouvernement de

distribuer à son gré la manne et le séné. C'est d'un caractère démoralisant et vous accentuez ce caractère démoralisant en augmentant encore la valeur de ces immeubles jouissant d'un privilège octroyé par l'état. Dans le canton de Fribourg passe encore, les auberges généralement y sont la propriété de la commune. Mais dans le reste de la Suisse, l'immeuble privilégié appartient toujours à un particulier. Vous créez ainsi, comme l'a dit M. Gschwind, un capital, une plus-value artificielle qui, dans le canton de Bâle-ville, par exemple, se chiffre par 12 millions. Il est clair que ces 12 millions doivent porter des intérêts. Qui les paie? L'ensemble des consommateurs, qui versent annuellement aux propriétaires de ces immeubles une majoration d'intérêts de fr. 600,000. Je crois que le gouvernement de Bâle aurait bien mieux agi, il serait plus à son aise s'il avait réussi à faire rentrer dans sa propre caisse ces 600,000 fr. que, bon an mal an, il abandonne bénévolement à des particuliers.

Et voilà pourquoi il ne s'agit pas de parler ici de la philanthropie des aubergistes, ce sont leurs intérêts particuliers bien entendus qui les ont conduits ici à arborer leur drapeau. Et si M. Fonjallaz déplore le fait que des femmes se procurent à l'épicerie des boissons à l'insu de leurs maris, en les faisant porter au carnet comme des livres de café, je me permettrai de rappeler à M. Fonjallaz ce que me disait un jour M. le conseiller fédéral Ruchonnet: «Ce qui fait», disait-il, «la prospérité du canton de Vaud, c'est que les hommes y meurent jeunes, parce qu'ils aiment trop le petit blanc; à 40 ou 45 ans ils sont généralement rasés, et c'est à ce moment-là que la famille commence à prospérer, parce que la femme est d'un tout autre acabit; la femme vaudoise est économe, elle aime à amasser de l'argent, elle est laborieuse et très sobre, et c'est grâce à la femme vaudoise que nous voyons dans le canton de Vaud les patrimoines des familles se reconstituer après la mort du mari.» (Rires)

Puisque M. Fonjallaz a dit du mal de la femme, je me permettrai d'en dire du bien, en me prévalant de ce propos que je tiens de M. Ruchonnet.

Messieurs les députés, je n'insisterai pas davantage, je vois bien que votre siège est fait et que ce débat se videra autre part, devant le peuple, mais je tenais, et c'était pour moi un cas de conscience, à vous mettre en garde contre l'adoption d'une mesure qui n'est dictée que par des intérêts particuliers, qui n'ont rien à voir dans le domaine de l'hygiène et qui provoqueront de grandes luttes dans notre pays. Et puisque j'ai prononcé le mot hygiène, je me permettrai de dire à M. le conseiller fédéral Ruchet, parce qu'il s'agit surtout de voter une mesure d'hygiène et de lutter contre la consommation de boissons malsaines, frelatées, que dans les cantons où la surveillance est bien organisée, cet inconvénient n'existe pas. M. le landammann Eugster me citait l'exemple de son canton où les vins espagnols frelatés ne peuvent être vendus, parce que l'aubergiste qui les débiterait ne manquerait pas d'être cloué au pilori et de voir publier son nom par la police. Cette mesure très sévère est efficace. Aucun aubergiste ne s'expose à être pris en contravention.

Il y a encore un autre moyen d'empêcher le frelatage des vins, c'est de renchérir le prix du

trois-six. Ce faisant, vous ne percevrez pas un impôt sur la partie pauvre de la population, mais sur l'ensemble du peuple. Car nous consommons tous plus ou moins du trois-six sous différentes formes. Et si vous pensez qu'il est impossible d'augmenter le prix actuel du trois-six de peur de favoriser par trop la concurrence des eaux-de-vie fabriquées avec des fruits à noyau ou à pépin, eh bien, englobez encore cette distillation dans le monopole.

Voilà qui serait une mesure efficace, car comme M. Gschwind l'a établi, il existe en Suisse 35,000 alambics non soumis au monopole et ne donnant absolument rien au fisc.

Vous voulez lutter contre les épicerles dans lesquelles le pauvre diable qui n'a pas de cave va acheter du vin. Il veut se donner ainsi l'illusion de posséder une cave. Moi-même qui ai une cave, j'y puis aller puiser librement du vin, simple histoire de trinquer avec des amis. Il pourra même nous arriver d'en boire un verre de trop, sans nous imaginer, pour autant avoir contribué par cela à l'augmentation de la consommation d'alcool en Suisse.

Eh bien, messieurs, ne faites pas de la philanthropie paternelle. La philanthropie, nous ne la comprenons pas ainsi. Nous admettons parfaitement que l'on prenne toutes les mesures de salubrité, tant qu'elles ont en vue la population entière, mais nous nions que telle ou telle partie de la population se laisse plus aller qu'une autre au vice de l'alcoolisme. Formuler une accusation de ce genre, serait l'indice d'une certaine dose d'hypocrisie. Nous avons vu dans toutes les classes de la population des individus se déroter. Jamais nous ne nous serions permis de conclure de l'individu à l'ensemble d'une classe.

On a parlé des syndicats de consommation. M. de Steiger a dit qu'ils n'avaient rien à craindre, qu'ils obtiendraient tous la patente. Qu'en savez-vous? J'ai la preuve que dans le canton de Berne ce n'est pas le cas. Il m'est arrivé plusieurs fois dans ma pratique de recevoir des lettres, des suppliques de sociétés de consommation du canton de Berne, demandant mon intervention auprès du gouvernement bernois, parce que celui-ci refusait la patente pour faire plaisir à certains aubergistes de l'endroit. Or, si cette situation, cette tendance existe déjà actuellement, elle existera à plus forte raison dans quelques années, car il est certain que la lutte entre les sociétés de consommation et les intérêts particuliers des petites industries, des aubergistes, des marchands de vin, devient de plus en plus aiguë, et que vous voyez nombre de citoyens se croyant lésés par les sociétés de consommation, réclamer par voie de législation des mesures coercitives à prendre contre ces sociétés. Et si vous fournissez une arme au gouvernement pour décréter de pareilles mesures, il est bien à craindre que le gouvernement se laisse aller à en user. Et vous verrez l'ensemble de la population pâtir de cet état de choses. Ce sera contraire au bien général, une pomme de discorde de plus que vous aurez jetée dans nos luttes de classe, qui sont déjà assez intenses. J'ai dit.

M. Calame-Colin: Comme membre de la commission, je ne puis laisser passer le discours de M. Brüstlein, sans protester contre ses insinuations. A l'entendre, il semblerait que la majorité de la commission se fût placée sur le terrain de la défense d'intérêts privés et qu'en émettant un préavis favorable à la révision de l'art. 32bis, dans le sens de la restriction à 10 litres, nous ayons voulu privilégier les aubergistes, au détriment des petits consommateurs. Je tiens personnellement à protester contre une telle manière d'interpréter notre pensée et à déclarer que pour ce qui me concerne, je n'ai eu en vue que la lutte contre l'alcoolisme. Notre préavis, conforme aux propositions du conseil fédéral, me paraît de nature à nous faire faire un pas en avant, bien trop timide encore, dans cette voie.

La question qui se pose est de savoir si l'art. 32bis actuel, a produit les heureux effets qu'en attendait le législateur? Le message très complet et intéressant du conseil fédéral, nous permet de nous orienter. Il en ressort le fait que si quelques cantons se sont prononcés d'une façon négative ou peu catégorique sur la révision de l'art. 32bis, la grande majorité par contre a fourni des rapports très-concluants, constatant que les effets produits sont absolument contraires au but cherché, que la vente par deux litres est dangereuse, et favorise l'alcoolisme, aussi se déclarent-ils très favorables à la révision projetée. D'aucuns auraient voulu aller plus loin encore. Je voudrais pouvoir citer plusieurs de ces rapports. Ne voulant pas allonger ce débat, je me borne à vous signaler ceux de deux cantons qui m'ont particulièrement frappé par la netteté de leurs déclarations.

Le gouvernement de Lucerne écrit, entr'autres: «Les communes de notre canton, dans leur très grande majorité, sont unanimes à reconnaître que la vente libre des boissons alcooliques non distillées, par quantités d'au moins 2 litres, fait faire à l'alcoolisme les plus grands progrès et qu'elle cause un grand préjudice aux basses classes de la population, au triple point de vue économique, hygiénique et moral. Une restriction apportée à la vente libre des boissons fermentées serait saluée de toutes parts comme une mesure d'intérêt général.»

Et le conseil d'état de Fribourg s'exprime comme suit:

«En outre, nous avons introduit dans la loi sur les auberges du 28 septembre 1888, certaines dispositions tendant à restreindre le nombre des établissements publics; mais l'accroissement du nombre des débits de vin, conséquence de la liberté accordée par l'article 32bis, nous a contraints à octroyer de nouvelles concessions pour combattre efficacement les effets déplorable de la vente libre. Le grand conseil nous a plusieurs fois invité à augmenter l'impôt sur l'exploitation de ces débits. Nous n'avons pas cru avoir les compétences nécessaires à cet effet, eu égard au texte de cet article de la constitution.

En réponse à la question 2, le conseil d'état fait voir combien fortement, grâce à la multiplication des établissements publics, la consommation des boissons alcooliques a augmenté; le mal ne fait qu'empirer d'année en année; c'est ce qui résulte des chiffres fournis par la statistique des importations de ces boissons; les débits de vin à l'empor-

ter exercent l'influence la plus nuisible sur les classes pauvres de la population, et les autorités luttent laborieusement, mais sans succès contre les conséquences funestes du régime de liberté garanti par l'art. 32bis de la constitution fédérale.»

Le conseil d'état termine son rapport en exprimant le voeu que des prescriptions soient édictées pour restreindre la liberté du commerce des boissons alcooliques non distillées. Aussi déclare-t-il non seulement adhérer à la motion Steiger et consorts, mais désire aller plus loin et réclame, à l'art. 32bis, la suppression des mots: «ni à d'autres restrictions que celles qui sont nécessaires pour protéger le consommateur contre les boissons falsifiées ou nuisibles à la santé.»

Voilà des déclarations formelles; il me paraît impossible de n'en pas tenir compte.

Si nous consultons la statistique des débits de boissons fermentées vendant par quantité de 2 litres au minimum, nous constatons dans les 6 cantons qui ont fourni des indications que l'augmentation du nombre de ces débits, a été effrayante de 1887 à 1901.

Berne, qui en 1887, en comptait 137, en a aujourd'hui 1089; Lucerne 124 en 1887, aujourd'hui 272; Zoug 42 en 1877, en 1901 112; Fribourg en 1887 25, en 1901 88; Argovie en 1887 114, en 1901 412; Zurich en 1887 336, 378 en 1901.

Il est regrettable que cette statistique n'ait pu être établie que d'une manière incomplète, mais il est évident que par analogie l'on peut estimer que l'augmentation constatée dans ces cantons est la même dans toute la Suisse. Il en résulte que s'il y a heureusement un petit recul dans la consommation de l'alcool, du schnaps proprement dit, en revanche on nous signale de toutes parts une augmentation considérable de celle des vins de qualité inférieure, artificiels, souvent frelatés, nuisibles à la santé, consommés par les gens à ressources modestes qui s'alcoolisent graduellement et sans s'en rendre compte. Je félicite le conseil fédéral d'oser franchement reconnaître que le but que se proposait l'art. 32bis non-seulement n'a pas été atteint, mais que nous sommes en présence d'une recrudescence d'alcoolisme, grâce à la vente par 2 litres. Je suis surpris de l'opposition que rencontre le projet. Si nous étions en présence d'un texte obligeant les cantons à interdire la vente de boissons fermentées par quantités inférieures à 10 litres, je comprendrais encore cette opposition; mais il s'agit au contraire de laisser aux cantons qui voudront le faire, la liberté de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables, en conformité du nouvel art. 32bis. Ceux qui ne voudront pas faire usage de ce droit, ne s'en serviront pas; mais donnons au moins à ceux qui désirent agir, le moyen de le faire efficacement.

Je suis étonné de l'attitude de notre honorable collègue M. Gschwind, qui comme représentant de la société de tempérance, loin de s'opposer à la révision projetée, devrait au contraire l'appuyer de toutes ses forces. Je reconnais que c'est un moyen bien insuffisant de favoriser la lutte contre l'alcoolisme et qu'il en faudrait d'autres bien plus énergiques; mais tout insuffisant qu'il soit, soyons heureux de l'utiliser. Je suis aussi surpris d'entendre M. Brüstlein, l'un des représentants du parti socialiste, s'opposer à des mesures proposées contre

l'alcoolisme dans notre pays. Aujourd'hui, chacun est d'accord pour reconnaître que l'alcoolisme fait chez nous d'affreux ravages, qu'il est une plaie sociale, qu'il provoque la misère, appauvrit le peuple et ruine la société. En votant le nouvel article 32bis, nous encourageons les sociétés de tempérance qui travaillent de toutes parts au milieu de nous, pour restreindre si possible la consommation des boissons fermentées, de l'absinthe et de toutes les substances qui ruinent la santé. Peut-on traiter cela de tentative réactionnaire, de défense des intérêts privés, alors qu'il s'agit au contraire de sauvegarder la liberté des cantons dans la lutte que plusieurs d'entre eux voudraient entreprendre contre l'alcoolisme? Les socialistes belges sont sans doute aussi des réactionnaires, dans l'opinion de M. Brüstlein.

Je ne veux pas insister davantage, pour démontrer que la révision que nous demandons au conseil national de voter aujourd'hui, a uniquement pour but de faire faire un pas en avant, quoique encore bien timide, à la guerre contre l'alcoolisme; nous le ferons en permettant aux cantons qui le jugeront à propos, d'interdire sur leur territoire la vente par 2 litres, en fixant la limite minimum à 10 litres.

Ce que la majorité de la commission a voulu défendre, ce ne sont pas les intérêts privés, mais l'intérêt général; elle n'a en vue que la réalisation d'un but moral et la prospérité de notre chère patrie.

v. Steiger: Es war nicht meine Absicht, das Wort noch einmal zu ergreifen, allein das Votum des Herrn Brüstlein nötigt mich dazu. Zunächst möchte ich dagegen protestieren, dass die Regierung des Kantons Bern die bezüglichen Schritte zur Revision des Art. 32 nur einigen Wirten zu Gefallen getan habe; es ist das eine Verleumdung unserer Behörde. Der gesamte Grosse Rat hat einstimmig die Regierung beauftragt, aus eigener Initiative sich in diesem Sinne zu verwenden, und Sie werden doch nicht glauben, dass der ganze Grosse Rat des Kantons Bern mit über 200 Mitgliedern am Gängelbände von einigen Wirten marschiere. Diese Tatsache beweist schon die Leichtfertigkeit der Behauptung von Herrn Dr. Brüstlein. Im übrigen ist es keine Schande, wenn man den ehrlichen und gut denkenden Wirstand auch einigermaßen in seiner Existenz zu schützen sucht. Von wem wird man gut bedient? Wer sucht nicht auf alle mögliche Weise das Volk zu Belustigungen heranzuziehen? Das sind die soliden Wirte; das sind diejenigen, die noch eine anständige Wirtschaft führen, und wenn wir ihnen die Schmutzkonkurrenz etwas abnehmen, so, glaube ich, sorgen wir besser für das Volkwohl, als wenn wir gestatten, dass die guten Wirte sozusagen genötigt werden, ihr Geschäft aufzugeben, weil sie sich nicht mit solchen Dingen abgeben mögen, wie es andere tun. Ein guter, ein ehrbarer, ein von sittlichen Grundsätzen geleiteter Wirt ist eine sehr wohlthätige Persönlichkeit in einem Orte. Aber diejenigen Existenzen, welche als letzte Zuflucht in ihrem Leben sich noch an den Halm einer

Wirtschaft oder einer Zweiliterwirtschaft hängen, das sind nicht die Existenzen, welche einen guten Einfluss auf die Bevölkerung ausüben.

Noch eine Berichtigung. Herr Dr. Brüstlein hat es bestritten, dass die Berner Regierung den Konsumvereinen anstandslos Kleinverkaufs-Patente erteile. Ich muss meine Behauptung festhalten. Grundsätzlich wird kein Konsumverein mit einem dahingehenden Begehren abgewiesen; aber eine Ablehnung kann vorkommen. Wenn ein Konsumverein irgendwo, wo sich rechts und links Verkaufsstellen befinden, sich auch hineindrängen will, wie diese Konsumvereine ja überhaupt alle Privatverkäufer, alle Kleinverkäufer, den ganzen Kleinkrämerstand zu unterdrücken suchen, so sagen wir: Nein, in diesem Quartier geben wir das Patent nicht; verlangt es an einem andern Orte! Oder wenn ein Konsumverein, der bereits seine 12 bis 15 Niederlagen hat und für alle ein Patent besitzt, mit Gewalt noch ein 16. Patent haben will, wo absolut kein Bedürfnis vorliegt, da handeln wir schon im Sinne der gegenwärtigen Bundesverfassung, wenn wir sagen: Nein, ein solches Ueberwuchern dieser Stellen bedürfen wir nicht. Das der Sinn, in welchem diese Sache gehandhabt wird.

Gschwind: Nur einige wenige Bemerkungen: Es ist dagegen protestiert worden, als hätte ich die Freunde der Motion beschuldigt, sie stehen auf dem Boden der Sonderinteressen. Es ist weder mir noch Herrn Dr. Brüstlein eingefallen, diesen Vorwurf zu erheben. Ich glaube, ich bin jedenfalls frei von dem Vorwurf der Beschuldigung, als vertrete Herr Dr. Ming Sonderinteressen, sondern ich habe ausdrücklich gesagt, dass der erste Ursprung in den Sonderinteressen der Wirtvereine liege, und dies halte ich natürlich nach wie vor aufrecht.

Ich bin vollständig mit Herrn von Steiger einverstanden, dass wir die rechtschaffenen Wirte sogar notwendig haben, und ich bin der letzte, der ihnen das Leben sauer machen will. Aber mit der Abschaffung des Doppelliters verbessern wir den Wirstand nicht, sondern da müssen wir dafür sorgen, dass die Bedürfnisfrage beseitigt wird; denn mit der Bedürfnisfrage hat man den Wirstand proletarisiert. Es gibt wenig Wirte mehr, die ihren Beruf ihr ganzes Leben treiben, sondern es sind zum grossen Teil schlimmste Existenzen, namentlich in den Städten, die in letzter Linie noch zum Beruf eines Wirtes greifen und die Wirtschaft von drei zu drei Monaten wechseln. Fragen Sie die Regierungen von Zürich und Basel an, was für Schwierigkeiten sie in dieser Beziehung haben!

Ich möchte nur noch Herrn von Steiger gegenüber betonen, dass er ausdrücklich erklärt hat, es werde selbstverständlich niemals die Absicht sein, den Verkauf von alkoholischen Getränken in den Konsumgenossenschaften zu verbieten, und soeben hat er zugestanden, es komme vor, dass die Regierung von Bern einem Konsumverein das Kleinpatent verweigere, weil schon andere Patente gegeben worden seien. Das ist ja die Bedürfnisfrage vollständig so, wie sie im Buche steht, ausgeübt. Das

ist ja eben das Schlimme dabei, dass man bei den Kleinverkaufspatenten das Bedürfnisprinzip hineinzwängt.

Herr von Steiger hat sich dann eine kleine Uebertreibung erlaubt; er hat gesagt: es geht nicht gegen die Städte, nicht gegen die industriellen Ortschaften, sondern gegen das Land. Auf dem Lande draussen, seien in allen Bauernhäusern Zweiliter-Wirtschaften, die an ihre Nachbarn Wein abgeben, trotzdem der Nachbar nach seiner Behauptung ebenfalls eine Zweiliter-Wirtschaft hat. Das ist also jedenfalls eine riesige Uebertreibung.

Herr Vigier hat gefunden, ich hätte zu wenig von der moralischen Einwirkung gesprochen. Ich habe das aber nicht nötig gehabt; denn die beiden andern Herren Referenten haben das zur Genüge getan. Ich habe mich darauf beschränkt, zu sagen, dass in moralischer Beziehung die Aufhebung des Art. 32bis die gegenteilige Wirkung habe, als man erwarte, ferner dass die Vorlage des Bundesrates den Schnaps wieder ins Land hineinbringen werde, nachdem die in den Jahren 1885 bis 1887 erlassenen Ausnahme-Massregeln den Schnaps zum Lande herausgebracht haben. Ich glaube, das ist in moralischer Beziehung jedenfalls ziemlich wichtig. Ich gebe zu, dass es Leute geben kann, die glauben, dass die Aufhebung Vorteile bringe; aber es ist doch gewiss nicht der Mühe wert, dieser kleinen Vorteile wegen eine Verfassungs-Revision vorzunehmen. Halten wir das Pulver trocken und sorgen wir dafür, dass das Alkohol-Monopol weiter ausgebaut und entwickelt wird, wie es s. Z. die Schöpfer dieses Monopols in Aussicht gestellt haben. Dann werden wir den Alkoholismus bekämpfen, aber nicht auf diese Art, wie sie uns vom Bundesrate und von Herrn von Steiger und Konsorten vorgeschlagen wird.

Präsident: Das Wort ist nicht weiter verlangt. Die Diskussion ist geschlossen.

M. Soguel: Je demande la parole!

Rufe: Schluss!

Präsident: Ich werde Herrn Soguel noch das Wort erteilen, bitte ihn aber, den Rat nicht lange

aufzuhalten, damit wir dieses Geschäft heute noch erledigen können.

M. Soguel: La recommandation de M. le président n'était pas nécessaire; je n'ai que deux mots à dire. M. Brüstlein m'oblige à intervenir dans cette discussion, mais je pourrai le faire brièvement. M. Brüstlein a parlé du préavis du gouvernement neuchâtelais donné il y a quelques années, en disant que ce gouvernement avait fait volte-face. Je ne sais pas sur quoi se fonde M. Brüstlein pour faire cette déclaration, car je sais à coup sûr que le gouvernement neuchâtelais ne l'a pas chargé de parler en son nom. (Rires)

Le gouvernement neuchâtelais avait présenté un préavis négatif parce que dans le canton de Neuchâtel il n'y a pas de patente d'auberge, et le gouvernement ne voulait pas en favoriser l'introduction. Tel est l'un des motifs qui ont dicté le préavis négatif du gouvernement neuchâtelais. Aujourd'hui peut-être le préavis serait-il différent, les circonstances ayant changé ensuite de la situation financière cantonale. Mais il y avait un autre motif, et c'est principalement pour le relever que j'ai pris la parole. Le conseil d'état pensait qu'en facilitant au peuple l'achat de boissons fermentées et non distillées, ce serait le moyen de combattre l'alcoolisme dans une de ses formes les plus fréquentes, soit dans l'usage immodéré de boissons distillées. C'était l'opinion d'alors. Je crois qu'aujourd'hui on en est revenu, tout particulièrement dans le canton de Neuchâtel où l'abstinence a fait de grandes progrès; on pense que le meilleur moyen de lutte, c'est de combattre l'alcoolisme non pas seulement par la diminution de la consommation des boissons distillées, mais aussi par la diminution de la consommation des boissons fermentées. Il est possible que si le gouvernement neuchâtelais avait à reprendre son préavis aujourd'hui, il se rangerait à la revision constitutionnelle proposée. Mais enfin jusqu'à ce moment, cette révision n'a pas été votée et je crois que M. Brüstlein n'était pas autorisé à parler ici de l'attitude du gouvernement neuchâtelais.

Abstimmung. — Votation.

Mit 99 gegen 24 Stimmen siegt der Antrag der Kommissionsmehrheit.

(Par 99 voix contre 24, la proposition de la majorité de la commission l'emporte sur celle de la minorité.)

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Revision des Artikels 32bis der Bundesverfassung. BB vom 13. Juni 1903 (verworfen)

Révision de l'article 32bis de la Constitution fédérale. AF du 13 juin 1903 (rejeté)

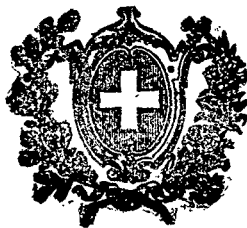
In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1903
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1903_003
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1903 - 08:30
Date	
Data	
Seite	61-86
Page	
Pagina	
Ref. No	20 027 201

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Amtliches
stenographisches Bulletin



BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL

der
schweizerischen Bundesversammlung

N^o 27

DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 2. — für die Schweiz, Fr. 4. — für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse fr. 2. —, Union postale fr. 4. —. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Revision des Art. 32^{bis} der Bundesverfassung.

Beschluss des Nationalrates.
19. März 1903.

Bundesbeschluss

betreffend

Änderung des Art. 32^{bis} der Bundes-
verfassung.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates
vom 15. März 1901,

beschliesst:

I. Der Schlusssatz des Alinea 2 des Art. 32^{bis}
der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält fol-
genden Wortlaut:

«Jedoch bleiben hierbei in betreff des Betriebes
von Wirtschaften und des Kleinverkaufs von Quan-
titäten unter 10 Litern die den Kantonen nach
Art. 31 zustehenden Kompetenzen vorbehalten.»

II. Diese Verfassungsänderung ist der Abstimmung
des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

III. Der Bundesrat ist mit der Vollziehung dieses
Beschlusses beauftragt.

Anträge der Kommission des Ständerates.
11. Juni 1903.

Mehrheit.

(HH. Isler, Bigler, de Chastonay, Dähler, Python.)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Minderheit.

(HH. Müller und Scherrer.)

Nichteintreten.

Revision de l'article 32^{bis} de la constitution fédérale.

Décision du conseil national.
19 mars 1903.

Arrêté fédéral

portant
modification de l'article 32^{bis} de la constitution
fédérale.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,
vu le message du conseil fédéral du 15 mars 1901,

arrête:

I. L'art. 32^{bis} de la constitution fédérale du
29 mai 1874 est modifié, dans son alinéa 2, ainsi
qu'il suit:

«Restent toutefois réservées, en ce qui concerne
l'exploitation des auberges et la vente au détail de
quantités inférieures à dix litres, les compétences
attribuées aux cantons par l'art. 31.»

II. Le présent arrêté sera soumis au vote du
peuple et des cantons.

III. Le conseil fédéral est chargé de prendre à
cet effet les mesures nécessaires.

Propositions de la commission du conseil des états.
11 juin 1903.

Majorité.

(MM. Isler, Bigler, de Chastonay, Dähler et Python.)

Adhésion.

Minorité.

(MM. Müller et Scherrer.)

Non-entrée en matière.

Ständerat. — Conseil des états.

Sitzung vom 12. Juni 1903, vormittags 8 Uhr. — Séance du 12 juin 1903, à 8 heures du matin.

Vorsitz: }
Présidence: } Herr Hoffmann.

Tagesordnung: — *Ordre du jour:*

Revision des Art. 32^{bis} der Bundesverfassung.

Revision de l'article 32^{bis} de la constitution fédérale.

Eintretensfrage. — *Entrée en matière.*

Isler, Berichterstatter der Kommissionsmehrheit:
Der vorliegende Bundesbeschluss, der eine Ab-
änderung des Alkoholartikels der Bundesverfassung
bezweckt, beschlägt ein so altes und bekanntes
Thema, dass ich nicht erst nötig habe, Ihnen eine
Einleitung zu geben. Ich werde im Gegenteil Sie
sofort mitten in den Gegenstand hineinführen können.

Der Zweck der Verfassungsänderung ist der, den
privaten Kleinverkauf von nichtgebrannten Getränken,
also hauptsächlich von Wein, Most und Bier, der bis
dahin nur als eigentlicher Detailverkauf bis zu 2
Litern der kantonalen Wirtschaftsgesetzgebung unter-
stellt werden konnte, in Zukunft in denjenigen
Kantonen, die davon Gebrauch machen wollen, bis

zu dem Masse von 10 Litern den kantonalen Wirtschaftsgesetzen zu unterstellen. Es handelt sich natürlich um eine Fiskalmassregel. Man will diese Getränke höher besteuern. Man will ihren Verkauf an ungefähr dieselben Voraussetzungen knüpfen, an die man den Ausschank der Getränke in den Wirtschaften knüpft. Diese Fiskalmassregel bezweckt aber durchaus nicht die Schaffung neuer Einnahmen, sondern sie hat einen sittlichen Zweck. Sie will die Trunksucht und speziell die Trunksucht, die mit den privaten Verkaufsstellen in Verbindung steht, vermindern. Nun ist die Unterdrückung menschlicher Leidenschaften durch Steuern u. dergl. immer etwas problematisches. Es handelt sich um einen Versuch, um die Anwendung eines Heilmittels, an das man glaubt, von dem man wohlthätige Wirkungen erhofft, die man aber noch nicht kennt und die sich erst bewähren müssen. Diesem problematischen Charakter der vorgeschlagenen Massregel ist es auch zuzuschreiben, dass man sich nur zögernd an die Sache gemacht hat. Die Motion, die zu dem vorliegenden Bundesbeschluss führte, ist schon im Jahre 1895 in den Räten angenommen worden. Erst jetzt, nach 8 Jahren, soll sie in die Verfassung übergeführt werden. Der Bundesrat hat sich also lange Zeit genommen. Mit dem problematischen Charakter der Massregel hängt es auch zusammen, dass bei der Enquête, welche der Bundesrat vornahm, kein einheitliches, geschlossenes Material herauskam. Die Berichte der Kantone sind sehr verschieden, und die Kantonsregierungen sind durchaus nicht alle darin einig, die Massregel zu empfehlen. Im Gegenteil waren es anfänglich nur wenige Kantonsregierungen, darunter allerdings die Regierungen grosser Kantone, welche der vorgeschlagenen Massregel zustimmten. Mit dem problematischen Charakter der Massregel hängt es endlich zusammen, dass die Kommission heute nicht mit einem geschlossenen Antrag vor Sie tritt, sondern dass sie sich, wie seinerzeit die Kommission des Nationalrates, in eine Mehrheit und Minderheit teilt.

Auf der andern Seite ist jedoch zu konstatieren, dass dieses Schwanken und diese Unentschlossenheit mehr und mehr abgenommen hat. Als die Bewegung für den Zehnliter anfang, zählte sie noch lange nicht so viel Anhänger wie heute. Das trifft speziell für die Kantone zu. Ich habe schon gesagt, dass sich anfänglich nur wenige Kantone, Bern, Freiburg, Solothurn und Luzern, für die Massregel ausgesprochen haben, während sich die andern Kantone unentschieden oder zum grössten Teil ablehnend verhielten. Das ist im Laufe der Jahre anders geworden. Der Bundesrat konnte in seiner Botschaft, die auch nicht mehr ganz neu ist — sie datiert vom Frühjahr 1901 — bereits darauf hinweisen, dass einzelne Kantone, die sich zuerst ganz ablehnend verhalten hatten, zu den Anhängern der Massregel übergetreten seien, so z. B. die Kantone Zürich und Thurgau. Der Bundesrat konnte ferner darauf verweisen, dass die Bevölkerung derjenigen Kantone, welche für die Massregel sind, etwa $\frac{2}{3}$ und diejenige der Kantone, welche dagegen sind, nur $\frac{1}{3}$ der Bevölkerung der Schweiz ausmacht. Anfänglich war es nicht so. Noch schlagender zeigt sich die Tatsache, dass die Massregel mehr und mehr Anhänger gewonnen hat, in den Vorgängen im Nationalrat. Ich meine damit weniger die Voten,

die im Nationalrat zu gunsten der Massregel gefallen sind, bei denen ich das Gefühl habe, dass dabei übertrieben worden ist, sondern die Abstimmungen. Obschon sich die Minderheit der Kommission lebhaft für die Ablehnung des Bundesbeschlusses wehrte, hat der Nationalrat doch mit $\frac{2}{3}$ der Stimmen den Bundesbeschluss angenommen. Das wäre meines Erachtens vor 2 Jahren noch nicht möglich gewesen. Da würde das Abstimmungsergebnis ein anderes gewesen sein. Man kann das nur der immer wachsenden Zahl der Anhänger der vorgeschlagenen Massregel zuschreiben, sowie der immer sich mehrenden Ueberzeugung in unserm Lande, dass es da wirklich Uebelstände zu bekämpfen gibt und dass das nächstliegende, ich will nicht sagen das einzige Mittel, in der vom Bundesrat vorgeschlagenen Verfassungsänderung, in der Erhöhung des Begriffs des Kleinverkaufs von 2 auf 10 Liter liegt.

Wir wollen zunächst die Uebelstände ins Auge fassen, über die man klagen muss, um sodann das Heilmittel zu betrachten. Ein erster Uebelstand ist der, dass sich die Zahl der privaten Verkaufsstellen von Jahr zu Jahr in einem Verhältnis vermehrt, das nicht als ein gesundes betrachtet werden kann. Natürlich ist die Erscheinung nicht in der ganzen Schweiz die gleiche. Es gibt Kantone, wo diese Vermehrung früher gekommen ist als in andern. Aber diese unnatürliche, ungesunde Vermehrung ist in grossen Gegenden der Schweiz vorhanden. Es ist zu bedauern, dass die Botschaft des Bundesrates darüber nicht vollständiger berichtet, als es der Fall ist. Freilich ist daran nicht der Bundesrat schuld, sondern die Kantone. Eine Reihe von Kantonen haben ihm das nötige Material nicht geliefert. Vielleicht zum Teil deshalb, weil sie es nicht liefern konnten, da sie sich mit der Statistik dieser Verhältnisse zu wenig befassen. Aber ich glaube doch, der eine oder andere Kanton hätte da noch Aufschluss geben können, wenn er gewollt hätte. Die Sache wäre wichtig genug gewesen. Aber schon das Bild, das uns der Bundesrat gibt, ist ein trübes und bedenkliches. Sie finden auf Seite 40/41 der Botschaft eine Tabelle, die eine Zusammenstellung der Verkaufsstellen nicht gebrannter geistiger Getränke in Massen von 2 und mehr Litern enthält. Ich meine nicht die Zusammenstellung, die die privaten Verkaufsstellen bis auf 2 Liter, also die eigentlichen Detaillisten betrifft, die von den Kantonen bereits jetzt unter diejenige Gesetzgebung gestellt werden können, der wir das Tor öffnen wollen, sondern die Zusammenstellung der Verkaufsstellen von 2 Litern an aufwärts. Diese Zusammenstellung umfasst die Jahre 1887—1897. Sie geht also lange nicht bis auf die Jetztzeit hinauf, sondern umfasst bloss die 10 Jahre, die mit dem Moment beginnen, da man durch den Alkoholartikel die privaten Verkaufsstellen der Wirtschaftspolizei entzogen und frei erklärt, wo man gesagt hat, dass wir dem kleinen Mann ermöglichen müssen, seinen Wein bei diesen Verkaufsstellen, also beim Krämer statt beim Wirt zu holen. Aus dieser Zusammenstellung geht hervor, dass der Kanton Bern im Jahre 1887 137 solcher Verkaufsstellen, im Jahre 1897 aber 1089 gehabt hat. Luzern erst 124, dann 272, Zug erst 42, dann 112, Freiburg erst 25, dann 88, Aargau erst 114, dann 412, Zürich erst 336, dann 370, und

die Zahl der Verkaufsstellen wird gegenwärtig wohl noch viel höher sein als im Jahre 1897.

Es mag an dieser Stelle gleich auf einen Einwand geantwortet werden, welcher den Kanton Bern betrifft, der zweifellos die grösste Vermehrung zeigt. Dieser Einwand ist schon in der Kommission erhoben worden und wird zweifellos auch heute wieder im Rate erhoben werden. Man hat gesagt, der Kanton Bern sei selbst schuld, dass er so viele private Verkaufsstellen habe. Der Kanton verfolge für den Detailverkauf bis auf 2 Liter, der jetzt schon der kantonalen Wirtschaftspolizei unterworfen werden kann, das Verfahren, dass er mit der Patentierung möglichst zurückhalte. Der Kanton verlange ein Gutachten, ob einem bezüglichen Gesuch entsprochen werden solle, und dieses Gutachten sei von dem Gemeinderat oder Gemeindeammann abzugeben. Der letztere pflege in der Regel auch Wirt zu sein und halte deshalb zurück. So komme es, dass man so wenig patentierte Kleinverkaufsstellen bis auf 2 Liter im Kanton Bern besitze, und die natürliche Folge sei die, dass es dann um so viel mehr Kleinverkaufsstellen über 2 Liter gebe. Ich kann natürlich nicht untersuchen, was an der Kritik der Patentierung wahr ist. Menschliches pflegt ja vorzukommen, und es pflegt gerne vorzukommen, wo man im Wirtschaftswesen auf das Bedürfnis abstellt. Aber ich kann dem gezogenen Schluss aus einer rein empirischen Betrachtung nicht zustimmen. Ich schaue auf andere Kantone. Nehmen wir z. B. meinen Heimatkanton. Der Kanton Aargau erteilt überhaupt keine Kleinpatente. Er lässt den Verkauf von Wein, Most und Bier in Kramläden bis zu 2 Liter überhaupt nicht zu. Er gestattet diesen Verkauf nur den eigentlichen Wirten. Im gleichen Falle sind eine Reihe anderer Kantone, die den Kramläden nicht nur, wie man es dem Kanton Bern vorwirft, den Verkauf von Getränken unter 2 Liter erschweren, sondern überhaupt kein Patent dafür erteilen, die nur einen Kleinverkauf, d. h. nur den Kleinverkauf in den Wirtschaften, die natürlich auch das Recht haben, über die Gasse auszuschenken, kennen. Und nun das Resultat davon? Der Kanton Aargau ist derjenige Kanton, der, ich möchte sagen am lebhaftesten und mit grossem Geschick gegen die Verfassungsnovelle Stellung genommen hat und mit Gründen kommt, aus denen man unschwer schliessen muss, dass die Uebelstände im Kanton Aargau jedenfalls lange nicht so gross sind, wie im Kanton Bern. Andererseits ruft der Kanton Solothurn, der, wie der Kanton Aargau, für den Verkauf von unter 2 Litern auch nur die Wirte kennt, sehr laut nach der Reform. Er ist sogar so eifrig — Sie werden überrascht sein, das zu hören — dass er die 10 Liter noch viel zu niedrig findet und bis auf 40 Liter gehen möchte. Sie sehen da also ganz verschiedene Stimmungen, und das zeigt Ihnen auf empirischem Wege, dass das Uebel nicht davon abhängig ist, ob der eine Kanton in Bezug auf die ganz kleinen Detaillisten so oder anders verfährt. Das Uebel liegt anderswo. Wir bekommen nach und nach überall eine zu grosse Vermehrung der Kleinverkaufsstellen von über 2 Liter, so dass auch die Kantone, wo die Vermehrung erst beginnt, anfangen, das Begehren nach einer Depression zu verstehen und sich wenigstens nicht oppositionell zu verhalten.

Der zweite Uebelstand ist der, dass diese privaten Verkaufsstellen sich nicht ordentlich kontrollieren lassen. Hier ist vorab eines festzustellen. Nach dem Verfassungsartikel, den wir jetzt ändern wollen, ist in Bezug auf diese Verkaufsstellen eine Kontrolle gestattet, ja derselben eigentlich gerufen. Ich meine die sanitärische Kontrolle, das Ueberwachen des dem Publikum verabreichten Stoffes, die Prüfung der Getränke auf ihre Gesundheit, auf ihre Echtheit, u. s. w. Dagegen ist den Kantonen nicht gestattet, die Zahl der Verkaufsstellen nach dem vorhandenen Bedürfnis zu bemessen, die Personen, welche den Ausschank in diesen Verkaufsstellen besorgen, in Bezug auf ihre Qualifikation zu prüfen und speziell in moralischer Beziehung eine Sichtung vorzunehmen, und endlich eine Kontrolle zu üben in Bezug auf die Leute, welche hingehen und sich da Wein, Bier oder Most holen. Diese Kontrolle wird hier etwas näher zu besprechen sein.

Ich habe gesagt, dass die sanitärische Kontrolle in Bezug auf die Qualität der Getränke, freilich nicht in Bezug auf die Lokale, jetzt schon möglich sei; aber es muss doch zugegeben werden, was auch von seiten einzelner Kantonsregierungen hervorgehoben wird, dass sich diese Kontrolle nur schwer durchführen lässt und dass dieser Umstand wiederum ein Motiv bilden muss, nicht für die Vermehrung, sondern womöglich für die Verminderung dieser Verkaufsgelegenheiten zu sorgen. Diese Kontrolle lässt sich schwer durchführen, weil die betr. Verkaufsstellen an Orte hinverlegt werden, wo die Kontrolle überhaupt sehr schwierig wird, in einsame Häuser, wo es sehr schwer wird, die Verkaufsstellen herauszufinden und, wenn man sie herausgefunden hat, sie regelmässig zu überwachen. Im weitern wird die Sache dadurch erschwert, dass die Händler, wenn der Kontrolleur sich einstellt, sehr oft nur ganz kleine Vorräte vorweisen, die natürlich dann nichts zu wünschen übrig lassen, die aber sehr bald aufgebraucht und hierauf durch unkontrollierte ersetzt werden. In dieser Beziehung ist man bei den Wirten anders daran.

Die Kontrolle, die uns jetzt fehlt, ist im weitern die eigentliche Wirtschaftspolizei, welche gestattet, Einhalt zu gebieten, wenn die Zahl der Verkaufsstellen gross genug und kein Bedürfnis nach neuen vorhanden ist, und sodann die Kontrolle in Bezug auf die Tüchtigkeit und Rechtschaffenheit der Verkaufsstelleninhaber. Ich denke, auch dagegen wird niemand etwas einzuwenden haben, dass das geschehe. Man wird zugeben, dass es ein Nutzen ist, wenn diese Art Kontrolle stattfindet.

Das wichtigste aber ist eine Art Kontrolle der Leute, welche den Wein holen. Ich meine natürlich nicht eine Ueberwachung in dem Sinne, dass man Kontrolllisten führe, sondern in dem Sinne, dass die Leute, welche Wein holen, das Gefühl haben, dass sie bemerkt werden, dass sie ihre Getränke an einer öffentlichen Stelle holen, dass nicht nur sie selber, sondern dass auch ihre Nachbarn, die Leute im Dorfe es wissen, wenn es im Uebermass geschieht. Das ist ein moralischer Druck, der unbedingt segensreich wirkt. Man hat allerdings bei der Einführung des Alkoholmonopols den entgegengesetzten Standpunkt eingenommen. Es geht ja so in solchen Dingen. Man fällt gerne von einem Extrem ins andere. Es ist eigentlich mit der ganzen

Gewerbefreiheit so gegangen. Man hat bei der Einführung des Alkoholmonopols gesagt, die Leute müssen aus dem Wirtshaus hinaus. Man müsse ihnen einerseits ermöglichen, billige Getränke zu bekommen, auf denen der Wirt keinen Gewinn machen könne, und andererseits müsse man ihnen dazu verhelfen, dass sie den Wein zu Hause trinken können. Der Gedanke ist schön. Er hat uns seinerzeit alle bestochen. Aber wir sind doch etwas entnüchert worden. Wir sagen jetzt: Es liegt Gutes darin, aber es liegt auch Schlimmes darin, und das Schlimme hat bereits das Gute überwuchert. Wenn der Familienvater weiss, dass er beobachtet wird, wenn er sich Ausschreitungen hingibt, so wird das bei einzelnen Individuen, bei hartgesottenen Sündern, nichts nützen; aber bei denjenigen, die erst auf der schiefen Bahn angelangt sind und noch moralischen Halt in sich verspüren, wird es wirken. Auf der andern Seite, wenn man den Familien ermöglicht, ohne irgendwelche Schwierigkeiten und ohne dass es die andern Leute vernehmen, jederzeit sehr billige Getränke ins Haus zu schaffen, auf den Tisch zu stellen und davon zu trinken, solange sie Lust haben, ist die Gefahr, die Versuchung, zu viel zu trinken, gewiss ausserordentlich gross. Dazu kommt noch die Gefahr für Frau und Kinder. Man sagt nicht mit Unrecht, dass früher, wenn die Leidenschaft da war, wenigstens nur der Mann ihr Opfer zu werden pflegte, dass im Wirtshaus nur er sich betrank, und dass er zu Hause wieder in eine Luft hineinkam, die heilend auf ihn wirkte, währenddem jetzt der Vater von der Arbeit nüchtern nach Hause kommen kann und ihm dort die Versuchung entgegentritt. Wenn dann noch die Frau, die der gute Engel des Hauses sein sollte, der Trunksucht sich hingibt und heimlich, ohne dass der Mann es weiss, Getränke holen lässt, was soll dann aus der Familie werden? An diese Verhältnisse muss man denken. Sie sind da, und sie werden um so gefährlicher und schlimmer, je mehr die Zahl der privaten Verkaufsstellen zunimmt. Es handelt sich da um ein Kausalverhältnis, keinen Zufall; je häufiger und leichter die Gelegenheit, um so eher und um so schwerer der Fall. Und helfen wir nicht dort, so nimmt das Uebel hier immer zu.

Wie will man diese Uebelstände unterdrücken? Man ist, wie ich schon anfangs gesagt habe, auf Versuche angewiesen. Es gibt kein Mittel, von dem man sagen könnte, dass es unbedingt wirke. Es gibt nur Mittel, von denen man die Wirkung erhofft, und die sich durch den Versuch bewähren müssen. Es werden verschiedene Mittel vorgeschlagen, nicht nur eines.

Wir wollen uns zunächst mit dem Mittel befassen, welches der Bundesrat vorschlägt, d. h. mit der Ausdehnung des Fiskalrechtes der Kantone gegenüber den kleinen Verkaufsstellen von 2 bis auf 10 Liter. Man will einerseits dadurch helfen, dass man die unbeschränkte Vermehrung der Verkaufsstellen verhindert und sie sogar zurückzudrängen unternimmt. Das geschieht dadurch, dass man die Frage des Bedürfnisses ins Auge fasst. Andererseits will man eine bessere Kontrolle in Bezug auf die Person des Ausschankenden einführen. Man will nicht jedem beliebigen Krämer das Recht zu diesem Ausschank ohne Wirtschaftspatent geben. Man wird damit auch die Möglichkeit erhalten, besser auf die

Getränke zu sehen. Endlich wird man auch die Leute, die Getränke holen, besser überwachen können. Man wird ihnen das Gefühl beibringen, dass es auskommt, wenn sie Exzesse begehen. Man will die Verminderung der Verkaufsstellen schliesslich auch durch das wirksamste Mittel herbeiführen, d. i. die Verteuerung des Getränkes. Man darf sich davor nicht bekreuzen. Die Verteuerung des Getränkes ist eigentlich die Grundlage unserer ganzen Alkoholgesetzgebung. Man hat dieselbe in einem sehr starken Masse, aber dafür auch mit grossem, segensreichem Erfolge beim Branntwein, dem schlimmsten Trunksuchtmittel durchgeführt. Man will nun dieses Mittel bei den billigen Getränken, natürlich nur in einem kleinern Masse, einführen. Man hat das im Jahre 1885 bei der Einführung des Alkoholmonopols allerdings als eine Ketzerei betrachtet. Es hiess damals im Gegenteil: Wir beseitigen das Ohmgeld, um den Wein zu verbilligen. Es liesse sich fragen, ob wir dies heute wieder tun würden, weil nicht der Konsument, sondern andere Leute das Ohmgeld trugen. Doch das ist nun vorbei. Man hat damals erklärt, das Ohmgeld müsse weg, jede Besteuerung dieser Getränke müsse aufhören, sie müssen recht billig werden, damit sie den Branntwein verdrängen. Zweifellos hat dieses Moment mitgeholfen, die ungesunden Zustände von damals zu sanieren, aber es hat darüber hinaus gewirkt; die Uebelstände, die man dort beklagt hat, haben sich heute auf dem Gebiete der sog. unschuldigen Getränke einzustellen begonnen, weil sie im Uebermass genossen werden. In den Wirtschaften zahlt der Konsument auch Steuern auf den billigen Getränken. Früher wusste man nichts anderes. Wenn ein Genussmittel, das ja gewiss billig sein soll, damit es grossen Kreisen zugänglich ist, anfängt, grossen Kreisen zum Nachteil zu gereichen, so soll sich der Gesetzgeber und es sollen sich die Leute, die es mit dem Volke gut meinen, nicht besinnen, wenn es möglich ist, durch etwelche Verteuerung Besserung zu schaffen. Was die Leute da mehr zahlen müssen, das gereicht ihnen schliesslich nicht zum Schaden, sondern zum Segen.

Das sind die Gründe, die für die vom Bundesrat vorgeschlagene Revision des Art. 32bis der Bundesverfassung sprechen. Ich will nun auch noch etwas von den Gründen dagegen sagen, da wir auch die Minderheit hören werden und ich, wenn möglich, nur einmal sprechen möchte. Es werden auch Gründe gegen die vorgeschlagene Massregel geltend gemacht werden können, weil diese Massregel zweifellos in einem Interessenknäuel drin steht und nicht in einem idealen Gewande vor Sie tritt, das man ihr gerne gönnen möchte, in dem aber fiskalische Massregeln eben nie erscheinen.

Es wird geltend gemacht, dass hinter dem Ganzen eigentlich eine Spekulation der Wirte stehe. Gewiss sind die Wirte hier nicht ganz uneigennützig. Es ist klar, dass, wenn wir den Kantonen gestatten, die privaten Verkaufsstellen ungefähr so zu behandeln, wie sie die Wirte behandeln, dies eine starke präventive Schranke für die privaten Verkaufsstellen bedeutet und die Leute wieder mehr ins Wirtshaus geführt werden. Man muss sich deshalb nicht verwundern, dass die Wirte in hellen Scharen sich für die Verfassungsänderung ausgesprochen haben. Dieses Interesse kann aber für uns nicht massgebend sein. Aber wer gerecht sein will, muss auch in die

sem Eifer der Wirte, in dieser Opposition derselben gegen den bestehenden Zustand ein Körnlein Wahrheit und Berechtigung finden. Die Wirte sagen: Uns zwingt man mit allen möglichen Kontrollen und Steuern, reale Getränke zu liefern, und unsere Nachbarn, die Krämer ringsherum, können darauflos verkaufen, ohne Abgaben zahlen zu müssen. Das ist zweierlei Recht und ist durch das, was die Verhältnisse wirklich verlangen, nicht gerechtfertigt. Es liegt darin eine grosse Ungleichheit, die man nur rechtfertigen könnte, wenn auf der andern Seite der Nutzen und Segen der jetzigen Einrichtung ausser Zweifel stünde, während man im Gegenteil sagen muss, dass die jetzige Einrichtung einen Schaden bedeutet.

Das zweite treibende Motiv, das vielleicht in der romanischen Schweiz eine fast ausschlaggebende Rolle spielen dürfte, ist der Hass gegen die billigen fremden Weine, die massenhaft aus Spanien und Italien eingeführt werden und mit denen die einheimischen Weine nicht konkurrieren können. Diese billigen fremden Weine werden vorzugsweise in den privaten Verkaufsstellen ausgwirtet. Es ist klar, dass darob Unmut und eine geradezu feindselige Stimmung entsteht und dass den Weinbauern und Interessierten schliesslich jedes Mittel dient, von dem sie glauben, dass es gegen diese verderbliche Konkurrenz der fremden Weine eine Repression ausübe. Auch diese Interessen dürfen uns nicht leiten. Aber auch hier wieder muss man anerkennen, dass ein grosses Stück Wahrheit und Berechtigung in dieser Leidenschaft steckt. Man muss nur bedenken, wie es da zugeht. Man führt spanische oder italienische Weine von sehr starkem Alkoholgehalt ein, je nach den Jahren zu Preisen, über deren Billigkeit man fast erschrickt. Diese Weine können dann wegen ihres starken Alkoholgehaltes in den Verkaufsstellen mit Wasser verdünnt, und es können zu den ungebrannten Getränken auch noch die ungebrannten Wasser gegossen werden, von denen, wie es scheint, im Bericht der Regierung des Kantons Thurgau die Rede ist. Auf diese Weise erhält man natürlich das doppelte Quantum, und der Hektoliter für den Verkauf kommt so, wenn es gut geht, auf einige Franken. Mit diesem Wein soll nun noch der einheimische Wein, von dem wir überzeugt sind, dass er uns besser tut als der fremde Wein, konkurrieren! Man darf sich wahrhaftig nicht verwundern, wenn die Opposition immer grösser und lauter wird. Als kürzlich der Zolltarif in den Räten in Beratung stand und nachher vor dem Volke verteidigt werden musste, da haben wir Freunde des Tarifes — und ich glaube, in diesem Punkte waren eigentlich auch die Gegner des Zolltarifs nicht anderer Meinung — offen erklärt, dass wir zwar den präventiven Weinzoll nicht festhalten können, aber dass wir doch etwas davon festhalten wollen, so viel als nötig ist, um wieder einen Zustand zu schaffen, bei dem der einheimische Weinbau nicht einfach durch die fremde Konkurrenz vernichtet wird. Das kann aber nur durch eine Zollerhöhung und die damit verbundene Verteuerung des ausländischen Weins herbeigeführt werden. Dazu hat sich die grosse Mehrheit der Bundesversammlung bekannt und die ebensogrosse Mehrheit des Schweizervolkes hat sich dafür ausgesprochen. Fanden wir das dort richtig, warum sollen wir jetzt nicht zulassen, dass man die

billigen fremden Weine, die bei den Krämern verkauft werden, etwas verteuert, wenn wir damit einen guten, einen sittlichen Zweck verfolgen und erreichen? Ist es ein Unglück, dass wir damit auch den Weinbauern etwas unter die Arme greifen?

Im weitern werden ethische Gründe gegen die vorgeschlagene Massregel ins Feld geführt. Man sagt, Trunksucht sei ein Laster, dem man, nachdem man den Branntwein, der das gefährlichste sei, eingedämmt habe, überhaupt auf die Dauer nur durch die Sitte beikommen könne. Das ist ja sehr schön. Aber man ist dem Branntwein auch nicht nur mit der Sitte beigegeben, und man pflegt den menschlichen Lastern mit der Sitte auf die Dauer überhaupt nicht beizukommen. Nicht die Menge, sondern nur einzelne lassen sich so leiten, nur bei ihnen wirkt die Sitte ohne Nachhilfe. Ich verkenne nicht, dass gegenwärtig dieses ethische Moment wieder stärker Wurzel fasst. Die Abstinenzbewegungen in den Abstinenzvereinen, in der Heilsarmee sind sehr zu begrüssen. Sie stiften ohne Zweifel viel Gutes, und wirken gerade auch auf die kleinen Leute ein. Etwas Fanatismus dabei schadet auch nicht; aber diese Bewegung werde nicht gehemmt. Sie soll zu wirken fortfahren. Wir wollen die Gesellschaften, die in diesem Sinne tätig sind, nicht an ihrer Arbeit stören. Sie sind uns in diesem Punkte willkommene Hilfstruppen. Aber wir können des Mittels der Repression auf fiskalischem Wege und auf dem Wege der Polizei nicht vollständig entbehren. Wenn der Staat dieses Mittel nicht anwenden wollte, würden diejenigen, die jetzt allein mit der Sitte helfen wollen, schliesslich selber dazu kommen, wieder nach dem Staate zu rufen. Das gilt nicht nur für die Trunksucht, sondern auch für andere Verirrungen; aber bei der Trunksucht trifft es vor allem zu.

Ich komme noch auf die Opposition derjenigen zu sprechen, denen man nicht genug tun kann und welche das, was wir vorschlagen, nicht für das richtige Mittel halten. Sie sagen, man müsse weiter gehen, man müsse energischer ins Zeug liegen, an ganz andere Massregeln denken. Sie halten unsern Vorschlag nur für einen Versuch mit Mitteln, die vielleicht etwas helfen können, aber nicht viel. Mit solchen Versuchen müsse man die Bevölkerung verschonen, sie sei dagegen empfindlich und mache sie nicht gerne mit. Man solle lieber bis zu dem Momente warten, wo man mit einer stärkeren Waffe auftreten könne. Diese Opposition verdient gewiss der Beachtung. Das ist in der Tat der Punkt, wo auch der Freund der vorgeschlagenen Reform einen Augenblick stille halten muss. Man muss sich fragen, ob das vorgeschlagene Mittel den grossen Aufwand, den es nötig macht, wert ist. Ich habe Sie schon früher daran erinnert, dass einzelne Kantone viel weiter gehen wollten. Man hat von einer Erhöhung der Limite bis auf 15, 20, 30, ja bis auf 40 Liter gesprochen. Dann ist Ihnen ein Schriftchen von Hrn. Dr. Naef ausgeteilt worden, das gewiss Beachtung verdient. Herr Naef ist für den Grundsatz, die Wirtschaftsgesetzgebung und Wirtschaftspolizei auf die privaten Verkaufsstellen anzuwenden. Aber er sagt, dass das jetzt vorgeschlagene Mittel nicht helfen werde, weil man bei 10 Liter stehen bleibe. Man solle überhaupt keine Grenze ziehen. Sobald man eine Grenze ziehe, werde immer wieder

dafür ein sogenanntes Bedürfnis vorliegt. Der Kanton, den ich zu vertreten die Ehre habe, war einer der ersten, der diese Bedürfnisfrage, ich sage leider, eingeführt hat. Welche Erfahrungen haben wir gemacht? Welche Folgen haben wir erzielt? Wir haben erzielt, dass heute in unserer Stadt mindestens nicht mehr Wirtschaften bestehen, als bereits 1887 bestanden haben, trotzdem unsere Stadt vielleicht um den dritten Teil vergrössert worden ist und die Bevölkerung sich um den dritten Teil vermehrt hat. Diese Erfahrung hat man gemacht, und wir haben heute relativ am zweitwenigsten Wirtschaften in der ganzen Schweiz. Solider in dieser Hinsicht ist nur noch der Kanton Wallis. Alle Kantone haben relativ mehr Wirtschaften als wir. Das hätten wir jedenfalls nicht, wenn die freie Konkurrenz belassen worden wäre. Aber was haben wir für moralische und ethische Erfolge damit erzielt? Die Regierung kommt selbst und sagt: Wir wollen die Bedürfnisklausel wieder aufheben, sie hat uns nichts genützt und ist uns ausserordentlich unangenehm in der Durchführung, und die Regierung konstatiert, dass die Fälle von Verzeigung wegen Trunksucht sich in den letzten Jahren um 100 und 200 Prozent vermehrt haben und dies trotz der kolossalen Zurückhaltung in der Erteilung neuer Wirtschaftspatente. Also, was haben wir damit erzielt? Wir haben grosse nationalökonomische Uebelstände erzeugt, wir haben durch Verleihung eines monopolartigen Patentes bewirkt, dass der Preis dieser Wirtschaften ganz bedenklich in die Höhe gestiegen ist und dass deren Inhaber fast gar nicht mehr existieren können, und wir haben bewirkt, dass wir daran nicht rütteln dürfen, wenn wir nicht einen kolossalen Preissturz und damit den Ruin vieler Existenzen herbeiführen wollen. Das haben wir in materieller Hinsicht erreicht, und in moralischer Beziehung haben wir gar nichts bewirkt. Ich weiss nicht, ob es nicht in andern Kantonen auch so ist. Und nun frage ich: Was sollen wir im Verhältnis zu den grossen Massnahmen, die wir 1885 getroffen haben, mit dem kleinen Revisionschen erreichen, wenn man dort nichts erreicht hat, oder wenigstens lange nicht das, was man erwartet hat?

Es ist in letzter Zeit oft von einem Kampf gegen die Hydra gesprochen worden. Wenn diese Bezeichnung irgendwo richtig ist, kann man es hier sagen. Da haben wir es mit einer Hydra zu tun, indem, wenn man irgendwo einen Kopf abschlägt, gleich wieder ein anderer kommt, und ich kann unmöglich zur Ueberzeugung gelangen oder nur den Glauben haben, dass in dieser Vorlage, die wir hier haben, der Herkules liegen solle, welcher dieses Ungetüm erlegen wird. Also betrachten wir das Vorgehen als nutzlos und als geradezu gefährlich, mag die Vorlage vom Volk angenommen werden oder mag sie verworfen werden. Nehmen wir einmal den günstigen Fall an, dieselbe werde vom Volke angenommen. Was wird dann die Folge sein? Ohne Zweifel wird man in einigen Kantonen auf diesem Gebiete legislieren, sie werden die Zweiliterwirtschaften ganz aufheben oder sehr beschränken, und die Folge wird die sein, dass die Zweiliterwirtschaften, die heute bestehen, dann ganz einfach in Zehnliterwirtschaften verwandelt werden und die Uebelstände, die in den Zweiliterwirtschaften bestanden haben, werden dann natürlich noch in vermehrtem Masse zu Tage

treten. Worüber klagen die Kantone? Dass es ihnen nicht möglich gewesen sei, die Zweiliterwirtschaften zu überwachen und sie es nicht hatten verhindern können, dass nächtliche Gelage abgehalten werden, weil dort die Arme der Polizei nicht hinreichen; sie hätten nicht verhindern können, dass unter zwei Litern Getränke abgegeben worden seien und dass starke fremde Weine zum Verkaufe gelangt seien. Glauben Sie ernsthaft, dass Sie das in Zukunft verhindern können, wenn Sie die Zehnliterwirtschaften haben? Wenn Sie das bei den Zweiliterwirtschaften nicht verhindern können, dass kleinere Quantitäten abgegeben werden, und wenn man glaubt, man könne den Verkauf oder die Einfuhr von italienischen und spanischen Weinen unterdrücken, so glaube ich, da sind die betreffenden Kantonsregierungen und die, welche daran glauben, ganz gewaltig im Irrtum. Ich sage, die Uebelstände werden weiter bestehen, und wenn die Kantone nicht im stande waren, die Zweiliterwirtschaften zu kontrollieren und zu verhüten, dass in denselben Gesetzesübertretungen vorgekommen sind, so werden sie das auch bei den Zehnliterwirtschaften nicht können, und die Folge davon wird sein, dass wir die grossen Kreise der mit unserm heutigen Alkoholmonopol Unzufriedenen und was damit zusammenhängt, noch vermehren. Wir werden sie vermehren einerseits durch diejenigen, welche durch derartige Massnahmen materiell geschädigt werden. Aber wir werden diesen Stock der Unzufriedenen auch vermehren durch alle diejenigen, welche heute im guten Glauben sind, etwas Gutes zu erreichen und die nachher erfahren müssen, dass es damit nichts ist. Wir diskreditieren unsere Arbeit und untergraben durch derartige Experimente, von denen wir uns zum vorneherein sagen müssen, sie nützen nichts und können höchstens berechnete Interessen verletzen, das Zutrauen und den Glauben an die obersten Behörden und vermehren damit zugleich die Schwierigkeit, endlich einmal eine gründliche Lösung der Frage herbeizuführen.

Aber wie steht es mit den Chancen bei der Abstimmung? Ich glaube, hier ein günstiges Prognostikon nicht stellen zu dürfen. Das Alkoholmonopol ist seinerzeit mit enormen Mehr vom Volke angenommen worden, von mehr als $\frac{2}{3}$ der Stimmenden. Ich glaube aber, dort haben noch andere Faktoren mitgespielt, und zwar mächtige Faktoren idealer und materieller Natur. Wir verdanken die Einführung des Alkoholmonopols in erster Linie der traurigen Erscheinung, vor der wir im Jahre 1885 standen und die in den lebhaftesten Farben geschildert worden ist, vor der Alkoholeuche und Schnapspest und wie die Bezeichnungen alle heissen und vor den ganz trüben und traurigen Folgen, die mit dieser Krankheit in Zusammenhang waren. Man hatte die bestimmte Erwartung, dass Abhilfe getroffen werden könne und werde, und andererseits hatten die Kantone die begründete Aussicht, an Stelle des verlorenen Ohmgeldes eine andere Einnahmequelle zu erhalten durch die Erträgnisse des Alkoholmonopols. Das war ein bedeutender Stimulus, um damit dem Alkoholmonopol Eingang im Lande zu verschaffen und ich glaube, dass wenn einer dieser Faktoren damals gefehlt hätte, es uns nicht gelungen wäre, das Alkoholmonopol einzuführen.

Damit habe ich meine Berichterstattung geschlossen. Sie sehen, ich habe mich dabei, wie es die Kommission im ganzen war, neutral verhalten. Ich wiederhole: Es lässt sich nicht verkennen, dass man nur einen Versuch macht, man erhofft von dem vorgeschlagenen Mittel eine günstige Wirkung; doch ist das freilich noch nicht erwiesen. Aber mit diesen Dingen ist es überhaupt so, und ohne dass man den Versuch macht, wird das Mittel seine Wirkung nicht zeigen können. Auch besteht eine hohe Wahrscheinlichkeit, dass das vorgeschlagene Heilmittel innert den Schranken des Möglichen dem Uebel steuern wird. Auf der andern Seite haben wir die Tatsache vor uns — und das war für uns vor allem ausschlaggebend —, dass eine Anzahl von Kantonen und zwar von den grössern und grössten dringend verlangen, und das müssen wir ihnen gestatten, an die Massregel zu gehen. Endlich wissen wir, dass durch die vorgeschlagene Revision keinem Kanton ein Zwang angetan wird, sondern jedem Kanton die volle Freiheit gegeben ist, zu der Massregel zu schreiten oder nicht.

Von diesen Gesichtspunkten aus ist die Mehrheit dazu gekommen, Ihnen zu beantragen, dem Beschluss des Nationalrates beizupflichten und die Revision des Art. 32bis der Bundesverfassung anzunehmen.

Scherrer, Berichterstatter der Kommissionsminderheit: Wie Ihnen der Herr Referent der Kommissionsmehrheit bereits mitteilte, war unsere Kommission mit Bezug auf die vorliegende Frage sehr geteilter Ansicht; zwar kommt diese Divergenz in der Ansicht der Kommissionsmitglieder in ihren Anträgen nur in zwei Richtungen zum Ausdruck, allein in Wirklichkeit haben wir drei verschiedene Gruppen. Zwei Mitglieder waren entschlossene Anhänger und Befürworter der Revision, zwei Mitglieder waren verschiedene Gegner derselben, und das Gros der Kommission stand eigentlich im grossen und ganzen, wie sie sich ausgedrückt und viel mehr als man heute dem warmen Votum des Herrn Isler entnehmen konnte, derselben kühl gegenüber. Dieses Gros, welches die Mehrheit der Kommission bildet, hat sich eigentlich mehr von dem Gedanken leiten lassen, dass man den Kantonen, oder einzelnen Kantonen, wenn sie nun einmal finden, dass die vorgeschlagene Revision der Bundesverfassung ihnen eine gute Waffe mit Bezug auf die Bekämpfung des Alkoholismus in die Hand gebe, oder wenn sie auch nur die Meinung haben, darin eine gute Waffe zu besitzen, diese Waffe nicht entziehen solle. Das war der Standpunkt der Mehrheit; allein im ganzen hat sie zugegeben, dass wir es offenbar mit einem Versuch zu tun haben, mit einem Experiment, von dem wir absolut nicht wissen und nicht wissen können, ob es irgend einen materiellen und sichtbaren Erfolg haben werde.

Die Minderheit der Kommission steht dem gegenüber auf dem Standpunkt, dass wir an dem Stande unserer Alkoholgesetzgebung, wie sie durch das Alkoholmonopol im Jahre 1885 geschaffen und gestaltet worden ist, ohne Notwendigkeit nichts

ändern und dass wir zuwarten sollen, bis wir einmal über die für unsere Volkswirtschaft ja hochwichtige Alkoholfrage im vollen Umfange orientiert sind, was zur Zeit meines Erachtens absolut nicht der Fall ist und zuzuwarten, bis wir mit richtigen, rationellen und radikalen Abhilfsmassregeln auftreten können. Die Minderheit der Kommission ist der Ansicht, dass wir mit derartigen kleinlichen Experimenten, kleinlichen Palliativmitteln im Kampfe über diese grosse Frage, der Sache und der Tendenz, von der wir eigentlich alle geleitet sind, nämlich der Tendenz der Bekämpfung des Alkoholismus, der Missbräuche im Alkoholwesen, eigentlich mehr schaden als nützlich sind, ganz abgesehen davon, dass, wenn diese Vorlage in einzelnen Kantonen zur Durchführung gelangen wird, wir auch die Ansicht haben, dass damit nicht bloss gegen den bestehenden Missbrauch gekämpft wird, sondern gleichzeitig auch die Gefahr besteht, dass, wie ich später noch zeigen werde, wohlberechtigte Interessen verletzt werden. Glauben Sie ja nicht von Ihrer Kommissionsminderheit, dass sie die Misstände, welche sich in Bezug auf den Alkoholgenuss eingestellt oder vielmehr erhalten haben, etwa in Abrede stellen wolle. Keineswegs. Wir anerkennen sie in vollem Umfange und sind alle damit einverstanden, dass dagegen angekämpft werden und dass namentlich der Missbrauch des Alkoholgenusses ganz energisch bekämpft werden solle, d. h. derjenige Alkoholgenuss, der die Arbeitskraft des Einzelnen einschränkt oder vollständig vernichtet, jener Alkoholgenuss, unter dem nicht bloss das betr. Subjekt, sondern auch seine Familie schwer zu leiden hat und der so unheilvollen Einfluss auf die Nachkommenschaft auszuüben vermag. Wir sind vollkommen einverstanden, dass man gegen diesen Feind energisch zu Felde zieht; aber wir sind gegenüber der Mehrheit der Kommission der Ansicht, dass die Gefahr nicht in diesem Bestande der Zweiliterwirtschaften liege, in der Freiheit bezüglich des Verkaufes von alkoholhaltigen Getränken in Quantitäten von 2 Litern und mehr, sondern wir sagen: Wir haben es mit einer tiefeingewurzelten Gewohnheit an übermässigen Genuss von Alkohol zu tun, und von dieser Gewohnheit sind grössere Kreise ergriffen als nur die Kunden dieser Zweiliterwirtschaften in den Kantonen Bern, Luzern und Freiburg. Wir können nicht verhehlen, dass der Alkoholismus in unserm Lande ganz bedeutende Dimensionen angenommen hat und dass wir die zweifelhafte Ehre haben, im Alkoholgenuss in quantitativer Hinsicht an der Spitze aller Kulturvölker zu marschieren, kommt doch nicht weniger als ein Konsum von 70 Liter Bier und 70 Liter Wein auf jeden Kopf der schweizerischen Bevölkerung, Kinder und Frauen miteingerechnet. Das sind horrenden Quantitäten, und dazu kommt noch der eigentliche Alkohol, der an gewissen Orten auch nicht verachtet wird. Dieser Konsum an alkoholhaltigen Getränken verschlingt uns ganz enorme Summen. Wie ich der soeben verteilten Broschüre des Herrn Dr. Eduard Näf entnommen habe, hat Herr Prof. Dr. Hilty schon 1894 ausgerechnet und im Nationalrat auch ausgeführt, dass dieser Alkoholgenuss eine Summe von jährlich 360 Millionen Fr. verschlinge. Ich halte die Summe offen gestanden für übertrieben, aber ich bin überzeugt, dass wir wenigstens die Hälfte davon für den Alkohol aus-

eben, und dafür lässt sich die Rechnung leicht machen. Wir importieren jährlich für zirka 33 Millionen Wein, und dieser Wein wird selbstverständlich nicht zum Selbstkostenpreis abgesetzt, es kommt dazu der Gewinn der Zwischenhändler, und so gehen wir wohl nicht zu weit, wenn wir behaupten, dass dieser importierte Wein dem Lande zirka 40 Millionen entzieht. Gleich hoch kann die inländische Produktion angeschlagen werden, also zusammen 80 Millionen. Dazu kommt noch ein Konsum von 20 Millionen Hektoliter Bier, und wenn wir den Durchschnittspreis auf nur 30 Fr. ansetzen, so kommen wir schon auf 60 Millionen, und dann haben wir erst noch die Ausgaben, die für den Konsum der eigentlich alkoholartigen Getränke gemacht werden.

Ja, meine Herren, wenn wir diese enorme Ausgabe unseres Volkes in Betracht ziehen, so kommen uns die Ausgaben, welche wir beispielsweise für unser Militärwesen haben, ganz gering vor, und wenn oft in übertriebener Weise behauptet wird, diese Militärausgaben müssten aus dem Schweisse des Volkes bezahlt werden, so könnten wir vielleicht ebenso richtig sagen: Aber dieser Schweiss wird aus dem vorgängigen Alkoholgenuss erzeugt. (Heiterkeit). Das wäre ungefähr gleich richtig. Dass der Konsum von Wein, Bier und Schnaps von Jahr zu Jahr zunimmt, ist statistisch nachgewiesen.

Uebelstände sind offenbar da, das ist nicht zu bestreiten, aber ob sie auf die Weise bekämpft werden können, die Ihnen vom Bundesrat und der Kommissionsmehrheit beantragt wird, das bezweifle ich. Ich will nicht untersuchen, welches die Gründe der betäubenden Erscheinung, die ich soeben auseinandergesetzt habe, sind, aber so viel ist sicher, dass die Zweiliterwirtschaften nicht die Ursache sind, sondern sie sind höchstens ein Symptom, und die Ursache steckt anderswo, in den üblen Gewohnheiten, in den falschen Vorstellungen, welche viele haben in Bezug auf den Wert des Freundes Alkohol, und sie steckt ganz besonders meines Erachtens in den sozialen Verhältnissen. Diese sogenannten Zweiliterwirtschaften sind meines Erachtens nur eine der vielen Folgen eines vorhandenen Bedürfnisses nach Befriedigung des sogenannten Alkoholtriebes. Wenn wir diese Zweiliterwirtschaften abschaffen, so verstopfen wir damit ein ganz kleines Löchlein und lassen dafür alle anderen offen. Wir besiegen damit nicht den Trieb nach Alkohol, wir besiegen nicht das Bedürfnis nach dem Alkoholgenuss und nicht die Trunksucht und den Alkoholismus, sondern wir zwingen diesen Trieb höchstens, sich in eine andere Bahn hineinzubewegen. Wir verstopfen an einem Ort und lassen die andere Oeffnung offen, und der Strom wird sich mit elementarer Gewalt hineinwälzen.

Deshalb halten wir das ganze Vorgehen als aussichtslos und zwecklos. Vergessen wir nicht, dass die viel radikalere Massregel, die der eidgenössische Gesetzgeber schon ergriffen hat, erfolglos geblieben sind. Wir haben im Jahre 1885 das Alkoholmonopol eingeführt und mit welcher Begeisterung! Was für einen Erfolg haben wir uns von diesem Alkoholmonopol versprochen! Sind die Hoffnungen erfüllt worden? Mancherorts ja. Die Regierung von Solothurn sagt, in ihrem Kantone seien sie unzweifelhaft erfüllt worden. Aber nehmen Sie die Berichte anderer Kantonsregierungen, die in der Botschaft

gedruckt vorliegen, und Sie werden zu der Ueberzeugung kommen, dass das nicht der Fall ist. Nehmen wir beispielsweise den Bericht des Kantons Bern auf Seite 5 der Botschaft:

«Dem verminderten Branntweingenuss steht nun aber unstreitig in vielen Volksschichten eine masslose Weinsäuferei gegenüber, deren Folgen für die Familien nicht weniger verderblich sind. Was früher die überall im Lande zerstreuten Brennereien taten, das besorgen jetzt die in kleinen Weilern und einzelstehenden Häusern errichteten Weinverkäufe; sie verleiten ihre Nachbarschaft nicht allein zu unnützen Ausgaben, sondern verursachen nur zu häufig heimliche Trinkgelage bis in alle Stunden der Nacht, die bei unsern ländlichen Verhältnissen sich dem Auge der Polizei leicht entziehen können. Die Berichte unserer Regierungsstatthalter, sowie die Beobachtungen vieler patriotischer Bürger bestätigen diese betäubende Erscheinung in unzweifelhafter Weise, auch verweisen wir in Bezug hierauf auf die Broschüre unseres Lebensmittelinspektors Dr. Tschumi: «Die Zweiliterwirtschaften,» u. s. w.»

Es wird da allerdings zugegeben, dass der Konsum von Branntwein und Schnaps zurückgegangen, aber in der Folge durch Weinsäuferei ersetzt worden sei. Aehnlich die Regierung des Kantons Luzern:

«Wenn sich auch nicht leugnen lässt, dass die Zunahme des Weinkonsums eine kleine Reduktion des Branntweinverbrauches herbeigeführt hat, so muss andererseits doch konstatiert werden, dass die Erhöhung des Weinkonsums als ein volkswirtschaftlicher Schaden zu bezeichnen ist. Und dann weiter auf Seite 8 der Botschaft: «Der Vorteil, der in volkswirtschaftlicher Hinsicht darin liegt, dass der Branntweingenuss durch den vergrösserten Weinkonsum etwas eingedämmt wird, wird wesentlich aufgewogen durch die Nachteile, welche in dem ins Uebermass vermehrten Konsum von Weinen mit hohem Alkoholgehalt liegen.»

Und auf Seite 24 wird im Gegensatz hiezu konstatiert, dass der Schnapskonsum nicht abgenommen, dagegen der Weinkonsum sich unheimlich vermehrt habe: «Hierzu wird noch geltend gemacht, dass die Erleichterung des Freihandels mit nicht gebrannten geistigen Getränken den Konsum von Branntwein keineswegs vermindert habe.»

Aehnlich spricht sich die Regierung des Kantons Freiburg aus. Gerade diejenigen Kantone, welche heute am lautesten und bestimmtesten die Einführung dieser Revision verlangen, legen das Geständnis ab, dass die viel radikalere Massregeln, die im Jahre 1885 durchgeführt worden sind, nämlich das Alkoholmonopol, nicht die beabsichtigte Wirkung gehabt haben, dass der § 11 immer noch gilt bei uns, dass weiter fortgesoffen wird, und zwar in unheimlicher Weise.

Wir haben den Kantonen ferner eine sehr einschneidende Massregel verfassungsmässig in die Hand gegeben, indem wir sie autorisierten, das Wirtschaftswesen und den Verkauf geistiger Getränke im kleinen denjenigen Beschränkungen zu unterwerfen, welche durch das öffentliche Wohl als geboten erscheinen. Wie Sie wissen, haben sehr viele Kantone von dieser Ermächtigung Gebrauch gemacht, indem sie die sogenannte Bedürfnisfrage in die kantonale Gesetzgebung eingeführt haben, d. h. dass Wirtschaften nur noch bewilligt werden, wenn

Anlass gegeben sein, sie zu umgehen. Es gebe ein viel einfacheres Mittel als das vom Nationalrat angenommene, und das sei das, den Kantonen zu gestatten, ihre Wirtschaftsgesetzgebung auf jede Art von Kleinverkauf anzuwenden, und unter Kleinverkauf versteht er jeden Verkauf im offenen Laden, ohne Rücksicht auf die Literzahl. Der Gegensatz dazu wäre der Verkauf in Fässern. Herr Naef will also den Art. 32bis dahin verbessern, dass er die Beschränkung, die dort den Kantonen auferlegt ist, das Verbot der Besteuerung des Kleinverkaufes, ganz beseitigt, also nicht nur für Quantitäten bis zu 10 Liter, sondern überhaupt. Das ist allerdings ein radikales Mittel. Aber ich habe Zweifel in Bezug auf dessen Handhabung. Herr Dr. Naef sagt: Kleinverkauf ist, was im offenen Laden verkauft wird. Wie verhält es sich dann aber mit dem Flaschenbierverkauf? Wenn das Flaschenbier im Laden verkauft wird, fällt es unter die lex Naef, aber wenn das Bier von auswärts, von einem Agenten bezogen wird, was dann? Fiskalgesetze müssen bestimmt sein und ein sicheres Erkennungszeichen tragen, sonst rufen sie der Ungleichheit und versagen. So dann frage ich: geht Herr Dr. Naef überhaupt nicht zu weit? Will man wirklich alles das, was wir bei der Einführung des Alkoholmonopols der Bevölkerung als einen begrüssenswerten Fortschritt, ja als einen Segen angepriesen haben, nämlich, dass es dem kleinen Mann möglich sein soll, sich nicht nur in Wirtschaften, sondern auch in privaten Läden Getränke zu verschaffen, nun ganz untersagen und ihm alle und jede Möglichkeit nehmen, sich auf anderem Wege als durch das Wirtshaus zu verproviantieren? Die Mehrheit der Kommission — ich weiss nicht, wie die Minderheit darüber denkt, aber ich glaube, sie geht da mit uns einig — lehnt deshalb den Vorschlag des Herrn Naef als entschieden zu weitgehend ab. Was wir beantragen, das ist mehr nur eine Uebergangsmassregel, die die Möglichkeit nicht ausschliesst, einst weiter zu gehen, aber es auch leichter macht, wieder davon zurückzukommen, wenn sie sich nicht bewähren sollte. Darum wollen wir Mass halten; auch hier wäre das Bessere der Feind des Guten gewesen.

Sie sehen aus meinen Ausführungen, dass die Mehrheit der Kommission Ihnen die Massregel des Bundesrates empfiehlt. Die Stimmung der einzelnen Mitglieder der Kommission ist durchaus nicht dieselbe. Das rührt davon her, dass die Stimmung in der Schweiz nicht dieselbe ist, und dies, kommt wiederum daher, dass die Verhältnisse in der Schweiz nicht dieselben sind. Es lässt sich nicht verkennen, dass die Uebelstände, von denen ich gesprochen habe, in einzelnen Gegenden der Schweiz nicht stark gefühlt werden, während sie in andern sehr gross sind. Ich habe unter den letztern speziell den Kanton Bern im Auge. Der Kanton Bern wartet mit Sehnsucht auf den Moment, wo die Bundesverfassung ihm gestattet, nach dieser Richtung mehr Polizei zu üben. Er sagt, er habe mit dem Alkoholmonopol für den Branntwein die allerbesten Erfahrungen gemacht, aber diese Erfahrungen werden zum Teil und würden nach und nach ganz paralysiert durch das schrankenlose Anwachsen der Kleinverkaufsstellen und ihre Befreiung von der Wirtschaftspolizei. Er betrachte es daher nicht nur als nützlich, sondern als geboten, hier einzugreifen, jene Errungenschaften nicht durch das Uebermass

der Freiheit in dem Genusse der andern Getränke sich wieder verkümmern zu lassen. Der Vertreter des Kantons Bern in der Kommission hat mit einem Eifer der Massregel das Wort gesprochen, der auf andere Mitglieder der Kommission Eindruck gemacht hat. Andere Mitglieder der Kommission sehen in ihren Kantonen die Sache noch nicht so schlimm stehen, aber sie sehen doch auch bei ihnen schlimme Anfänge und sagen sich, dass auch ihre Kantone von der Anwendung der Wirtschaftspolizei auf die privaten Verkaufsstellen mit der Zeit Gebrauch machen werden. Vor allem aber halten sie es für ihre Pflicht, wenn eidg. Stände solche Klagen erheben und die Gewährung von Mitteln verlangen, von denen sie überzeugt sind, dass sie ihnen helfen werden, auf den Appell zu hören. Sie präjudizieren ja damit für ihre eigenen Kantone nichts. Das Staatsrecht der einzelnen Kantone sorgt schon dafür, dass, wenn die in Art. 32bis den Kantonen auferlegte Schranke fällt, von dem neuen Recht nur da Gebrauch gemacht werden wird, wo wirklich Uebelstände vorhanden sind und das Bedürfnis sich geltend macht, ihnen auf diesem Wege abzuhefen. Die Kantone, in denen sich dieses Bedürfnis nicht geltend macht, werden noch zuwarten und sehen, wie die Dinge sich entwickeln und ob die andern, die von dem Mittel Gebrauch machen, auch Erfolg haben. Es ist in dieser Richtung eine grosse Unklarheit zu beseitigen, die in der Bevölkerung herrscht und bis in die Räte gedrunken ist. Mit dieser Vorlage bringen wir nichts Imperatives. Es ist keine Rede davon, dass mit dieser Verfassungsänderung den Kantonen von Bundes wegen befohlen werde, ihre Wirtschaftspolizei auf die Kleinverkaufsstellen anzuwenden. Wenn der Antrag so gestellt würde, so würde sich in der Kommission keine Mehrheit gefunden haben, weil die Verhältnisse in der Schweiz noch zu ungleich sind. Nein, wir wollen nur ein Verbot beseitigen, das bisher in der Bundesverfassung den Kantonen gegenüber ausgesprochen war und den Kantonen, die es tun wollen, die Möglichkeit geben, ihre Wirtschaftspolizei auch auf die Kleinverkaufsstellen anzuwenden.

Damit ist aber auch noch ein anderer Einwand beseitigt, der in einzelnen Kantonen Beunruhigung erzeugt hat. Es ist die Frage aufgeworfen worden, ob die Wein- und Mostbauern nach Annahme der Verfassungsrevision kein Recht mehr haben sollen, den Wein, den ihr Weinberg hervorbringt und den Most, den sie aus dem Obst ihrer Bäume pressen, im Kleinverkauf über 2 Liter über die Gasse abzugeben. Darauf ist wiederum zu antworten, dass der Bund auch hier absolut nicht eingreifen will, sondern dass es Sache der Kantone ist, es zu tun oder nicht zu tun. Ich bin überzeugt, dass kein Kanton, der die Neuerung in ein kantonales Gesetz überführen wird, den Wein- oder Obstbauern verbieten wird, ihre selbst produzierten Getränke kontroll- und steuerlos — Gesundheitspolizei vorbehalten — im Kleinverkauf abzugeben. Somit ist die vorhandene Beunruhigung unbegründet. Die Kantone sind selber Herr und Meister und können dafür sorgen, dass dies nicht verboten wird. Der Bund bringt hier nicht materielles Recht, sondern beseitigt nur formales. Bis jetzt hat er den Kantonen etwas verboten, was er jetzt nicht mehr verbieten, sondern den Kantonen wieder überlassen will.

Wie steht es denn heute nach dieser Richtung? Fiskalische Interessenspielen zum vorneherein absolut keine Rolle. Und nun das ethische, das moralische Moment? Es fehlt uns absolut nicht an sehr drastischen Schilderungen seitens einzelner Kantonsregierungen über die verheerenden Wirkungen der Zweiliterwirtschaften, es fehlt nicht an zügigen Schlagworten im Kampfe gegen den Doppelliter: «Der Doppelliter ist das Verhängnis des Volkes, entfernt diesen Doppelliter und das Volk ist gerettet» und was dergleichen mehr ist. Ja, es ist eine schöne Sache um die Schlagwörter, und sie haben oft eine bedeutende Wirkung, fast mehr als die schönste und geistreichste Rede. Aber alles sind diese Schlagwörter denn doch nicht, sondern sie haben nur dann Zügigkeit, wenn das Volk, an das sie gerichtet werden, die Ueberzeugung hat, dass wirklich etwas sehr faul ist im Staate und dass durch die Massregel auch wirklich etwas erreicht werden kann. Und wie wird das Volk argumentieren? Ihr behauptet uns gerade das Gegenteil von dem, was ihr uns vor 15 Jahren entgegengehalten habt, und vor 15 Jahren habt ihr nichts erreicht, wenigstens nicht an vielen Orten. Ihr habt uns überredet, und heute sagt ihr: das ist alles nichts, wir haben am «lätzen Seil» gezogen, wie man sich so auszudrücken pflegt. Früher hat man gesagt: Verteuert den Schnaps und schafft billiges Bier und Wein, und die Alkoholfrage ist in der Hauptsache gelöst, und heute sagt man, das sei nichts; was man damals als Rettungsanker bezeichnet hat, müsse wieder über Bord geworfen werden. Ich fürchte, dem Volke mangelt ein Verständnis für einen derartigen Wechsel. Wenn wir die Chancen der Abstimmung abwägen, so müssen wir nicht vergessen, dass der grosse Teil der Kantone absolut materiell in keiner Weise interessiert ist. Wir haben eine grosse Anzahl von Kantonen, die diese Zweiliterwirtschaften absolut nicht kennen und nicht gekannt haben; es sind Zürich, Baselstadt — Sie sehen daraus, dass ich nicht etwa aus lokalpatriotischen Gründen, um die Zweiliterverkaufsstellen in Basel zu halten, spreche — ferner haben keine solchen Schaffhausen und St. Gallen. Sonderbar ist es nur, dass gerade St. Gallen Veranlassung nehmen musste, die Motion zu stellen, obwohl sie dort keine solchen Verkaufsstellen haben. Wahrscheinlich hat Herr Nationalrat Steiger etwas anderes im Auge gehabt, als was dabei herausgekommen ist und was er übrigens beantragt hat. Ferner bestehen keine solchen nach dem Bericht der Regierung im Kanton Waadt. Sonderbarerweise haben wir auch hier die Erscheinung, dass der Grosse Rat des Kantons Waadt auf Anregung des Herrn Nationalrat Fonjallaz eine Resolution zu Handen der Bundesversammlung gefasst hat für Revision des Art. 32bis der Bundesverfassung. Es wurde damit bezweckt, den Verkauf von fremden Weinen zu erschweren. Aber die Regierung des Kantons Waadt sagt, dass ihres Wissens keine einzige derartige Zweiliterwirtschaft im Kanton existiere. Man rennt da und dort offene Türen ein und kratzt, wo es einen nicht beisst, und das kann ich mir nur damit erklären, dass man vielerorts über den Inhalt und die Tragweite der Revision gar nicht orientiert ist.

Es sind sodann eine Anzahl anderer Kantone, deren Regierungen erklären müssen: Wir können

Ihnen absolut keine Mitteilung machen, ob wir solche Wirtschaften haben und in welcher Zahl, und die meisten haben erklärt, es seien ihnen diesbezüglich keine Beschwerden und Klagen eingegangen, Nidwalden, Solothurn, Baselland, beide Appenzell, Graubünden, Thurgau, Genf. Zugegeben ist trotz dieser Berichte, dass einzelne dieser Kantonsregierungen den Wunsch aussprechen, es möchte die Revision vorgenommen werden; aber ich kann mir nicht vorstellen, dass diese Regierungen das Volk hinter sich haben, und wenn der Herr Referent sagt, $\frac{2}{3}$ der Kantone hätten sich dafür ausgesprochen, so ist das insofern richtig, dass sich so viele Kantonsregierungen von Kantonen ausgesprochen haben, welche $\frac{2}{3}$ der Gesamtbevölkerung ausmachen können. Aber ich betrachte diese Regierungen noch lange nicht als mit dem Volke identisch, sondern ich glaube, dass an allen diesen Orten die Stimmung gegen diese Neuerung eine absolut laue sei.

Endlich müssen wir nicht vergessen, dass sich eine gewaltige Agitation besonders der Konsumvereine gegen die Vorlage geltend machen wird. Es ist ja in der Tat der Kommission auch einelängere Eingabe vom Verband schweiz. Konsumvereine zugekommen, in welcher entschieden Stellung gegen die Vorlage genommen wird.

Angesichts aller dieser Verhältnisse kann ich einen günstigen Ausgang dieser Campagne nicht voraussehen.

Sie werden mir sagen: Nach deinem Standpunkt kann es dir nur recht sein, wenn die Vorlage verworfen wird. Im Gegenteil, ich bedaure es, wenn die Sache zur Entscheidung gelangt, denn ich glaube, auch eine ablehnende Haltung ist der Lösung der ganzen Alkoholfrage entschieden hinderlich, und das ist der Grund, warum ich hauptsächlich glaube, gegen die Vorlage auftreten zu müssen. Wenn die Vorlage verworfen wird, werden wir dieselbe Erfahrung machen, wie schon früher, dass die Zerfahrenheit mit Bezug auf die Lösung der Alkoholfrage eine viel grössere ist als sie ehemals gewesen ist. Wir haben diese Erfahrung schon an anderen Orten gemacht, wie z. B. beim Banknotenmonopol und bei der Kranken- und Unfallversicherung. Die verfassungsrechtlichen Grundlagen sind vom Volke sozusagen einstimmig angenommen worden; auch die betreffenden Ausführungsgesetze sind von der Bundesversammlung mit grossem Mehr oder gar einstimmig angenommen worden; allein nachdem dieselben vom Volke verworfen worden sind, besteht heute eine Zerfahrenheit, dass man nicht weiss, wo hinaus. Ich glaube, wir werden diese Erfahrung abermals machen, und deshalb bin ich gegen die Vorlage.

Und endlich frage ich: Sind diese Zweiliterwirtschaften wirklich der Ruin des Volkes? Sind sie so verderblich, dass deren Ausrottung absolut geboten erscheint? Ich will gar nicht missverkennen, dass mit der Einführung der Zweiliterwirtschaften viele Missstände eingetreten sind in einzelnen Kantonen, und trotzdem glaube ich, diese Frage verneinen zu sollen. Wir haben allerdings, wie der Herr Referent auseinandergesetzt hat, eine sehr starke Vermehrung der Zweiliterwirtschaften in einzelnen Kantonen zu konstatieren, so namentlich in den Kantonen Bern, Freiburg, Luzern und endlich im Kanton Aargau. Aber warum? Meines Erachtens

sind diese Zweiliterwirtschaften eine ganz naturgemässe Folge der tatsächlichen Verhältnisse und das ganz besonders im Kanton Bern. Ich möchte hierauf ganz besonders aufmerksam machen, weil der Herr Referent der Mehrheit diesen Kanton Bern auch mit ganz besonderer Vorliebe in seinem Votum behandelt hat und namentlich auch die Uebelstände, die hier grassieren, kennzeichnete. Warum sind im Kanton Bern so viele Zweiliterverkaufsstellen entstanden? Aus dem ganz einfachen Grunde, weil im Kanton Bern nicht genügend patentierte Kleinverkaufsstellen bewilligt worden sind. Da haben wir die ganze Lösung. Wir haben im Kanton Bern über 2600 Wirtschaften und nur zirka 190 patentierte Kleinverkaufsstellen, und da erfahrungsgemäss diese Kleinverkaufsstellen in den Städten durch die Konsumvereine sich entwickelt haben, so kann man sich vorstellen, dass auf dem Lande sozusagen absolut keine patentierten Kleinverkaufsstellen für Bier und Wein über die Gasse sich befinden. Vor dieser Tatsache stehen wir und das müssen wir festhalten, wenn wir die Gründe kennen wollen, weshalb man so schlechte Erfahrungen gemacht hat. Diese Kleinverkaufsstellen sind gewiss in vielen Kantonen und namentlich im Kanton Bern ein grosses Bedürfnis. Es ist der Kanton Bern zwar ein wohlhabender Kanton; es gibt viele Leute mit grossen Kellern, die gut dotiert sind; aber es gibt auch arme Leute, die ihren Bedarf an Wein für den Haushalt nicht in so grossen Quantitäten anschaffen können, und dazu haben wir grosse Gegenden, wo weder Most noch Wein produziert wird, und diese Leute wollen doch auch ihr Glas Wein getrunken haben, und wenn sie ihr Bedürfnis nirgends befriedigen können als beim Wirt in der Ortschaft, der bekanntermassens eine 100 und 150 Prozent dazu geschlagen hat, ist es da nicht erklärlich, dass, wenn die Regierung nicht Kleinverkaufsstellen gestattet, die mit kleinem Nutzen arbeiten, die grossen Verkaufsstellen entstehen müssen, weil die Nachfrage da ist, das Bedürfnis nach Wein vorhanden ist und auf der andern Seite spekulative Köpfe, die demselben entsprechen wollen. Hier haben wir die ganze Lösung des Rätsels, warum im Kanton Bern so viele sog. Zweiliterwirtschaften entstanden sind. Und warum bestehen so wenig patentierte Weinverkaufsstellen? Da haben wir wieder den Schlüssel in der bernischen Gesetzgebung; denn solche Stellen dürfen nicht entstehen, wenn nicht der Gemeinderat erklärt, es sei ein Bedürfnis vorhanden. Es ist Ihnen so gut bekannt wie mir, dass in diesen Ortschaften gute Wirtschaften sind und dass diese meist von den Gemeindehauptern geführt werden, und, das muss man sagen, meistens in tadelloser Weise geführt werden. Aber wenn so ein Kronenwirt oder Bärenwirt in dem betr. Gemeinderat sitzt, ist es selbstverständlich, dass derartige Kleinverkaufsstellen nicht leicht bewilligt werden, da Wirte nicht leicht finden, dass ein Bedürfnis für solche Verkaufsstellen vorhanden sei. So sind die Verhältnisse, und deshalb sind die vielen Zweiliterverkaufsstellen vorhanden, weil die Regierung mit der Patenterteilung für Kleinverkaufsstellen zu sehr zurückgehalten hat und nach Lage der Gesetzgebung auch zurückhalten musste.

Ich weiss nicht, wie die Verhältnisse in den Kantonen Luzern und Freiburg sind, ob der Gemeinderat da auch mitzuwirken hat oder nicht.

Aber jedenfalls kann auch da konstatiert werden, dass die Zahl der patentierten Kleinverkaufsstellen im Verhältnis zu den Wirtschaften eine verschwindend kleine ist. So hat Luzern bei 590 Wirtschaften nur 48 Kleinverkaufsstellen und der Kanton Freiburg bei 504 Wirtschaften nur 41. Der Herr Referent der Kommission hat gesagt, das beweise nichts in diesen Kantonen, sie hätten ja im Kanton Aargau gar keine. Gleiche Ursache, gleiche Wirkung. Natürlich, weil Aargau diese patentierten Kleinverkaufsstellen nicht kennt, sind die Zweiliterwirtschaften entstanden. Wir finden da nur die Bestätigung der Erfahrung, die man in andern Kantonen gemacht hat.

Zur Illustration von dem, was ich gesagt habe und um zu beweisen, dass es richtig ist, will ich Ihnen die Verhältnisse in den Kantonen schildern, welche dem Bedürfnis nach solchen patentierten Kleinverkaufsstellen entsprochen haben. Auf Seite 40 der Botschaft finden wir, dass im Kanton Zürich im Jahre 1897 942 Kleinverkaufsstellen bestanden haben; dagegen haben sie im Kanton Zürich auch nicht eine einzige Zweiliterwirtschaft. Der Kanton Glarus hat die Kleinverkaufsstellen eingeführt, deshalb hat er nicht eine einzige Doppelliterwirtschaft. Ganz das gleiche ist in den Kantonen Baselstadt, St. Gallen und Wallis der Fall. Da haben wir die Bestätigung dafür. Wo den Bedürfnissen des Publikums entsprochen worden ist, wo man dem kleinen Mann Gelegenheit gibt, sein Bedürfnis nach geistigen Getränken in Kleinverkaufsstellen zu befriedigen, sind die Zweiliterwirtschaften nur spärlich vorhanden.

Ich glaube, die Kantone haben es in der Hand, ohne Verfassungsrevision in dieser Hinsicht sanierend einzugreifen; sie brauchen nur patentierte Kleinverkaufsstellen zu gewähren, dann werden die Zweiliterwirtschaften auch verschwinden und sich von selbst einschränken. Damit würden diese Kantone gleichzeitig auch einem Bedürfnis entsprechen, und wenn z. B. Herr Isler auseinandergesetzt hat, es sei ja ein Glück, dass solche Kleinverkaufsstellen vielerorts nicht existieren, und wenn die Leute ihren Wein und ihr Bier in den Wirtschaften beziehen müssten, so sei das gut, sie werden in heilsamer Weise besteuert, und das trage dazu bei, dass sie weniger trinken, so bin ich zum Teil anderer Ansicht. Ich bin ganz einverstanden, dass die Missbräuche ganz energisch bekämpft werden, aber so lange ich noch gern ein Glas Wein trinke, und das tue ich heute noch, so lange mag ich es dem armen Mann, wenn er es nicht missbraucht, auch gönnen und zu möglichst billigem Preise gönnen, und ich glaube, ich befinde mich da auf einem richtigen und billigen Standpunkt. Die Argumentation des Herrn Isler kann ich nur als berechtigt anerkennen bei übermässigem Alkoholgenuss, aber es ist nicht konstatiert, dass die Zweiliterwirtschaften daran schuld sind. Missbräuche sind damit verbunden; aber sie entsprechen auch dem Bedürfnis.

Aus den gleichen Gründen habe ich auch die Furcht, dass, wenn Sie diese Vorlage annehmen, einzelne Kantone kommen und diese Zweiliterwirtschaften vollständig unterdrücken. Und was dann? Dann wird das Gesetz wieder umgangen, wie es bisher bei den Zweiliterwirtschaften gegangen ist. Dann haben wir nichts erreicht, oder wir haben den Wirtshauszwang. Dann haben wir bemerkt, dass jeder kleine Mann, der sich grosse Quantitäten nicht

verschaffen will oder kann, und doch ein Glas Wein wünscht, genötigt ist, seinen Bedarf für die Haushaltungszwecke um teuren Preis beim Wirt zu decken. Aus allen diesen Gründen würde ich es für wünschbar betrachten, wenn diese Vorlage überhaupt nicht zur Abstimmung gelangen würde. Meines Erachtens wirkt sie nur schädlich, wirkt der Tendenz, die wir alle haben, entgegen, und es wäre rationeller, wenn wir der Sache eine stille Beerdigung im Kreis der Bundesversammlung selbst bereiten würden.

Das sind die Gründe, welche mich veranlasst haben, für Nichteintreten zu votieren.

Präsident: Da Herr Bundesrat Ruchet genötigt ist, im Nationalrat den Beratungen über das Lebensmittelpolizeigesetz beiwohnen, so erteile ich ihm zuerst das Wort vor den übrigen Mitgliedern der Kommission.

M. le conseiller fédéral Ruchet: Après le rapport si complet qui vient de vous être présenté par M. le conseiller Isler, je pourrais me dispenser de prendre la parole si je ne craignais que l'on interprêtât mon silence comme une marque d'indifférence à l'égard de la proposition, qui vous est faite par le conseil fédéral.

La question qui vous est soumise date de l'année 1894. Je ne reviendrai pas sur son origine et pour ne pas prolonger la discussion, j'entre de suite dans le vif du débat.

Quel a été le but de l'art. 32bis de la constitution? Lorsque cet article a été introduit, on avait l'intention de favoriser la consommation des boissons saines, non distillées, vin, bière, cidre, afin d'éliminer ou plutôt de restreindre le plus possible l'usage des boissons distillées.

Le but accessoire était d'éloigner les ouvriers de l'auberge, en leur permettant de se procurer du vin à bon marché pour eux et leur famille.

Le but que l'on se proposait par l'introduction de l'art. 32bis de la constitution a-t-il été atteint? On doit reconnaître qu'il l'a été dans une certaine mesure, en ce sens, que la consommation des boissons distillées est moins grande aujourd'hui qu'autrefois. On rencontre aujourd'hui dans nos villages et nos villes moins de Schnapseurs, excusez ce terme populaire, qu'autrefois. Cette constatation, chacun a pu la faire; mais en revanche, si ce but a été atteint, nous devons constater d'autre part avec la statistique que la consommation des boissons fermentées s'est développée dans une proportion considérable depuis un certain nombre d'années. Ainsi, la moyenne d'importation du vin de 1897 à 1900 se montait à 1,357,300 hl, alors qu'en 1887 elle n'était que de 664,000 hl. En moins de 10 ans l'importation, je ne parle que de cela,

a plus que doublé. A cette consommation de vins étrangers s'ajoute en outre celle des vins indigènes. D'après la statistique de 1901, la production indigène s'est élevée à 1,356,000 hl. A cela, il faut encore ajouter la consommation de bière qui a été, en moyenne ces dernières années, de 2,100,000 hl. Il y a encore le vin fabriqué ou vin de raisins secs; à quelle quantité cette fabrication arrive-t-elle? Nous ne pouvons donner de chiffre exact à cet égard, mais ce que nous pouvons dire, c'est que nous connaissons des fabricants de vin qui produisent et vendent 10 à 15,000 litres par jour.

Vous voyez que, sous ce rapport, le but que l'on se proposait en introduisant l'art. 32bis de la constitution n'a été que trop atteint; on a seulement trop favorisé la consommation des boissons en général, en voulant faciliter le débit de boissons que l'on appelle saines: vin, bière, cidre.

Plusieurs cantons se sont émus de cette situation qui leur était faite par l'augmentation de la consommation des boissons non-distillées, et non seulement les cantons, mais les sociétés d'utilité publique se sont adressées à la Confédération pour la prier d'aider les cantons dans la lutte qu'ils avaient entreprise contre le fléau de l'alcoolisme.

Nous sommes tous d'accord, M. le rapporteur de la minorité de la commission y compris, que nous devons faire tous les efforts possibles pour lutter contre l'alcoolisme qui envahit non seulement la Suisse, mais tous les pays du monde. Les cantons frappés de cette consommation inusitée des boissons non-distillées ont recherché quelles pouvaient en être les causes et parmi celles-ci il a été reconnu que la facilité accordée à tout le monde par la constitution, de vendre des boissons non-distillées par quantités de deux litres au moins, était pour beaucoup de gens une occasion et une tentation de consommer.

L'honorable rapporteur de la minorité de la commission estime, en ce qui le concerne, que s'il y a des mesures à prendre, ce n'est pas contre les débits à deux litres qu'il convient de le faire, mais qu'il faut prendre des mesures plus générales si l'on veut utilement combattre l'alcoolisme.

En cela, je suis tout-à-fait d'accord avec lui, je crois qu'il n'y a pas qu'un seul moyen pour lutter contre l'alcoolisme, il n'y a pas que la suppression des débits de deux litres qui n'est pas un remède absolu à la maladie que nous combattons, mais il n'en est pas moins vrai que, d'après la majorité des cantons qui ont été consultés, il y a là l'une des causes du mal auquel nous voulons porter remède.

M. le rapporteur de la minorité croit pouvoir faire abstraction de l'opinion de la plus grande partie des gouvernements cantonaux. Nous n'osons de même. Après l'enquête que nous avons faite, il nous permettra d'être de l'avis de la majorité des cantons. Ce n'est pas à la légère que Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Vaud, etc., ont adressé leurs rapports au conseil fédéral, car il devait au contraire leur être pénible de constater officiellement que l'alcoolisme avait fait des progrès sur leur territoire, ce sont des choses que l'on n'avoue pas volontiers, il faut bien que le mal existe pour que l'on s'y décide.

Parmi les cantons qui ont répondu d'une manière favorable à la motion Steiger qui se trouve à l'ori-

gine de la révision constitutionnelle, nous trouvons : Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Obwald, Nidwald, Fribourg, Soleure, Bâle-ville, Bâle-campagne, Thurgovie, Tessin, Vaud et Appenzell. En dernier lieu le Valais s'est également rallié au projet.

Par contre les cantons de Schwyz, Glaris, Schaffhouse, Appenzell Rh. ext., St-Gall, Grisons, Argovie, Neuchâtel, Genève et en dernier lieu Zoug estiment qu'il n'y a pas lieu de prendre de nouvelles mesures.

En résumé donc, 15 cantons et demi-cantons représentant une population de 2,284,000 âmes se prononcent pour la révision, contre 10 cantons et demi-cantons avec une population totale de 1,028,000 âmes. Ainsi les $\frac{2}{3}$ de la population suisse estiment que la révision est nécessaire.

Vous avez raison de lutter contre l'alcoolisme et nous voulons participer avec vous à cette lutte, nous dit-on, mais il est puéril de chercher une arme pour le combat dans la suppression des débits à deux litres, car de la sorte, vous n'arriverez pas à grand'chose, vous ne ferez que boucher un trou à côté de nombreuses autres fissures. Lors même que ce serait là le seul résultat auquel nous aboutirions, il vaudrait pourtant la peine de s'en occuper, ainsi que le désire la majorité des cantons, et je crois que le résultat sera meilleur.

Mais, nous dit-on encore, quel sera le résultat de cette suppression des débits à deux litres? Ce sera le renchérissement des boissons fermentées. La lutte que vous entreprenez, disait un membre du conseil national, n'aura d'autre résultat que d'être un «Raubzug» contre le pauvre diable.

Croyez-vous réellement que l'introduction de la patente pour la vente du vin par deux litres renchérisse beaucoup le prix du vin, de la bière, du cidre, ce n'est à coup sûr pas une taxe annuelle de quelques francs qui pèsera sur le commerce du débitant patenté. Si les cantons qui demandent la réforme désirée, devaient trouver un bénéfice stable dans cette mesure, s'ils en escomptaient une source de profits, nous éprouverions quelque scrupule à soutenir leur cause, mais tel n'est pas le cas, et le rapporteur de la minorité de la commission a reconnu lui-même que les cantons ne poursuivaient pas un but fiscal.

Pourquoi les cantons veulent-ils supprimer les débits à deux litres? C'est parce qu'ils ont reconnu les inconvénients, je dirai plus: les dangers de ces débits qui sont une cause de débauche et de déroute pour les jeunes gens et les familles. On a constaté dans maint canton que ces débits incitent les jeunes gens à la boisson, en leur facilitant les moyens de se procurer sans contrôle des vins de toutes espèces, et contribuent par là à développer l'alcoolisme que nous voulons combattre. Encore, si ces débits ne fournissaient que des boissons saines, du vin naturel, de la bonne bière, du cidre pur, le mal ne serait pas si grand, mais ces débits, souvent clandestins, débitent plutôt des boissons dangereuses pour la santé publique, contraires à l'hygiène des consommateurs, et nous avons le devoir de protéger ceux-ci même contre leur gré. Or, quel contrôle pouvez-vous exercer sur ces débits qui sont libres, chacun ayant le droit de les établir? Les jeunes gens s'en vont acheter deux, trois, quatre litres et s'ils ne les consomment pas de suite là où ils les ont achetés, ils vont dans une grange, une écurie ou tout autre local et y boivent

sans contrôle, sans être vus. C'est ainsi qu'ils acquièrent l'habitude de l'alcool qu'a décrite le rapporteur de la commission. Nous avons constaté par l'intermédiaire de tel rapport cantonal que des débits à deux litres existent dans presque tous les villages, tous les hameaux, et l'administration ne connaît pas tous ceux de ces débits plus ou moins clandestins où s'adressent jeunes gens, femmes et enfants. Nul doute, que tous ces débits doivent nécessairement avoir favorisé cette consommation énorme de boissons non-distillées dont on se plaint. Cette constatation a été faite dans les cantons de Berne, Fribourg, Lucerne, etc., et vous ne pouvez aller contre. Passe encore, comme je le disais tout à l'heure, si ces débits ne fournissaient que des boissons saines, mais ainsi qu'on l'a prouvé, ils débitent souvent des boissons qui n'ont de vin que le nom et qui sont dangereuses pour la santé.

Nous l'admettons, disent les adversaires de la réforme, mais vous avez un moyen de réagir contre ces débits de boissons malsaines, vous discutez précisément aujourd'hui une loi sur la police des denrées alimentaires. Au moyen des dispositions de cette loi, vous pourrez condamner ces débitants à des amendes, à la prison même, et vous arriverez ainsi à supprimer cette catégorie de débitants.

Cela est facile à dire, mais tout d'abord la loi sur la police des denrées alimentaires n'est pas encore adoptée; en second lieu et le fût elle même, il est difficile d'exercer un contrôle, lorsque le consommateur se fait le complice du débitant. Si le consommateur se plaint, on peut réagir au moyen de la loi de police, mais lorsque les deux parties sont d'accord pour cacher la contravention, quelle prise avez-vous sur elles?

Les cantons de Berne, Bâle, Vaud, ont des lois très sévères sur le commerce des denrées alimentaires et des boissons et cependant on reconnaît que l'on ne peut pas remédier au mal par la seule application de ces lois. Il est donc nécessaire d'arriver à ce qu'un contrôle suffisant puisse être exercé sur les débits.

Comment l'exercer, ce contrôle? En n'autorisant que les débits qui sont tenus par des personnes présentant des garanties d'honnêteté et de moralité suffisantes, des garanties de loyauté commerciale; or ce n'est qu'au moyen des patentes que l'on arrivera à obtenir cette garantie. On aura ainsi des débits qui pourront être facilement contrôlés, ils seront sous la surveillance des autorités de police qui pourront contrôler, si ces débits vendent du vin à des mineurs, à des enfants encore à l'école. On pourra contrôler, s'ils vendent de bonnes marchandises ou s'ils débitent des boissons nocives. Les patentes pourront être retirées, si les personnes auxquelles elles ont été accordées et qui présentaient alors des garanties suffisantes ne les présentent plus, si elles ont forfait aux prescriptions. Vous obtiendrez ainsi un contrôle suffisant, ce qui amènera une diminution du nombre des débits à deux litres.

Pour en revenir au reproche d'augmenter le prix du vin au profit du fisc, nous sommes certains que les cantons n'ont pas la prétention de faire payer aux débits à deux litres la même taxe que l'on exige pour les patentes d'auberge; elles seront minimales, fr. 10, 20, que sais-je? Vous voyez d'ici l'augmentation du prix du vin qui résulterait d'une

patente annuelle de fr. 10. Les cantons pourront même délivrer des patentes à des prix inférieurs, ou encore gratis. Nous aurons alors quand même un contrôle sur les débits à deux litres. En outre, les cantons pourront prendre d'autres mesures; ils pourront décider que les viticulteurs, les propriétaires de vignes, auront le droit de vendre leur vin sans patente ou avec patente gratis, de même le producteur de cidre pourra le débiter dans les mêmes conditions. De la sorte, on arrivera à contrôler le commerce et à être sûr que l'on ne donne aux consommateurs, «aux pauvres diables», que des boissons saines au lieu des boissons frelatées et contaminées qui se débitent aujourd'hui. C'est ainsi que vous rendrez service au petit consommateur.

On nous objecte d'autre part qu'en adoptant les mesures proposées, on ferait tort à toute une classe de commerçants, par exemple aux sociétés coopératives de consommation. Dans la discussion qui a eu lieu au sein du conseil national, on a défendu ce point de vue et soutenu que les sociétés coopératives de consommation seraient lésées dans leurs intérêts au profit des aubergistes.

J'ignore si la suppression des débits de deux litres sans patente sera si avantageuse pour les aubergistes et si fâcheuse pour les sociétés coopératives. Je crois que loin d'être avantageuse pour les aubergistes, elle leur sera plutôt nuisible, en même temps que plutôt conforme aux intérêts des sociétés coopératives de consommation. Ces sociétés payeront une patente comme elles le font actuellement dans le canton de Vaud par exemple, où elles s'en trouvent bien, parce que l'on a confiance dans les boissons qu'elles débitent; sachant qu'elles subissent un certain contrôle, on est plus sûr d'obtenir des marchandises saines. Grâce à cette confiance, on ira plutôt chez ces sociétés pour obtenir du vin pur que chez les aubergistes, dont le vin sera plus cher, puisqu'ils payeront une patente beaucoup plus forte. Loin donc d'être au détriment de ces sociétés, j'estime que la suppression des débits à deux litres sera plutôt dans leur intérêt. Du reste, nous n'avons pas à nous occuper des intérêts des aubergistes ou de ceux des sociétés de consommation; nous avons à nous préoccuper du bien-être public, et nous devons réagir contre l'alcoolisme, en donnant aux cantons l'arme qu'ils réclament.

Lorsque les cantons demandent, supplient la Confédération de leur permettre de lutter contre l'alcoolisme, pourquoi leur répondre par un refus et s'opposer à la mesure qu'ils réclament? Pareil mode de faire me paraît être entaché d'un certain égoïsme; les $\frac{2}{3}$ de la Suisse nous disent: Voilà un des modes de lutter contre l'alcoolisme, ce n'est pas le seul, sans doute, mais laissez-nous nous en servir, donnez-nous cette arme qui nous semble utile. Peut-être ne répondra-t-elle pas à notre attente, cela est possible, mais les cantons désirent l'essayer, ne les en empêchez pas. L'art. 32 de la constitution qui pose le principe de la liberté du commerce et de l'industrie, réserve aux alinéas b et c la fabrication et la vente des boissons distillées, tout ce qui concerne les auberges et le commerce au détail des boissons spiritueuses, en ce sens que les cantons ont le droit de soumettre par voie législative aux restrictions exigées par le bien-être public

l'exercice du métier d'aubergiste et le commerce au détail des boissons spiritueuses.

La proposition qui vous est faite par le conseil fédéral, de reviser l'art. 32bis dans le sens de la motion Steiger, a pour but de permettre aux cantons de prendre les mesures nécessaires pour remédier à l'état fâcheux qui résulte de l'augmentation de la consommation des boissons alcooliques. Avec notre proposition, tout le monde reste libre, nous n'imposons aucune règle aux cantons qui n'estiment pas que cet article nouveau leur soit utile. Nous laissons pleine liberté aux cantons et ne leur imposons aucune restriction quelconque en ce qui concerne l'état actuel de leur législation à l'égard de la vente en détail des boissons spiritueuses.

Avec la majorité de la commission, je vous recommande la proposition du conseil fédéral, car j'estime avec les cantons qui l'ont demandée, qu'elle est dans l'intérêt du bien-être de ces cantons.

Isler, Berichterstatter der Kommissionmehrheit:
Ich habe um das Wort nachgesucht, um einer Begriffsverwechslung entgegenzutreten, die durch den verehrten Herrn Referenten der Kommissionsminderheit in den Saal gebracht worden ist. Ich glaube, es sei absolut notwendig, darüber ins klare zu kommen, bevor die Diskussion überhaupt weiter geht, umsomehr, als ich inzwischen vernommen habe, dass diese Begriffsverwechslung nicht nur beim Herrn Referenten der Kommissionsminderheit, sondern auch da und dort bei andern Mitgliedern des Rates vorhanden ist.

Es handelt sich um den Begriff Zweiliterwirtschaft. Es ist dies ein populärer Ausdruck. Derselbe kann aber in sehr verschiedener Bedeutung gebraucht werden und spielt, je nachdem er gebraucht wird, eine ganz andere Rolle für unsere Debatte. Ich kann dem Herrn Referenten der Kommissionsminderheit den Vorwurf nicht ersparen, dass er in seiner Argumentation die Verschiedenheit dieses Ausdrucks nicht auseinandergelassen hat.

Es gibt einen dreifachen Handel mit nicht gebrannten geistigen Getränken. Der erste ist der, welchen die Wirte betreiben und der uns hier nicht bekümmert, da er bereits kantonal geregelt ist und die Bundesverfassung darüber keine Vorschriften aufstellt. Der zweite ist der Kleinverkauf der Kramläden, welche wie die Wirte bei der kantonalen Regierung um die Bewilligung einkommen, unter 2 Liter abgeben zu dürfen. Nach der Bundesverfassung haben die kantonalen Regierungen das Recht, ein solches Patent zu verabfolgen oder nicht zu verabfolgen. Das regelt sich nach der kantonalen Wirtschaftsgesetzgebung. Ueber diese Detailverkaufsstellen, über diese Art von Zweiliterwirtschaften, die also unter 2l abgeben dürfen, beklagt sich niemand und speziell auch nicht der Kanton Bern, der hier eine so vorwiegende Rolle spielt. Der Kanton Bern erklärt, dass er diese Verkaufsstellen kontrollieren könne, er treffe eine gehörige Auswahl, er gebe das Patent nicht dem ersten besten und er könne es ihm auch wieder entziehen. Eine ganze

Reihe von Kantonen wie z. B. Solothurn, Aargau, Waadt und andere geben solche Patente überhaupt nicht ab. Sie haben das Recht dazu schon nach dem bestehenden Alkohol-Artikel, sie wollen nicht heute die Erlaubnis hiefür von Ihnen verlangen. Sie überlassen den Verkauf unter 2 l grundsätzlich den Wirten und niemand hat sie daran gehindert oder wird sie in Zukunft daran hindern. Herr Scherrer hat geklagt, die Kantone könnten, wenn die vorgeschlagene Novelle komme, diese Zweiliterwirtschaften ganz verbieten. Das können sie aber jetzt schon, und eine ganze Reihe von Kantonen tut es auch wirklich.

Die dritte Kategorie — und das ist unser Sorgenkind — sind die Läden, die über 2 l verkaufen können und die nach der gegenwärtigen Verfassung ganz frei sind. Hier können der Bund und die Kantone nicht eingreifen. Der Bund hat die Fahne der Freiheit aufgesteckt und die wird flattern, bis wir sie herunternehmen. Diese Kramläden brauchen kein Patent für den Verkauf von Getränken. Da entscheidet einzig der Wille desjenigen, der den Laden einrichtet und der Umstand, dass er Kunden finde. Ueber diese Verkaufsstellen beklagen sich die Kantone und sagen: Gegen diese können wir nicht einschreiten und da muss man uns die Möglichkeit zum Einschreiten geben. Hier hat der verehrte Herr Referent der Kommissionsminderheit wiederholt den Begriff Zweiliterwirtschaft in verschiedenem Sinne gebraucht. Wenn er z. B. vom Kanton Zürich gesagt hat, dass er 942 Zweiliterwirtschaften habe und sich dabei nicht übel befinde, so handelt es sich da um Verkaufsstellen bis zu 2 l hinauf und nicht um solche von 2 l an aufwärts, deren der Kanton Zürich auch besitzt, nur nicht so viel und die in dieser Tabelle ebenfalls angeführt sind, nur an einer andern Stelle. Und wenn Herr Scherrer meint, dass die Kantone in Bezug auf jene erste nach seiner Auffassung unschädliche Kategorie von Läden, die nur bis auf 2 l verkaufen und eine Art Wirtschaftpatent haben müssen, viel larger sein und mehr Patente geben sollten, so ziehe er doch einmal die Konsequenz daraus. Ich frage ihn, ob er den Mut dazu hat. Die Konsequenz ist keine andere als die, dass man auch die letzte in der jetzigen Bundesverfassung gegen den Missbrauch der Detailverkaufsstellen enthaltene Einschränkung noch beseitigt und den Kantonen sagt, dass sie künftighin wohl noch die Wirte beaufsichtigen dürfen, dass aber die Krämer, welche Getränke von 1/4 bis 2 l verkaufen, ihre eigenen Herren seien, die kein Patent mehr brauchen und um die sich der Kanton nicht bekümmern darf. Ein solches Vorgehen wird niemand empfehlen wollen und gewiss auch Herr Scherrer selber nicht, der zu dieser Konsequenz gelangt ist, weil er in dem einen Fall etwas anderes unter Zweiliterwirtschaft versteht als im andern Fall.

Ich wollte das auseinandersetzen, bevor die Diskussion weiter geht. Ich wiederhole nochmals, unser Sorgenkind sind die Läden, die über 2 l ausschicken, nicht die andern, mit denen die Kantone sich schon zurechtfinden und die sie reprimieren können, wenn es nötig ist. Solche Verkaufsstellen von über 2 l bestehen aber überall. Herr Scherrer hat gesagt, sie bestehen in einzelnen Kantonen nicht, man kratze an einem Orte, wo es nicht beisst. Nein, es beisst überall, solche Läden sind in der ganzen Schweiz

vorhanden; man kann sie gar nicht einschränken. Jedem, dem es heute gefällt, einen Laden aufzutun und über 2 l zu verkaufen, muss man es gestatten; man kann ihn nicht hindern. Wir haben solche Verkaufsstellen in allen Kantonen, nur mehr oder weniger, in einzelnen Kantonen sehr viele, in anderen eine mittlere Zahl, in dritten nicht zu viele.

Bigler: Der Herr Referent der Minderheit der Kommission hat namentlich aus den Berichten der Regierungen, welche in der Botschaft enthalten sind, besonders der Regierung des Kantons Bern herauslesen wollen und die Behauptung aufgestellt, man habe mit dem Alkoholmonopol keine Verbesserungen erzielt. Dagegen muss protestiert werden. Erstens hat die Regierung des Kantons Bern in ihrem Bericht durchaus nicht gesagt, dass keine Vorteile erzielt worden seien, und zweitens ist diese Behauptung auch materiell unrichtig. Die Regierung des Kantons Bern sagt allerdings, dass grosse Vorteile errungen worden seien, aber seit der Einführung des Alkoholmonopols bestehe eine grosse Gefahr infolge des Art. 32bis, indem der Weinkonsum zu stark gesteigert worden sei und dass man gegen den übermässigen Weinkonsum einschreiten müsse.

Wie stand es im Kanton Bern vor dem Alkoholmonopol? Bereits in jedem Gehöfte war eine sogenannte Kartoffelbrennerei. Diese war ohne Kontrolle. Man konnte also die eigenen Erzeugnisse zu Alkohol oder Schnaps umwandeln, und der Verkauf dieser Getränke war vollständig frei. Es entstand eine grosse Ueberflutung von solchem Getränk, die Produzenten hatten Mühe es abzusetzen, und schliesslich mussten sie herumreisen zum Detailverkauf. Sie machten auch Tauschgeschäfte, sie gaben diese Getränke den Berufsleuten an Zahlungsstatt, dem Wagner, Schreiner, Schmied u. s. w. Sie sagten: Wir geben dir zu verdienen, du musst uns auch etwas abkaufen. So kam es, dass man fast in jedem Hause Kartoffelbranntwein hatte, und wo er war, da ist er auch getrunken worden. Dieser Zustand war ein sehr schlimmer und hat auf die Moral des Volkes ungünstig eingewirkt. Mit dem Alkoholmonopol ist dann dieser Handel verschwunden. Die Leute mussten, wenn sie Schnaps kaufen wollten, ihn vom Bunde beziehen oder aus dem Depot, er war nicht mehr so zugänglich und wurde namentlich nicht aufgedrängt, und man fühlte die Besserung insbesondere bei der Schuljugend. Wenn man jetzt eine Statistik machen würde über die Schwachsinnigen und Schwachbegabten, so würden wir bessere Erfahrungen machen als vor 15 Jahren. Das sieht man überall, besonders in der Armenpflege; alle Gemeindevorstände im Kanton Bern sind vollständig einig, dass das Alkoholmonopol sehr günstig gewirkt hat.

Nun die andere Frage! Dieser freie Verkauf von nicht gebrannten geistigen Getränken hatte dann wieder eine andere Folge. Wie Ihnen bereits in der Botschaft mitgeteilt worden ist, hat die Einfuhr von 1887 bis 1897 sich mehr als verdoppelt, und es haben sich Leute zu dem Vertrieb dieses Weines

ingerichtet, die eben nicht zum Wohle des Ganzen arbeiten, sondern nur für ihren eigenen Sack. Es ist, wie es schon im Laufe der Diskussion gesagt worden ist, die Zahl der Verkaufsstellen im Kanton Bern von 137 im Jahre 1887 gestiegen auf 1089, sodass ungefähr überall da, wo früher eine Kartoffelbrennerei war, nun solche Verkaufsstellen eingerichtet worden sind. Der Weinhandel ist auch in ein ganz anderes Stadium getreten. Früher kannte man die billigeren, sehr stark alkoholhaltigen Weine nicht, besonders im Kanton Bern war man diesen ausländischen Weinen sehr wenig günstig gestimmt. Nun kamen die günstigen Verhältnisse des Einkaufs dieser Weine in Spanien infolge der Valuta. Die Weine kamen zu ungeheuer billigem Preis ins Land hinein, und man hat dieselben namentlich auch im Kanton Bern eingeführt. Weine mit 12 Prozent Alkohol sind loco Bern mit 20 Fr. per Hektoliter verkauft worden. Natürlich haben die Grosshändler Absatzquellen gesucht, Leute engagiert, Depots zu übernehmen. Sie stehen unter keiner Kontrolle. Es kann ein jeder ein solches Depot halten, wenn er nicht unter 2 Liter abgibt, und es ist nun selbstverständlich, je mehr solche Verkaufsstellen sind, desto grösser wird der Konsum sein, der Konsum wird ein stärkerer sein, als durch das Bedürfnis gefordert wird. Man lässt es nicht auf das Bedürfnis ankommen und sagt: Wenn du Wein notwendig hast, so kannst du ihn beziehen, sondern man zwingt einen bereits, sucht ihn auf und drängt den Wein auf. So drohen die Verhältnisse wieder vollständig die gleichen zu werden wie früher mit dem Schnaps, und man muss fragen, was schädlicher sei, ein 12prozentiger Wein, wenn er in grosser Menge getrunken wird oder ein 45prozentiger Schnaps, der in kleinen Quantitäten getrunken wird.

Herr Scherrer hat namentlich den Kanton Bern kritisiert; es sei die Regierung nicht richtig vorgegangen in der Erteilung der Kleinverkaufspatente; wenn man die Bewilligung für Kleinverkaufsstellen erleichtert hätte, so wäre das Uebel nicht so gross geworden. Nun, wie soll man dem übermässigen Genuss des Alkohols entgegen treten? Nach meiner Ansicht kann man demselben nur dann richtig entgegen treten, wenn man den Vertrieb in richtige Hände legt und nur Leuten überlässt, denen das Volkswohl am Herzen liegt, die nicht nur ihren Profit suchen, sondern die den Behörden entgegen kommen und sie in der Förderung des Volkswohls zu unterstützen suchen. Was liegt nun näher, als dass die Behörden solche Verkaufsstellen ansehen müssen und den Depothalter, ob er Vertrauen verdient oder nicht. Dann kann man dem übermässigen Genuss der alkoholischen Getränke entgegen treten. Die Kleinverkaufsstellen muss man der Kontrolle unterstellen, ob sie nicht Wirtschaften betreiben; das dürfen sie nicht, sie dürfen nur über die Gasse verkaufen. Es kommt aber doch vor, dass einer im Hause selbst wirtet und diese Stelle wird aufgehoben. Die sogenannten Zweiliterwirtschaften stehen durchaus unter keiner Kontrolle dagegen haben die Kleinverkaufsstellen eine kleine Gebühr zu entrichten und stehen unter der Kontrolle des Lebensmittelinspektors, während diejenigen, die sich Grosshändler nennen und bis zu zwei Liter hinab verkaufen, durchaus unter keiner Kontrolle stehen. Sie stehen allerdings auch unter der Lebensmittel-

kontrolle; aber wenn sie nicht im Handelsregister stehen, kann man ihnen nichts anhaben. Es kann sich heute jeder ein Fass Wein kommen lassen und denselben morgen beliebig verkaufen. Gerade im Kanton Bern ist es so gekommen, dass die Kleinverkaufspatente nicht mehr nachgesucht wurden, denn das andere ist viel einfacher.

Wie hat sich der Kanton Bern gegenüber der Motion Steiger verhalten, als der Bundesrat die Regierungen um ihre Meinungsäusserungen ersucht hat? Die Regierung hat die sämtlichen Regierungsstatthalter angefragt und sie um ihre Ansicht angefragt. Die Regierungsstatthalter wissen es am besten, wie es in ihren Kreisen steht. Die Regierung hat auch die Lebensmittelinspektoren angefragt, die täglich mit den Wirtschaften und mit den Getränkeauschankstellen im Verkehr stehen. So ist die Broschüre des Herrn Dr. Tschumi, des bernischen Lebensmittelinspektors, entstanden, und zwar aus eigener Initiative. Er hat aus eigener Erfahrung und Anschauung gesehen, wie man in Gefahr kommen und wie das Volk durch übermässigen Weingenuss auch verseucht werden kann.

Von 30 Regierungsstatthalterämtern haben sich im ganzen 24 unbedingt für die Motion Steiger ausgesprochen und zwar teilweise in sehr entschiedener Form. Einer schreibt: «Fast jedermann beklagt sich über die Verkaufsstellen mit Spirituosen und Wein von 2 Litern an. Diese begünstigen die häuslichen Trinkgelage und üben einen schädlichen Einfluss auf die Kindererziehung aus. Wein sollte nur von 10 oder 20 Litern an ausserhalb der Wirtschaften abgegeben werden dürfen.» Dieser spricht sich also sehr entschieden für die Motion aus. Ein anderer schreibt: «Die Motion wird vollauf begrüsst. Durch Platzgeberei zu geheimen Trinkgelagen, an welchen sogar schulpflichtige Kinder teilnehmen, wird Anstand und Sitte schwer verletzt. Der zunehmende Weinkonsum in der Häuslichkeit und Familie muss als eine zweifelhafte Errungenschaft des gegenwärtigen Zustandes bezeichnet werden.»

Also die Regierung des Kantons Bern hat in umfassender Weise sich umgesehen, wie es mit diesen Zweiliterwirtschaften stehe und wie sie sich gegenüber dem Volkswohl verhalten.

Nun ist Ihnen auch schon gesagt worden, dass die Einfuhr von fremden Weinen sich verdoppelt habe, und wenn wir nun diese Vermehrung der Einfuhr der fremden Weine darauf berechnen, was sie für eine Wirkung für den Konsumenten hat, so kommen wir für den heutigen Konsum von Wein zu einer sehr grossen Zahl. Wir konsumieren im ganzen 123 Millionen Liter ausländischen Wein und im ganzen 150 Millionen Liter inländischen Wein. Wenn wir nun die Bevölkerungszahl nach der letzten Volkszählung auf 3,315,000 Einwohner annehmen und von diesen 3,315,000 abrechnen die Kinder bis zum 15. Altersjahr — im allgemeinen sollte man annehmen dürfen, dass die Kinder bis zum 15. Altersjahr nicht zum Alkoholgenuss veranlasst werden — und wenn wir ferner die Frauen in Abrechnung bringen, und ich glaube, das sollen wir tun, denn die eigentlichen Konsumenten sind die Männer und nicht die Frauen — wenn wir die letztern im Alter von über 15 Jahren in Abrechnung bringen, das macht 1,170,000 Frauen, so bleiben als eigentliche Weinkonsumenten noch 1,057,000. Dabei kann man

sagen, auch die Frauen seien an dem Konsum beteiligt, obschon ich glaube, es wäre wünschenswert, wenn sie nicht zu sehr beteiligt seien; ferner daneben haben wir eine grosse Zahl von vollständigen Abstinenten, und wenn wir sagen, es werden so viele sein als Frauen, die Wein trinken, so würde die Zahl von 1,057,000 zutreffen. Wenn wir diese Zahl annehmen, so kommen wir für die Männer, die Wein trinken, auf einen jährlichen Konsum von 255 Litern. Es ist das ungefähr das Gleiche, was in der Broschüre des Herrn Dr. Näf gesagt ist, und man muss absolut zugeben, dass dieser Konsum ein viel zu starker ist; denn es muss festgestellt werden, dass der Wein nicht ein Lebensmittel ist, sondern ein Genussmittel. Der Beweis kann durch die Abstinenten erbracht werden. Die Abstinenten leben so gut und befinden sich so gut wie diejenigen, welche nicht abstinieren. Ich will den Weingenuss nicht verpönen, ich bin auch nicht Abstinente, aber es ist Sache der Gesetzgebung, dahin zu wirken, dass dieses Genussmittel nicht übermässig angewendet wird, und dass man nicht Anlass gebe zu mehr als notwendiger Gelegenheit zum Weingenuss. Wenn wir im Uebermass solche Zweiliterwirtschaften fördern; wenn man durchaus keine Kontrolle über dieselben hat; wenn jeder befugt ist, zu seinem Nachbar zu gehen und diesen zu veranlassen, von seinem Wein zu konsumieren, so ist das ein schädliches Gewerbe, und wir haben die Pflicht, diesem schädlichen Gewerbe entgegenzutreten.

Es ist von Herrn Scherrer allerdings gesagt worden, man beeinträchtige die Gewerbefreiheit und suche grosse Interessenskreise zu schädigen; aber, meine Herren, auch auf andern Gebieten muss man die Gewerbefreiheit einschränken, und diese hat nur so lange ihre Berechtigung, als sie nicht das Gemeinwohl schädigt. Er kritisiert namentlich auch die Wirtschaftspolitik im Kanton Bern und sagt, es sei nur ein Gemeindepräsident da, so ein Bärenwirt oder ein Kronenwirt, und neben diesem dürfe natürlich kein anderer mehr existieren. Ich glaube, man hat überall in der Wirtschaftspolitik schon verschiedene Experimente gemacht, wir haben auch im Kanton Bern solche Experimente gemacht. Früher, in der politisch aufgeregten Zeit von 1846 bis 1854 war es Politik, die man damit trieb. Von 1846—1850 hat man im Kanton Bern die Wirtschaften vollständig freigegeben; jeder, der wollte, konnte wirtin, und jedes zweite Haus war eine Wirtschaft, so eine Kneipe. Da kam aber der Umschwung vom Jahre 1850 und demjenigen, welcher nicht zur Regierungspartei gehörte, wurde die Wirtschaft einfach geschlossen. Später ist dann der Bedürfnisartikel aufgenommen worden. Man sucht dem Bedürfnis nachzukommen, aber auch zu verhindern, dass Wirtschaften da entstehen, wo keine notwendig sind, und ich glaube, das ist die richtige Wirtschaftspolitik, wo man dem Uebermass entgegentritt. Es werden sehr umfassende Erhebungen gemacht, wenn Gesuche für eine neue Wirtschaft kommen; Sie hatten sich ja auch schon mit solchen Rekursen zu befassen. Es kann ja die Bedürfnisfrage jeweilen verschieden beantwortet werden; aber allgemein vom Standpunkte der Volkswohlfahrt aus muss man sagen, dass man die Sache nicht ins Uebermass treiben lassen darf und auch von Staats wegen etwas dagegen tun muss.

Nun haben sich allerdings die Regierungen von Anfang an verschieden ausgesprochen; bei einer spätern Anfrage sind jene Regierungen, welche am Anfang sich gegen die Motion ablehnend verhalten haben, warme Befürworter derselben geworden, und es muss zugegeben werden, dass, wenn man den Grosshandel beschränkt, dass er nicht unter 10 Liter verkaufen kann, wir in den kleinen Detailhandel viel mehr Einsicht bekommen und die Sache mehr in der Hand behalten können. Es ist das Wort Grosshandel für 2 Liter nicht zutreffend. Herr Scherrer sagt, auch bei 10 Liter sei die Bezeichnung Grosshandel nicht zutreffend; meine Herren, das verhält sich ungefähr wie mit der Bezeichnung Gegend und Umgebung.

Ich nehme die Sache sehr ernst, und wenn wir bedenken, wie die Verhältnisse vor 1885 waren, so muss man die Sache ungemein ernst nehmen. Wir sind vielleicht etwas ängstlicher als andere Kantone, weil sich bei uns die Sache vielleicht etwas stärker geändert hat, als in den Kantonen, wo viel Most getrunken wird und viel Trester gebrannt werden. Wir haben keine monopolfreie Brennereien, es wird wenig Most getrunken, und wir haben keine Trester. Diejenigen, welche andere Verhältnisse haben, spüren die Wohltat des Alkoholmonopols viel weniger; aber ich bin überzeugt, es wird eine Zeit kommen, wo die Kantone genötigt sein werden, auch die jetzt monopolfreien Brennereien unter das Gesetz zu stellen. Die Monopolbrennereien sind keine Gefahr für das Volk; sie geben keinen Schnaps ab, sie brennen den Schnaps für den Bund; sie werden kritisiert, weil man ihnen das Produkt zu höherem Preise abnehme als man es vom Ausland beziehen könne; aber sie geben keinen Schnaps ab, er muss zuerst durch die Alkoholverwaltung gehen. Anders ist es mit den monopolfreien Brennereien. Diese können ihr Produkt abgeben, wem sie wollen und wie sie wollen, und dies bildet eine Gefahr für die Zukunft, d. h. wenn man dem Alkoholismus vollständig zu Leibe gehen wollte, so müsste man so weit gehen, wie Schweden und Norwegen gegangen, und alle alkoholischen Getränke monopolisieren. Dann würden wir etwas erreichen. Deshalb müssen wir der Hydra, wie Herr Scherrer gesagt hat, wieder einen Kopf abschlagen. Heute ist es unmöglich, die Wurzel auszureissen, aber wenn sie in einzelnen Punkten wuchert, müssen wir sie wieder zurückschneiden. Wenn es geht, wie im Kanton Bern, dass man sich wohl befunden hat, und nun wieder Gefahr sieht, dann muss man den Alkoholkonsum einschränken, man muss helfen und kann es, ohne den Kantonen etwas vorschreiben zu wollen, ohne sie zu schädigen, denn sie können es machen wie sie wollen. Wenn aber ein Kanton verlangt und die Mehrzahl der Kantone es verlangen, dass sie betr. den Verkauf unter 10 Litern legislieren können, so sehe ich nicht ein, warum man sich in andern Kantonen ablehnend verhalten sollte.

Ich mache darauf aufmerksam, dass es ja bei den Konsumvereinen gar keine Aenderung gäbe. In jenen Kantonen, die überhaupt den Kleinverkauf reglementieren, bleibt sich das vollständig gleich. Herr Scherrer mache ich darauf aufmerksam, dass selbst die Regierung von Baselstadt in ihrer Vernehmlassung sagt, dass die Motion der Herren Steiger und Genossen sehr wünschenswert erscheint.

Wie die Regierung von Baselstadt damit einverstanden ist, hat sich auch die Mehrzahl der übrigen Kantonsregierungen dahin ausgesprochen, es sei absolut notwendig, dass etwas in dieser Sache geschehe. Allerdings können solche Uebelstände nicht auf einmal bekämpft werden, und man kann nur dasjenige tun, was für einmal möglich ist. Ich habe die volle Ueberzeugung, dass man viel erreichen und darüber froh sein wird. Ich möchte Sie bitten, den Kantonen, die dieses Hilfsmittel wollen, entgegenzukommen und auf die Vorlage einzutreten.

Müller: Als Mitglied der Kommissionsminderheit habe ich mir in erster Linie die Frage gestellt, wer denn eigentlich die hauptsächlichsten Freunde der vorgeschlagenen Verfassungsrevision seien, und da habe ich mir antworten müssen, dass es in erster Linie die Wirte sind. Die Wirte haben mit einer rührenden Einigkeit im ganzen Schweizerland verlangt, dass diese Revision vorgenommen werde. Die Gründe, warum sie es getan, sind ziemlich klarliegend, indem sie das Monopol des Weinverkaufs für sich haben und den Profit, den der Weinverkauf mit sich bringt, in ihre Tasche stecken möchten.

Im weitern sind es die Abstinenter, die sich auf einen ganz andern Standpunkt stellen als die Wirte. Die Wirte wollen von sich aus recht viel Wein verkaufen. Die Abstinenter wollen, dass überhaupt gar kein Wein mehr verkauft werde. Sie stellen sich auf den Standpunkt, dass die gegenwärtige Welt nur Wasser und Milch trinke. Ich muss bekennen, dass ich für mich diesen Standpunkt nicht teile und dass ich als Weinbauer und Besitzer eines guten Weinkellers wünsche, dass diese Hoffnungen der Herren Abstinenter sich nicht erfüllen werden.

Sodann glaube ich, dass den Nachteilen des Systems des freien Verkehrs über 2 l von nicht alkoholartigen Getränken, auf die man hingewiesen hat und die namentlich in der Broschüre des Herrn Dr. Tschumi hervorgehoben worden sind, auch ganz bedeutende Vorteile gegenüberstehen, die ich aus eigener Erfahrung in meinem Heimatkanton Schaffhausen kennen gelernt habe. Wir haben auch im Kanton Schaffhausen eine Arbeiterbevölkerung, die darauf angewiesen ist, sofern sie nicht der Abstinenz huldigt, von Zeit zu Zeit einen Schluck zu nehmen, um sich in ihrer strengen Arbeit zu erfrischen. Diese Arbeiter konnten bis jetzt ihr Bedürfnis dadurch decken, dass sie sich den kleinen Bedarf an Wein, Most oder Bier von diesen Kleinverkaufsstellen oder auch vom Bauer aus seinem Keller verschafften. Es war ihnen nicht möglich, selbst grössere Wein- oder Mostlager anzulegen, weil sie bei ihren mangelhaften Wohnungsverhältnissen kein Fass Wein unterbringen konnten, da sie keinen Anteil am Keller hatten oder weil sie das nötige Geld nicht besaßen, um sich die Getränke fassweise anzuschaffen. Sie konnten aber bis jetzt den nötigen Bedarf an Getränken von den Produzenten oder Kleinverkaufsstellen zu einem viel billigeren Preise beziehen, als wenn sie ihn im

Wirtshaus geholt hätten. Man darf ja mit Recht sagen, dass der Preis der Getränke, die im Wirtshaus verkauft werden, mindestens 100 %, ja bis 200 % höher ist, als der Preis der Getränke, die bei dem nicht besteuerten Händler oder beim Produzenten gekauft werden. Dieser Umstand sollte gewiss auch in Betracht gezogen werden. Der arme Arbeiter hat sein Bedürfnis so gut wie der Herr. Wenn er Durst hat, soll er den Durst löschen können, und er soll es tun können, ohne unnötige Ausgaben machen zu müssen. Man soll diesen notwendigen Lebensdrang nicht mehr besteuern als es notwendig ist.

Wie käme es nun, wenn die Verfassungsrevision angenommen würde und die patentfreien Kleinverkaufsstellen nicht mehr unter 10 l verkaufen dürften? Gäbe es wirklich eine Besserung? Ich glaube nicht. Derjenige, der mit dem leichten Ankauf geistiger Getränke Missbrauch treiben will, wird diese Getränke auch in Massen von 10 l anschaffen. Statt ein Kind zu schicken, um bloß 2 l zu kaufen, wird er eben 10 l kaufen und wenn er 10 l im Hause hat und keinen Keller besitzt, wird er denken: der Wein geht zu Grunde, es ist besser, wir trinken ihn, und er trinkt dann die 10 l in der gleichen, ja vielleicht in einer kürzern Zeit, als er die 2 l getrunken hätte. Ich übertreibe nicht. Ich kenne Fälle, wo der, welcher grössere Vorräte in den Keller gebracht hat, mit denselben rascher fertig geworden ist, als mit den kleinern Quantitäten, wenn er den Hang zum Trinken hatte.

Ich glaube ferner, dass, wenn der Mann gezwungen ist, seinen Durst im Wirtshaus zu löschen, er den Wein nicht bloss teurer bezahlt, sondern auch viel mehr der Versuchung ausgesetzt ist, mehr zu trinken, im Wirtshaus in der Gesellschaft stecken zu bleiben und vielleicht seine Familie zu Hause darben zu lassen. Auch von diesem Standpunkt aus ist es vorteilhaft, wenn wir solche Verkaufsstellen haben, damit der Arbeiter seinen Trank nach Hause bringen lassen kann und vom Wirtshaus entfernt bleibt.

Ich habe Ihnen auseinandergesetzt, dass nach meinem Dafürhalten die Vorteile des Kleinverkaufs von 2 l und mehr den Nachteilen des Kleinverkaufs mindestens gleichstehen oder sie sogar überbieten. Nun frage ich mich, welches sind die Gründe, welche die Gegner des gegenwärtigen Systems für die Verfassungsrevision ins Feld führen? Dieselben und namentlich auch Herr Tschumi sagen, dass die Kleinverkaufsstellen fast durchwegs lauter schlechte, gepanschte Ware führen, ja hie und da einmal förmlich gesundheitsschädliche Getränke abgeben. Schon deshalb sei es durchaus geboten, diese freien Verkaufsstellen, die sich jeder staatlichen Kontrolle entziehen, aufzuheben. Es ist möglich, ich gebe das zu, dass bei vielen dieser Kleinverkaufsstellen schlechte, gepanschte Ware zu einem verhältnismässig hohen Preis verkauft wird. Aber ich frage mich, ob den Kantonen nicht an Hand der gegenwärtigen Bundesverfassung schon etwelche Kontrolle möglich sei, um solche gepanschte, schlechte Ware vom Verkauf fernzuhalten. Der Abs. 2 des gegenwärtigen Art. 32 bis der Bundesverfassung lautet: «Nach dem Wegfall der in Art. 32 der Bundesverfassung erwähnten Eingangsgebühr auf geistigen Getränken kann der Handel mit solchen, welche nicht gebrannt sind, von den

Kantone keiner besonderen Steuer unterworfen werden, noch andern Beschränkungen als denjenigen, welche zum Schutze vor gefälschten oder gesundheitsschädlichen Getränken notwendig sind.» Ich frage nun: Ist es eine Beschränkung, wenn die Kantone verlangen, dass die freien Verkaufsstellen sich bei einem kantonalen Institut anzumelden haben? Ich glaube nicht. Man erhebt ja keine Steuer, man bezieht keine Gebühr, sondern man verlangt nur, dass die Betreffenden sich anmelden sollen, um immerhin ein Verzeichnis, eine Kontrolle derjenigen zu haben, welche diese Erlaubnis der Verfassung für sich in Anspruch nehmen. Ich glaube auch, dass sich jeder ehrliche Bürger dem ohne weiteres unterziehen wird. Warum soll dem Staat nicht das Recht eingeräumt werden, die Getränke, die von Kleinverkaufsstellen verkauft werden, einer Kontrolle zu unterziehen, sobald eine Klage eingeht? Wie jeder Bürger, der eine Klage erhebt, ein privater Milchverkäufer habe ihm gefälschte Milch geliefert, ein Recht auf Untersuchung seiner Klage hat, so glaube ich, kann es auch den Verkaufsstellen von geistigen Getränken gegenüber gehalten werden, ohne Revision des Art. 32bis der Bundesverfassung. Es ist also den Kantonen schon an Hand der gegenwärtigen Verfassungsbestimmung möglich, in dieser Beziehung etwelchermassen Ordnung zu schaffen. Und wenn das geschieht, dann sind meines Erachtens die Uebelstände nicht mehr so gewaltig gross. Man sollte nicht wegen einzelnen schwachen Personen die grosse Mehrheit der immerhin der Temperenz huldigenden Bürger vor den Kopf stossen, resp. ihre Vorteile unterdrücken. Von diesem Standpunkte aus sehe ich kein Bedürfnis für eine Aenderung der gegenwärtigen Verfassung und halte dafür, dass man den von einer Verfassungsrevision erforderlichen grossen Apparat nicht in Bewegung setzen sollte, um des kleinen Gewinnes willen, den einzelne von derselben erwarten.

Ich bin daher der Ansicht der Minderheit der Kommission, dass man auf die vorgeschlagene Revision der Bundesverfassung nicht eintreten soll.

M. de Chastonay: D'accord avec la majorité de la commission, je me permets d'appuyer brièvement l'entrée en matière et par conséquent l'adhésion à la décision du conseil national.

En parcourant les phases de l'histoire de la législation sur l'alcool, on peut constater deux grands courants d'idées: celui de l'idéal et celui de l'intérêt. L'idéal que nous ne devons jamais perdre de vue, c'est la conservation de la santé morale et physique du peuple suisse; c'est la lutte par tous les moyens contre l'alcool dans ses causes et ses effets. L'intérêt, c'est la compensation matérielle accordée aux cantons pour les sacrifices imposés par la loi abolissant les droits d'entrée sur les boissons spiritueuses.

La disposition introduisant la faculté de la vente libre de quantités inférieures et supérieures à deux litres de boissons spiritueuses non-distillées, est aussi une manifestation de cette double tendance.

Pour détourner le peuple de l'alcool et de l'eau de vie, si délétères et si meurtriers, le législateur dans une louable intention, voulait procurer au petit consommateur, à l'ouvrier, au journalier, une boisson saine et à bon marché, soit du vin, de la bière et du cidre, de provenance indigène et de bonne qualité et qui devaient ainsi constituer la boisson normale et modérée du peuple suisse. Cette liberté de vente, ces facilités, ont-elles eu le résultat désiré? Les intéressés nous disent non. L'expérience de quelques années a suffi de démontrer, qu'à côté de la grande plaie qu'on voulait panser avec soins, on en a ouvert une autre, plus circonscrite et moins profonde sans doute, mais quand même très dangereuse. En autorisant la vente libre jusqu'à deux litres, on a provoqué involontairement de graves abus qui ont alarmé un grand nombre de cantons. Si la consommation de l'eau-de-vie, cet ennemi par excellence, n'a pas diminué dans la mesure désirable, au moins dans quelques régions, celle des boissons non-distillées et non contrôlées a par contre augmenté outre mesure et dans une proposition inverse bien plus forte.

On est tombé dans l'excès contraire. Et mon honorable collègue bernois, M. Bigler, me permettra de lui répliquer que si le vin ne peut pas être considéré comme un aliment, dans le sens strict du mot, il l'est en tout cas davantage que l'eau-de-vie, le vulgaire et détestable Schnaps, qui n'est en somme qu'un mélange plus ou moins parfait d'alcool et d'eau. J'é n'apprendrai rien de nouveau à l'honorable M. Bigler, très versé dans ces questions techniques, en disant que le vin contient outre l'alcool dans une proportion plus ou moins forte, du sucre, de la dextrine, des acides, des sels, puis des substances aromatiques qui exercent une influence favorable sur la digestion et la nutrition. Le bon vin suisse n'est pas la cause du mal, il faut la chercher ailleurs. La vente libre, à l'emporté, a favorisé la consommation privée et les libations clandestines. Au lieu de boire en honnête société à l'auberge ou au débit soumis à la police cantonale ou communale, on s'est habitué, paraît-il, à consommer en dehors; on boit un peu n'importe où, à la maison, à la ferme, en famille et par comble de malheur, avec femme et enfants. La qualité de ces boissons de provenance étrangère est très souvent insalubre et nuisible à la santé. Le bon marché ne suffit donc pas; il faut la garantie de la qualité.

Les cantons victimes de cette fâcheuse situation ont raison de réclamer, et dans l'intérêt général on doit les soutenir et leur fournir les armes de combat qu'ils croient nécessaires pour leur bien-être. Le canton viticole que j'ai l'honneur de représenter, ne connaît en principe pas la vente du vin et de la bière par des débits libres soit à pot renversé. Cette vente, au-dessous et au-dessus de deux litres, n'a lieu en Valais, comme le dit le message du conseil fédéral, que dans les auberges et pintes soumises à une police et patente spéciales. La statistique nous dit, que nous avions en 1897 310 auberges patentées, soit une sur 335 habitants, soit la meilleure proportion en Suisse, et 332 débits patentés pour la vente au détail des boissons alcooliques non-distillées.

Mon canton n'est donc pas directement intéressé à la question posée; si je l'appuie quand même,

c'est pour des motifs d'ordre supérieur et général. Je puis d'autant plus facilement le faire, que nos intérêts matériels n'en souffriront pas; car il est bien et formellement entendu que les vigneron et les propriétaires de vignes pourront avant comme après vendre leurs produits à pot renversé, sans être astreints à aucune patente ou restriction, à condition que le liquide vendu soit réellement emporté par l'acheteur et pas consommé sur place. En portant le minimum de deux à dix litres, on espère combattre dans une certaine mesure les abus signalés. Sans me bercer d'illusions sur la portée pratique de la modeste révision de la constitution, j'estime qu'on doit la tenter et accorder aux cantons la compétence qu'ils réclament. Je ne vous cache pas, messieurs, que pour couper le mal à sa racine, il faudrait encore augmenter ce minimum et le porter même à 20 litres et plus. On réglerait ainsi une fois pour toutes les conditions de la vente au gros et au détail des boissons. Mais je n'insiste pas sur ce point qui reviendra peut-être un jour, et je me borne à recommander l'entrée en matière sur le projet présenté.

M. Python: Loin de moi la pensée d'essayer d'atténuer les effets du fléau de l'alcoolisme, mais je ne crois pas que nous pouvons avoir pleine confiance en la statistique à laquelle a fait allusion M. Scherrer, lorsqu'il a dit, que la Suisse était au premier rang pour la consommation de l'alcool. Les chiffres se prêtent à de multiples interprétations.

On ne saurait, dans le cas particulier, en tirer la conclusion que notre patrie abrite le plus grand nombre d'alcoolisés et occupe à ce point de vue le dernier rang parmi les états civilisés. Ce ne sont pas les Suisses qui consomment chez nous le plus d'alcool. Il faut tenir compte de tous les facteurs qui influent sur la statistique. La Suisse est visitée chaque année par une foule d'étrangers qui viennent chercher dans nos montagnes le repos et le rétablissement de leurs forces épuisées. Nos visiteurs se reconforment aussi à l'aide du vin et des liqueurs. S'il était possible de faire un départ et de distinguer entre la boisson consommée par les indigènes et par les ressortissants des autres pays, la Confédération arriverait à bon rang et n'offrirait dans tous les cas rien d'anormal. M. Scherrer ayant fait une comparaison avec les dépenses militaires, je puis lui dire que j'ai eu une autre statistique sous les yeux et ai été surpris de constater que la Suisse, pays neutre, était au premier rang pour le montant de ses dépenses militaires.

Bien que les résultats fournis par la statistique, soient sujets à caution, nous n'en devons pas moins chercher par tous les moyens à combattre la plaie de l'alcoolisme qui existe aussi en Suisse. Nous sommes tous d'accord sur le but à atteindre, mais nous nous séparons les uns des autres dès qu'il s'agit d'arrêter le choix des moyens à employer pour la lutte contre l'alcoolisme. Pourquoi, messieurs? Parce que les conditions diffèrent suivant les contrées, et que les causes du mal ne sont pas les

mêmes partout. Un coup d'oeil jeté sur l'état des auberges patentées dans les divers cantons, qui se trouve annexé au message, corrobore mon opinion. Ainsi dans certaines contrées on considère le nombre des débits comme l'une des principales causes de propagation de l'alcoolisme. Cette manière de voir a été exprimée à plus d'une reprise au sein des chambres fédérales et confirmée par l'expérience dans plusieurs cantons. Il a été établi que dans nombre de localités, les habitants qui étaient laborieux et économes, ont renoncé à leurs bonnes traditions et se sont ruinés ensuite de l'augmentation du nombre des débits de boissons. Ailleurs la multiplication des auberges n'a pas produit des effets aussi fâcheux. Les états confédérés sont loin de professer les mêmes principes: ils comptent une auberge par 75,78 habitants, 150, 250 habitants. On ne peut pas en inférer que la population des cantons où les débits sont les plus nombreux, souffre davantage de l'alcoolisme. Les faits proclament le contraire. Les conditions sont absolument différentes de canton à canton. On ne saurait soumettre à une réglementation tout-à-fait conforme les populations citadines et celles de la campagne. Les débits offrent beaucoup moins d'inconvénients dans une ville importante que dans une commune rurale. Ce ne serait pas sage de traiter de la même façon les contrées vinicoles et celles où l'on cultive le blé, la prairie, où l'on s'occupe de l'élevage. Cela dépend aussi de la topographie. En un mot, il y a toute une série de circonstances qui doivent être prises en considération, parce qu'elles exercent une influence particulière.

Les conditions n'étant pas identiques, on ne peut entrer dans le système que semble préconiser M. Scherrer, dont nous connaissons l'enthousiasme, le bon coeur et le tempérament. On ne peut recourir à un moyen de salut général, et nous devons nous contenter des petits moyens qui seront appliqués successivement selon les besoins. L'alcoolisme touche à tant d'intérêts que l'on ne peut procéder qu'avec prudence. La loi peut arriver peu à peu à améliorer les moeurs, mais elle ne saurait les supprimer par un grand coup.

La révision constitutionnelle de 1885 a eu deux buts: le premier était de supprimer la consommation de l'eau-de-vie malsaine, celle qui contenait du fusel. On a voulu procurer aux consommateurs de l'alcool rectifié. Ce résultat a été obtenu par l'institution du monopole.

En second lieu, on a cherché à restreindre l'usage de l'eau-de-vie et on y est arrivé par la suppression des distilleries. On a voulu obtenir aussi le même résultat, en facilitant si ce n'est en favorisant la consommation du vin.

Un troisième but a été poursuivi, celui de diminuer d'une manière générale l'abus des boissons, en limitant le nombre des débits. C'est pour cela que la compétence de diminuer le nombre des établissements a été restituée aux cantons. La réduction du chiffre des auberges, est-elle efficace dans la lutte entreprise contre l'alcoolisme? Ce point a été l'objet de discussions, et il doit déterminer l'attitude à prendre au sujet du projet proposé par le conseil fédéral. Bien des états confédérés ont limité le nombre des auberges, en se basant sur la révision constitutionnelle de 1885.

Cette mesure a été éludée par l'ouverture de débits en gros dans lesquels on détaille le vin à une quantité supérieure à deux litres. Les cantons n'ont pas le droit de réglementer le commerce en gros, au moyen de prescriptions de police. Ils se trouvent ainsi privés d'une arme sur laquelle ils avaient compté. Leur droit de limiter les établissements est devenu illusoire. Telle est la cause du mouvement qui a abouti au projet en délibération. Les cantons vous demandent de les aider à prévenir les abus dont souffre la population. Après avoir diminué la consommation de l'eau-de-vie, nous tendons aujourd'hui à un autre progrès, qui est celui de réduire aussi l'usage des boissons fermentées.

On peut discuter sur l'efficacité de cette mesure, dans tel ou tel canton elle ne sera pas appliquée, là où elle n'est pas reconnue nécessaire. Si elle ne réalise pas toutes les espérances, elle n'aurait point pour conséquence de compromettre l'avenir, comme le craint M. Scherrer. Plus tard, on aura recours à l'introduction d'autres mesures.

Dans ces conditions, tous peuvent voter le projet, même ceux qui doutent de son succès ou qui n'en ont pas besoin. C'est en effet une simple compétence que l'on veut redonner aux cantons qui sont meilleurs juges en la matière.

M. Scherrer a exprimé des doutes sur le résultat de la votation populaire. Je ne suis pas de son avis. Je crois que cette révision, réclamée par certaines contrées, réunira un grand nombre de partisans dans la votation populaire. On ne peut sans injustice attribuer le nouvel article à l'influence des aubergistes, mais à tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la patrie.

Telles sont les raisons pour lesquelles je n'ai pas hésité à me rallier aux propositions du conseil fédéral.

Scherrer, Berichterstatter der Kommissionenminderheit: Ich nehme in Anbetracht der vorgeführten Zeit davon Umgang, eigentlich zu replizieren, obwohl mir verschiedene Ausführungen verschiedener Vorredner zur Replik Anlass geben würden. Ich beschränke mich auf eine mehr persönliche Bemerkung.

Herr Isler schiebt mir eine Verwechslung des Begriffes der Zweiliterwirtschaften und der patentierten Kleinverkaufsstellen unter, meines Erachtens durchaus mit Unrecht. Ich kenne den Unterschied sehr wohl. Es muss wohl auf einem Missverständnis des Herrn Isler beruhen. Es ist ebenso unrichtig, wenn er mir vorwirft, ich hätte eine masslose Ver-

mehrung der Kleinverkaufsstellen befürwortet. Das ist absolut nicht der Fall, und ich glaube, ein diesbezüglicher Schluss kann aus meinen Erörterungen nicht gezogen werden. Was ich gesagt habe, ist das, dass der Kanton Bern nicht so viele patentierte Kleinverkaufsstellen habe, als er bedürfe, dass die 195 Kleinverkaufsstellen, die zum grössten Teil in den Städten sich befinden, nicht ausreichen, um den Bedarf, wie er in kleinen Verhältnissen, für Haushaltzwecke bestehe, zu befriedigen. Dieser Ansicht bin ich auch jetzt noch, und ich möchte dem Kanton Bern durchaus nicht empfehlen, die Zahl der Verkaufsstellen ins Ungemessene zu steigern, sondern ich möchte ihm nur empfehlen, dieselben auch wirklich zu bewilligen, wo sie ein Bedürfnis sind, aber die Beurteilung der Frage, ob sie ein Bedürfnis sind oder nicht, einer ganz unparteiischen Behörde anzuvertrauen. Dann wird sich von selbst herausstellen, dass ein Bedürfnis nach derartigen Kleinverkaufsstellen vorhanden ist.

Nun hat Herr Bigler, um das gleich richtigzustellen, uns mitgeteilt, im Kanton Bern seien gar nicht mehr Patente nachgesucht worden als 195 Stück. Die Leute verkaufen lieber nicht unter 2 Litern, um nicht unter das Gesetz zu fallen, und deshalb bewerbe man sich um diese Patente nicht. Im allgemeinen glaube ich meinem Nachbar ziemlich viel, aber das kann ich ihm unmöglich glauben, dass nur 195 sich um Patente beworben hätten und nur aus diesem Grunde nicht mehr Kleinverkaufsstellen seien. Aufrichtigerweise muss er zugeben, dass er nicht genau orientiert ist, und ich glaube, dass ihm sein Kollege von der Regierung, Herr Morgenthaler, sofern er sich mit dieser Angelegenheit zu befassen hatte, sagen könnte, dass viel mehr Patentgesuche eingehen, dass sie aber immer abgewiesen werden, und das ist der Grund der Tatsache, dass der Kanton Bern von 1887—1897 absolut keine Vermehrung der Kleinverkaufsstellen aufweist. Es ist das zwar eine blosser Vermutung, aber sie stützt sich auf die Erfahrungen, welche in den vielen Kantonen, wo derartige Kleinverkaufsstellen bestehen, gemacht worden sind und welche zeigen, dass namentlich da, wo die Bedürfnisfrage für Errichtung von solchen Verkaufsstellen nicht besteht, diese Kleinverkaufsstellen sich ganz kolossal vermehren, so dass damit zur Genüge konstatiert ist, dass es an und für sich an Bewerbungen um solche Verkaufsstellen nicht fehlt. Auch im Kanton Bern würden diese Bewerbungen nicht fehlen, wenn nicht allzusehr die Zügel angezogen und mit der Bewilligung zurückgehalten würde.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Revision des Artikels 32bis der Bundesverfassung. BB vom 13. Juni 1903 (verworfen)

Révision de l'article 32bis de la Constitution fédérale. AF du 13 juin 1903 (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1903
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1903_003
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1903 - 08:00
Date	
Data	
Seite	523-544
Page	
Pagina	
Ref. No	20 027 246

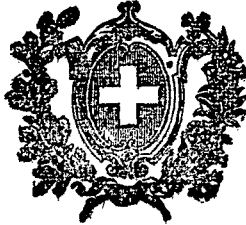
Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Amtliches
stenographisches Bülletin

der
schweizerischen Bundesversammlung



N^o 28

BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL

DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 2. — für die Schweiz, Fr. 4. — für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse fr. 2. —, Union postale fr. 4. —. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Ständerat. — Conseil des états.

Sitzung vom 13. Juni 1903, vormittags 8 Uhr. — Séance du 13 juin 1903, à 8 heures du matin.

Vorsitz: }
Présidence: } Hr. Hoffmann.

Tagesordnung: — Ordre du jour:

Revision des Art. 32^{bis} der Bundesverfassung.

Revision de l'article 32^{bis} de la constitution fédérale.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 524 hievor. — Voir page 524 ci-devant.)

Präsident: Wir sind bei der Eintretensdebatte stehen geblieben. Das Wort hat Herr Kellersberger.

Kellersberger: Ich habe das Wort verlangt, weil in unserm Kanton bezüglich der Zweiliterverkaufsstellen eine ziemlich intensive Bewegung herrscht. Es haben sich dort die Leute in zwei Gruppen geteilt. Die einen sind für die Beibehaltung der Zweiliterverkaufsstellen, die andern wünschen die Zustimmung zur Motion Steiger. Ich meinerseits muss hier erklären, dass meine Anschauungen in dieser Frage sich weder ganz mit der Auffassung der Mehrheit der Kommission, noch auch der Minderheit decken.

Wenn ich die Entwicklung der schweiz. Alkoholgesetzgebung betrachte, so muss ich mir sagen: Wir haben den Teufel mit dem Beelzebub ausgetrieben. Wir haben uns grosse Mühe gegeben, durch das Alkoholmonopol den Schnapskonsum zu beschränken. Wir haben auf einem Wege, der nicht sehr beliebt war, durch das Monopol, unser Volk dazu gebracht, endlich die Mittel zu wählen, welche geeignet waren, den Genuss des Alkohols in unserm Volke einzuschränken, und ich muss hier erklären, dass trotz gegenteiliger Behauptungen von gestern

die Erfahrung gemacht worden ist, dass wirklich durch die Alkoholgesetzgebung der Konsum des Schnapses in unserm Volke reduziert worden ist. Aber nun, meine Herren, nachdem wir mit dieser grossen Mühe, mit diesem grossen Apparat den Alkoholkonsum zu reduzieren vermocht, haben wir im gleichen Atemzug in der Verfassung den Weingenuss in einer Art und Weise protegiert, dass ich im Zweifel bin, ob der vermehrte Schnapsgenuss oder der vermehrte Weingenuss der schädlichere ist. Hier haben wir das Branntweinmonopol und dort haben wir durch den Verfassungsartikel 32, 2. Absatz, den Genuss und Verkauf des Weines vollständig freigegeben. Da gibt es keine Schranken. Es kann jeder in jedem Winkel verkaufen, und es kümmert sich kein Mensch darum. Ich wollte nicht viel sagen, wenn wir bei diesem freien Weinverkauf noch sagen könnten: Wir verkaufen ein Getränk, das bedeutend weniger schädlich ist als der Schnaps; allein, meine Herren, dieser Wein, den wir in diesen Zweiliterverkaufsstellen verkaufen, ist unter Umständen genau so schädlich wie der Schnaps. Woher kommt dieser Wein? Er kommt zunächst aus Italien und Spanien; er wird geliefert von jenen Händlern, die sich sagen: Wir können die schlechten Weine in die Schweiz liefern, in der Schweiz wird alles gesoffen, wir können in alle andern Länder nur gute Weine liefern, aber die schlechten, die geringern Weine kommen in die Schweiz. Das ist ein Wort, das alle Weinhändler

kennen, und diese Weine bieten wir dem Volke an in der unbeschränktesten Weise des Verkaufes. Den Verkauf des geringsten Weines geben wir vollständig frei in diesen Verkaufsstellen von 2 Litern; das ist eine merkwürdige Logik unserer Alkoholgesetzgebung.

Nun komme ich zum zweiten Punkt. Die Bundesversammlung hat gefunden, man müsse die Gewerbe-freiheit, Art. 31, mit Bezug auf das Wirtschafts-wesen einschränken und den Kantonen das Gesetzgebungsrecht mit Bezug auf das Wirtschafts-wesen wieder anheimgeben. Das hat die Folge gehabt, dass nun die meisten Kantone auf dem Gebiete des Wirtschafts-wesens legiferiert haben. Wir haben in den meisten Kantonen ein besonderes kantonaes Wirtschaftsgesetz, ein Wirtschaftsgesetz, das in den meisten Kantonen den beliebten Bedürfnisartikel in den Vordergrund stellt, der ganz genau sagt und vorschreibt, wie viele Wirtschaften es haben darf. Jede Wirtschaft hat eine Reihe von Beschränkungen zu bestehen, z. B. mit Bezug auf die Lokalitäten, der Wirt muss mit Bezug auf seine Individualität gewisse Bestimmungen und gesetzliche Requisite erfüllen etc. Wir haben dadurch, dass wir den Kantonen das Wirtschafts-wesen zurückgegeben haben, erreicht, dass die meisten Kantone eine sehr genaue Wirtschaftsgesetzgebung haben, welche das Wirtschafts-wesen im allgemeinen reguliert und das Volkwohl fördern soll. Allein auf diesem halben Weg sind wir stehen geblieben, und wir haben den Fehler begangen, dass wir neben dem geordneten kantonalen Wirtschafts-wesen wieder vollständig frei und ohne Schranken die Zweiliter-verkaufsstellen geschaffen haben. Wir haben alle die guten Früchte, welche die Beschränkung des Schnapskonsums dem Volke hätte bringen können, dadurch illusorisch gemacht, dass wir neben den geordneten Wirtschafts-verhältnissen Verkaufsstellen von zwei Litern haben, die vollständig frei sind, die keiner kantonalen Kontrolle unterworfen sind. Wir können überall solche Verkaufsstellen errichten, es besteht ja nicht einmal die Anzeigepflicht. Die Bundesverfassung hat eine einzige Schranke aufgestellt, die Schranke der sanitarischen Untersuchung. Jetzt kann der Staat den betr. Verkaufsstellen nur auf Grund der sanitarischen Untersuchung beikommen; allein sofort macht man die sanitarische Untersuchung dadurch illusorisch, dass man den Verkaufsstellen nicht einmal die Pflicht auferlegt, eine Anzeige zu machen, sodass wir hier wiederum den Gegensatz haben: einerseits die Beschränkung des Wirtschafts-wesens und des Alkoholverkaufs, und auf der andern Seite den unbeschränkten Verkauf, sobald man über zwei Liter verkaufen will.

Und nun, meine Herren, frage ich mich: Was ist eigentlich das schlechtere, der Wirtshausbesuch oder der Konsum von Wein, den man von den Zweiliterverkaufsstellen bezieht? Ich bin sehr im Zweifel, ob ich nicht unser Volk lieber im Wirtshaus sehen würde als in diesen Verkaufsstellen. Wenn der Mann ins Wirtshaus geht, geht er in erster Linie allein, die Frau und die Kinder bleiben zu Hause beim Milchkaffee. Wenn der Mann ins Wirtshaus geht, ist er gar nicht so frei, er steht unter einer gewissen Kontrolle. Der Wirt ist verpflichtet, eine gewisse Kontrolle zu üben, er darf dem Mann nicht Getränke verabfolgen, bis er toth und voll ist, und

auch der Mann fühlt sich beschränkt, sobald er in Gegenwart von andern Leuten ist, die auch im Wirtshaus sind, er geniert sich vor dem Publikum. Zu Hause geht es anders. Man hat einen Doppelliter vor sich, die Frau trinkt mit und man sagt, die Kinder sollen auch ein Glas Wein trinken, man könne nicht noch extra für sie Milch kaufen, dies sei zu teuer. Und dann weiss man ganz genau, dass dieser oft schlechte und gepanschte Wein nicht hält, er wird untrinkbar, und deshalb sagen sich die Leute: wir wollen ihn austrinken, er hält sich doch nicht.

Wir machen noch einen dritten Fehler mit diesen Zweiliterwirtschaften, und der besteht wiederum darin, dass wir unsere Bestrebungen in Bezug auf den Zolltarif illusorisch machen. Wir haben damals, als wir den Zolltarif beschlossen, nicht daran gedacht, dem eidg. Fiskus ein Bene zuzuwenden, sondern unsere Absicht, wenigstens die meinige, war es, durch den hohen Zolltarif das Eindringen von schlechtem, gefälschtem, ungesundem Wein aus dem Auslande zu beschränken. Nun kommen wir mit den Zweiliterverkaufsstellen und machen diesen Versuch, auf dem Wege der Zollerhöhung mindere Weine von uns fernzuhalten, wieder illusorisch, und halten den Wein, den wir perhorrescieren wollten, gerade diesen Verkaufsstellen zu. Diese Zweiliter-verkaufsstellen sind mit wenigen Ausnahmen die hauptsächlichsten Abnehmer dieser geringen Weine mit ihrem Ursprung in Spanien und Italien. Die gute Absicht des Zolltarifs ist also wiederum illusorisch gemacht durch diese Zweiliterverkaufsstellen. Herr Müller, der Vertreter der Minderheit, hat uns gesagt, die ganze Bewegung gegen die Zweiliter-wirtschaften gehe nur von den Wirten aus. Die Wirte finden ihren Profit dabei, dass man diese Zweiliterwirtschaften beseitige, da sie dann mehr Gäste haben. Ich bin nicht dieser Meinung und bin namentlich darüber erstaunt, dass Herr Müller als Vertreter eines weinbauenden Kantons Hand bietet zu Verkaufsstellen, an welchen nicht Schaffhauser Weine und Hallauer Weine verkauft werden, sondern spanische und italienische. Es wirft das ein eigentümliches Licht auf die Qualität der schaffhauserischen Weine, wenn Herr Müller dieselben in gleiche Linie stellt mit den andern. Ich glaube nicht, dass die Notiz in der «Neuen Zürcher Zeitung», dass er mit seinen Ausführungen die Nation gefördert, zutrifft. Mit solchem Weine wird sie nicht gefördert, sondern das Gegenteil wird eintreten.

Nun muss ja zugegeben werden, dass wir betont haben, es werde mit der Steigerung der Literzahl von 2 auf 10 eigentlich dem Uebelstande nicht abgeholfen. Es ist das ein Palliativmittel. Man kann sagen, es werden vielleicht weniger Verkaufsstellen geschaffen, es werden andere eingehen; man kann sagen, dass die Leute sich doch besinnen, bevor sie 10 Liter kaufen, während 2 Liter leicht zu erwerben sind. Es mag ein Erfolg herauszubringen sein; allein es ist ja ganz gut denkbar, dass 10 Liter ebensogut gekauft werden wie 2 Liter, nur in weitem Kreisen. Jetzt kauft die Familie und trinkt den Wein; aber wir haben keine Garantie, dass nachher nicht weitere Kreise zusammen den Wein anschaffen und trinken. Es kommen die Leute des untern Stockes in den obern Stock und sagen, wir müssen Hilfe haben, und die Leute feiern zusammen

gemütliche kleine Kommerse mit 10 Litern, nur dass statt der Familie allein noch die Nachbarn mithelfen. Es ist nur schade, dass nicht bei den Verkaufsstellen noch Kommersbücher dazu feil gehalten werden, damit man auch gehörig feiern kann.

Die Erhöhung des freien Verkaufsminimums von 2 auf 10 Liter ist ein Palliativmittel, das vielleicht etwas helfen kann, das aber das Uebel nicht an der Wurzel fasst, das Uebel, das darin besteht, dass wir neben dem ziemlich beschränkten Weinverkauf im Wirtshaus eine Institution geschaffen, bei der man ohne Kontrolle und ohne alle Anzeigepflicht allen schlechten Wein aus dem Auslande verkaufen kann. Wie ist da zu helfen? Ich habe schon gesagt, es werde mit der Motion Steiger nicht viel heraus schauen. Wir haben jetzt 2 Liter, nachher haben wir 10 Liter; das Uebel bleibt und die Unkontrollierbarkeit bleibt. Ich hätte es gerne gesehen, und ich hatte es auch erwartet, dass die Minderheit der Kommission einen Antrag stellen würde, der uns etwas Positives bringt, das wir an den Platz der Zweiliterverkaufsstellen setzen können. Sie hat es nicht getan, sie hat einfach erklärt: Wir beantragen Nichtzustimmung, d. h. Festhalten am alten Zustande. Ich stehe auf dem Boden, dass ich sage: wir sind in unserer Alkoholgesetzgebung mit Bezug auf diese Verhältnisse auf dem halben Wege stehen geblieben, und wir müssen den zweiten Teil des Weges auch machen, wenn wir überhaupt etwas tun und das Volk nicht länger in seiner Gesundheit schädigen lassen wollen, und das, meine Herren, erreichen wir dadurch, dass wir den Art. 32, Lemma 2, unserer Bundesverfassung einmal ausmerzen. Dieser Artikel bestimmt, wie Sie wissen, dass das Wirtschaftswesen zwar den Kantonen überlassen wird, dass aber mit Bezug auf den Verkauf von Weinen, welcher Herkunft sie sind, ist ganz gleichgültig, sog. Verkaufsstellen bestehen dürfen, welche beim Verkauf über 2 Liter hinaus vollständig frei und unkontrollierbar sind, denen man keine Vorschrift machen kann, ausser auf dem Wege des sanitärischen Eingreifens. Ich sage, die zweite Hälfte des Weges ist diese, dass wir sagen, wir legen diesen sämtlichen Verkaufsstellen ähnliche beschränkende Bestimmungen auf, wie wir sie von den Kantonen mit Bezug auf ihr Wirtschaftswesen verlangen. Sie sollen nicht mehr so frei und ungehindert in jedem Winkel verkaufen können, sondern wir wollen für dieselben gesetzliche Bestimmungen beschränkender Natur aufstellen, ähnlich wie die Kantone im Wirtschaftswesen. Dann haben wir doch endlich die Hoffnung, dass man einigermaßen Ordnung in die Sache bringt. Wir wollen den freien Verkauf des Weines nicht verhindern; aber wir haben die Pflicht, zu verhüten, dass man das Volk mit schlechtem, oft gefälschtem Wein abtränke, und wir haben die Pflicht, zu untersuchen und dafür zu sorgen, dass wir nicht, nachdem wir den Schnaps genuss verdrängt haben, Uebelstände, die noch gefährlicher sind, fortbestehen lassen. Da müssen wir es machen, wie wir es mit dem Schnaps gemacht haben, wir müssen einmal den Schritt wagen. Wir müssen sagen, wir dulden diese freien Verkaufsstellen in dieser Art nicht, und wir verlangen, es solle auch diese Art von Wirtschaften einer gewissen Kontrolle, Aufsicht und gesetzlichen Bestimmungen unterliegen. So gut wie das Wirtschaftswesen,

können wir auch die Frage des Zweiliterverkaufs den Kantonen anheimgeben.

Das ist der Standpunkt, den ich einnehme. Ich halte es mit diesem Weinverkauf, wie wir es in den Gesetzgebungen mit den Apotheken machen: für Giftstoffe sind besondere Einschränkungen notwendig. Ich muss wiederum erklären, dass es mir nicht einfällt, was Herr Müller der Mehrheit imputiert hat, dass man dem armen Manne das Weintrinken verteuere, dass man ihn ins Wirtshaus schicke oder zwingt, ein grösseres Quantum Wein anzuschaffen. Ich möchte dem armen Manne den Weingenuss gerne gönnen; allein ich möchte ihm einen bessern Wein geben, als er bei den betr. Verkaufsstellen erhält, und einen billigeren Genuss, und dass er nicht Wein kaufen muss auf Kosten seiner Gesundheit. Es gibt verschiedene Mittel, wie man helfen könnte. Hier ist nicht der Platz, dies zu erörtern, aber ich frage, warum können wir nicht in die kantonalen Wirtschaftsgesetze die Bestimmung aufnehmen: Du Wirt, wenn du an den armen Mann über die Gasse Wein verkaufst, so hast du ihn zu dem und dem Preise abzugeben. Dana würde ich vor allem den Weinbauern das Verkaufsrecht einräumen. Der Bauer, welcher produziert, soll Wein verkaufen können an wen er will und wie er will, und damit erzwecken wir, dass das Volk, dessen Geschmack durch den Genuss des fremden Weines verdorben ist, unsere Produkte wieder schätzen lernt. Wir bekommen von unsern Weinbauern einen billigen, vielleicht einen säuerlichen, aber guten Wein, und damit wird man sich bald aussöhnen. Wenn wir auf diesem Wege vorgehen und dafür sorgen könnten, dass die weinbauenden Kantone ihren Wein in die Kantone abgeben, wo keine Weine existieren, einen urchigen schweizerischen Wein, dann könnten wir helfen. Ich habe schon erklärt, es ist hier nicht der Platz, solche Abänderungsvorschläge zu bringen, aber ich sage: der erste Schritt ist die Beseitigung der vollständigen Freiheit der Zweiliterverkaufsstellen aus unserer Verfassung.

Der Wein ist ein Genussmittel, und eben weil er ein Genussmittel ist, sind wir auch berechtigt, beschränkende Bestimmungen aufzustellen im Interesse der Volkswohlfahrt und der Volksgesundheit. Es ist nicht der Platz, heute darüber zu sprechen, ich wollte Ihnen nur meine Anschauung vorlegen, in der Meinung, dass man doch noch einmal daran denken wird, dass wir die Verfassung ändern und diese Bestimmung ausmerzen und dafür von Bundes wegen beschränkende Bestimmungen aufstellen oder diesen Teil des Weinverkaufes auch den Kantonen zuweisen sollten. Was die Motion selbst betrifft, so habe ich schon erklärt, ich sehe keinen grossen Erfolg in der Erhöhung des freien Verkaufs von 2 auf 10 Liter. Ich nehme sie an als Abschlagszahlung, in der Meinung, dass ich hoffe, es sei der erste Schritt zu einer vollständigen Umänderung auf dem Wege der Alkoholgesetzgebung, die in der Entwicklung stehen geblieben ist, einer Fortentwicklung, durch die die Volksgesundheit und die Volkswohlfahrt besser gefördert wird, als es jetzt der Fall ist.

Morgenthaler: Als neu eingetretenes Mitglied, das die Vorgeschichte der Vorlage des Bundesrates nicht kennt, würde ich mich nicht veranlasst fühlen, zu der Vorlage zu sprechen. Ich bin aber gestern von Herrn Kollege Scherrer als Kronzeuge angerufen worden in dem Meinungsstreit, den er mit unserm Kollegen Herrn Bigler hatte. Herr Scherrer hatte die Behauptung aufgestellt, dass die Regierung von Bern die Erteilung der Kleinverkaufspatente zu sehr beschränke, und dass es daher rühre, dass die Kleinverkaufsstellen im Kanton Bern nicht zugenommen haben, während die Verkaufsstellen für Quantitäten über 2 Liter ganz enorm zugenommen haben. Herr Bigler hat das bestritten und behauptet, es bestehe eben im Kanton Bern keine Nachfrage nach Kleinverkaufspatenten. Ich hätte Ihnen nun gestern, als nicht direkt Beteiligter in der Regierung, nur sagen können, dass in den letzten 7 Jahren meines Wissens kein einziger Rekurs wegen Abweisung eines Kleinverkaufspatentes erfolgt ist. Daraus geht wohl hervor, dass die Nachfrage nicht eine sehr grosse sein muss. Ich habe heute noch mit dem Direktor des Innern, Herrn Steiger, über die Sache gesprochen und von ihm die Bestätigung meiner Ansicht erhalten. Herr Steiger sagt, dass wirklich die Nachfrage nicht eine grosse sei; auf dem Lande existieren im Kanton Bern sozusagen keine Kleinverkaufsstellen, während in Städten die Nachfrage allerdings bedeutend ist, aber doch auch nicht sehr viele Rückweisungen haben stattfinden müssen. Einige Rückweisungen von Patentgesuchen haben allerdings vorgenommen werden müssen auf Veranlassung der betr. städtischen Gemeindebehörden, wenn solche Verkaufsstellen in ganz unmittelbarer Nähe von andern haben errichtet werden wollen. Wir glauben nun, dass gerade der freie Verkauf von zwei Liter an freilich den Grund bildet, weshalb eine grosse Nachfrage nach Kleinverkaufspatenten nicht vorhanden ist, und mit der Erhöhung dieser Grenze auf 10 Liter wird jedenfalls die Nachfrage nach Kleinverkaufspatenten steigen; wir im Kanton Bern haben gar keinen Grund, dieser Vermehrung der Kleinverkaufsstellen entgegenzutreten, weil sie ja unter Kontrolle stehen. Dieses ist mit ein Grund, warum die Regierung von Bern für diese Vorlage des Bundesrates eintritt.

Dies zur Erläuterung der in Rede stehenden Frage.

Scherrer: Gestatten Sie mir nur noch ein kurzes Wort. Wenn man Herrn Kellersberger und auch andere Redner gehört hat, welche sich in dieser Sache ausgesprochen haben, so könnte man wirklich zu der Ueberzeugung gelangen, dass der Wein, welcher vom Auslande in die Schweiz eingeführt wird und welcher in diesen kleinen Verkaufsläden, sei es in den patentierten, sei es in denen, welche eine besondere Bewilligung nicht haben, verkauft wird, lauter Mist und gesundheitsschädliches Zeug sei. Ich glaube, die Würde und die Ehre unserer Versammlung verlangt denn doch, dass wir uns vor derartigen Uebertreibungen hüten und dass solche richtiggestellt werden. Ich begreife vollständig die Ten-

denz, welche die Interessenten des inländischen Weinbaues verfolgen, nämlich die Einfuhr und den Verkauf fremder Weine in unserm Lande möglichst zu beschränken. Das finde ich durchaus verzeilich und auch erklärlich. Ich möchte ihnen daher in dieser Tendenz gar nicht entgegentreten; allein ich glaube, es soll das alles dennoch nicht auf Kosten der Wahrheit geschehen. Wenn man nach aussen den Eindruck hervorrufen will, aller dieser Wein, der importiert werde, sei stets schlechtes, minderwertiges Zeug, so ist das nicht richtig. Ich gebe zu, dass auch schlechte Weine eingeführt werden und dass solche auch in Kleinverkaufsstellen zum Verkaufe gelangen. Aber auf der andern Seite müssen wir doch auch gestehen, dass, wenn so grosse Quantitäten in die Schweiz jährlich eingeführt werden, das nicht auf die schlechte Qualität zurückzuführen ist, sondern auf zwei Umstände: einmal weil unsere eigene Produktion zu gering ist und sodann, weil anderseits im Verhältnis zum Preis und zur Qualität unsere Weine mit den ausländischen nicht immer zu konkurrieren vermögen. Das sind die Hauptgründe, weshalb grosse Quantitäten fremden Weines eingeführt werden. Das wird auch immer so bleiben, so lange nicht der Bedarf an Wein bedeutend abnimmt. Was speziell die Kleinverkaufsstellen anbetrifft, so möchte ich mich auch hiegegen verwahren, dass in denselben nichts als schlechtes Zeug zum Verkaufe gelange. Das trifft auch nicht zu; soweit es wenigstens meinen Kanton, Baselstadt, wo viele Kleinverkaufsstellen bestehen, anbetrifft, so kann ich nur bestätigen, dass in manchen dieser Verkaufsstellen nur die besten Weine inländischer und ausländischer Provenienz zum Ausschank gelangen. Das gilt besonders von den zahlreichen Verkaufsläden des Konsumvereins. Dies zur Richtigstellung.

Müller: Nur eine kurze Bemerkung gegenüber Herrn Kellersberger. Er kann nicht begreifen, wie ich als Weinproduzent und als Vertreter eines Weinbau treibenden Kantons zu meiner Stellungnahme komme, indem er glaubt, dass diese Erhöhung des Verkaufsminimalquantums von 2 auf 10 Liter zum Vorteil der Weinproduzenten sei. Auf diesen Standpunkt kann ich mich nun allerdings nicht stellen. Ich halte überhaupt dafür, dass die Erhöhung dieses Minimums durchaus nicht dazu angetan sei, die Trunksucht in demjenigen Teile der Bevölkerung, der gezwungen ist, den Wein in kleinen Quantitäten anzukaufen, zu mindern. Ich stehe auch heute noch auf ganz dem gleichen Standpunkt: die kleinen Produzenten haben durchaus keinen Vorteil von dieser Erhöhung des Verkaufsminimalquantums, indem nachher wie vorher ganz gleich viel getrunken werden wird. Ich sagte aber, dass es im Interesse der konsumierenden Bevölkerung liege, wenn etwelche Kontrolle über diese Weine stattfinden würde; eine solche könnte ungleich besser wirken als die Heraufsetzung des Minimalquantums. Eine solche Kontrolle sollte ohne Verfassungsrevision einzuführen möglich sein. Ich möchte namentlich keine

Verfassungsrevision mit vorauszu sehendem eventuell zweifelhaftem Resultate, wie die gegenwärtige. Aus diesem Grunde bin ich nicht für Abänderung der Verfassung.

Dass ich die Wirte nicht als Förderer der Nation hingestellt habe, wie die «Neue Zürcher Zeitung» mir in den Mund legt, ist wohl selbstverständlich; mein Votum lautete durchaus nicht zu gunsten der Wirte und auch nicht zu gunsten der Abstanten.

Diese Bemerkung wollte ich noch machen, da ich von Herrn Kellersberger nicht hingestellt werden mag, als ob ich gegen die Interessen meiner Bevölkerung gesprochen hätte. Ich glaube, für die Wein- und Obstbau treibenden Kantone ist die Sache jedenfalls nicht so gefährlich, wie für einige Kantone, die weder Wein noch Most produzieren. Ich bin der Meinung, dass der Kanton Bern z. B., der hier namentlich als Befürworter der Revision auftritt, seinen Obstbau ganz bedeutend vermehren könnte und besser daran täte, wenn er seine Landwirte anhalten würde, das Obst nicht ins Ausland zu verkaufen, sondern zum Mosten, zur Herstellung eines richtigen, natürlichen und gesunden Trankes zu verwenden. Dann würde es unter Umständen auch anders aussehen und würden die Klagen über den Konsum schlechten Weines eher verstummen.

Präsident: Wird das Wort weiter verlangt? — Wenn das nicht der Fall ist, so ist die Diskussion über die Eintretensfrage geschlossen.

Scherrer: Ich möchte Ihnen beantragen, die Abstimmung über die Eintretensfrage auf den Beginn der nächsten Sitzung zu verschieben. Die Reihen unseres Rates haben sich bereits etwas gelichtet und doch wäre es wünschbar, dass die Meinung des Rates in dieser Frage getreu zum Ausdruck kommen würde, was meines Erachtens heute nicht der Fall ist.

Präsident: Die Diskussion über diese Ordnungsmotion ist eröffnet.

Isler: Ich glaube, dass am nächsten Dienstag die Besetzung nicht viel stärker sein wird als jetzt.

Lücken in unseren Reihen werden mehr oder weniger immer da sein, und wenn für die vorzunehmende Abstimmung diese Lücken auch nicht gerade zu begrüssen sind, so werden sich die Ja und Nein doch ausgleichen. Wenn man eine Diskussion gepflogen hat, wie die jetzige und gestrige und man am Ende der Woche steht, so sollte man denn doch die Abstimmung noch vornehmen, bevor man nach Hause geht.

Abstimmung. — *Votation.*

Der Antrag des Herrn Scherrer wird mit 27 gegen 7 Stimmen abgelehnt und hierauf mit 29 gegen 8 Stimmen Eintreten beschlossen.

(La proposition de M. Scherrer est rejetée par 27 voix contre 7; puis l'entrée en matière est décidée par 29 voix contre 8.)

Titel und Ingress.

Angenommen. — (*Adopté.*)

Ziffer I.

Angenommen. — (*Adopté.*)

Ziffer II.

Angenommen. — (*Adopté.*)

Ziffer III.

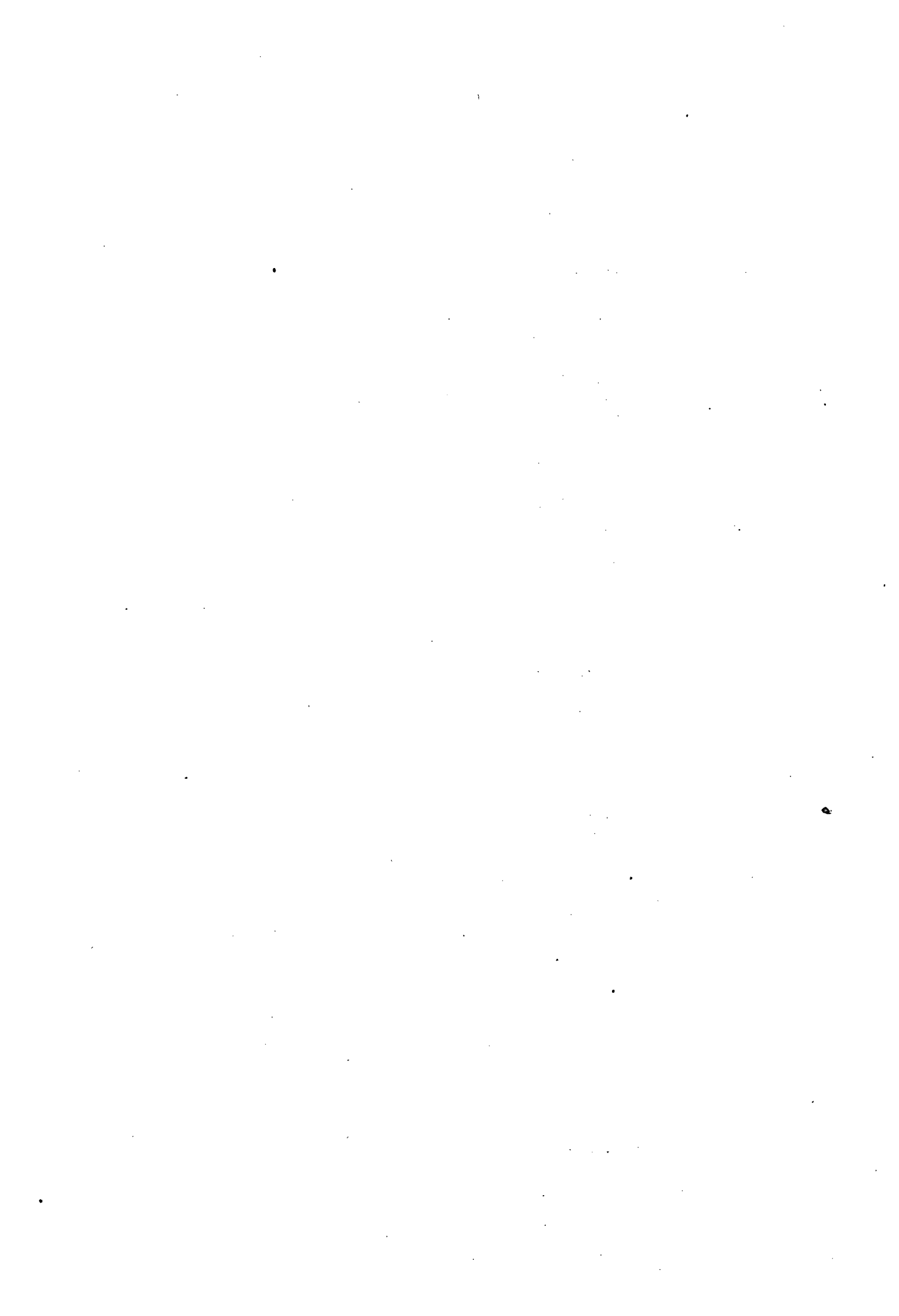
Angenommen. — (*Adopté.*)

Schlussabstimmung. — *Votation finale.*

Mit 25 gegen 6 Stimmen wird die Vorlage angenommen.

(Le projet d'arrêté fédéral est adopté par 25 voix contre 6.)

An den Bundesrat.
(Au conseil fédéral).



Revision des Artikels 32bis der Bundesverfassung. BB vom 13. Juni 1903 (verworfen)

Révision de l'article 32bis de la Constitution fédérale. AF du 13 juin 1903 (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1903
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1903_003
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1903 - 08:00
Date	
Data	
Seite	545-550
Page	
Pagina	
Ref. No	20 027 247

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.